HAL open science

L'internationalisation de l'éducation supérieure face à la pandémie COVID-19

Maria Laura Giboin

▶ **To cite this version:**

Maria Laura Giboin. L'internationalisation de l'éducation supérieure face à la pandémie COVID-19. Sciences de l'Homme et Société. 2021. dumas-03709983

HAL Id: dumas-03709983

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03709983v1

Submitted on 30 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE PARIS 3
INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE

Master 2 Métiers de la coopération et du développement en Amérique latine

MÉMOIRE 2

L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE FACE À LA PANDÉMIE COVID-19

Auteure de la recherche :

GIBOIN MARIA LAURA

Mémoire soutenu le 17 septembre 2021

Directeur du mémoire : Sébastien VELUT **Année Universitaire 2020-2021**

Résumé

Au début de l'année 2020 avec la COVID-19, nous avons fait l'expérience de la quasi-suppression de la scolarité telle que nous la connaissons : l'interdiction de contact d'un conglomérat de personnes dans des espaces clos, l'impossibilité de dispenser des cours présentiels, la suppression de missions et invitations des chercheurs et annulation de la mobilité internationale.

Ce contexte nous a motivé à faire une étude approfondie sur l'Internationalisation de l'Éducation Supérieure (IES) française pendant la pandémie. À cet égard, notre étude vise à étudier comment la COVID-19 perturbe la politique de " Bienvenue en France " et quelles procédures sont mises en place pour assurer l'IES française en Amérique latine.

Dans ce cadre, ce travail de recherche se porte comme une source d'information inédite et précieuse, montrant la rupture avec le modèle traditionnel d'internationalisation, la découverte de nouveaux protocoles d'action et une forte résistance au changement qui nie la naissance d'une nouvelle forme d'internationalisation : l'internationalisation virtuelle.

Mots-clés : Amérique latine, internationalisation, enseignement supérieur, stratégie, politique éducative, hybride, internet, mobilité internationale, concurrence internationale, coopération, France, Bienvenue en France, université, écoles d'hautes études, crise, santé, pandémie, COVID-19.

Abstract

At the beginning of the year 2020 with COVID-19, we experienced the near-suppression of schooling as we know it: the interdiction of contact in closed spaces, the impossibility of teaching face-to-face, the suppression of missions and invitations of researchers and the cancellation of international mobility.

This context motivated us to investigate the Internationalization of French Higher Education (HEI) during the pandemic. In this sense, our study aims to investigate how COVID-19 disrupts the "Welcome to France" policy and what processes are put in place to ensure French HEI in Latin America.

In this perspective, this research work stands as a source of new and valuable information, showing the break with the traditional model of internationalization, the discovery of new protocols of action and a strong resistance to change that denies the birth of a new form of internationalization: the virtual internationalization.

Key-words : Latin America, internationalization, higher education, strategy, educational policy, hybrid, internet, international mobility, international competition, cooperation, France, Welcome to France, university, academia, crisis, health, pandemic, COVID-19

A:

mi director Sébastien,
a mis amigos Diana y Juan,
a mi compañero Ronald,
a mi familia desde la distancia,

a mi, porque lo logré.

SOMMAIRE

INTRODUCTION **5**

MÉTHODOLOGIE **11**

I. Étape de récolte de données 11

I.I. Sources 12

I.II. Travail de terrain: entretiens 13

I.III. Personnes interrogées: entretien direct 15

I.IV. Témoignages récoltés lors de séminaires et de conférences 15

L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE **18**

I. La coopération internationale et l'internationalisation éducative 18

II. Les modèles d'internationalisation des universités dans la sphère internationale 20

III. Les perspectives de l'internationalisation 22

L'INTERNATIONALISATION EN TEMPS DE CRISE : ACTEURS ET MOTIVATIONS **24**

I. Les acteurs intervenants dans le processus d'internationalisation 26

I.II. L'internationalisation de l'éducation supérieure : fournisseurs privés 27

II. Le jeu compétitif de l'enseignement supérieur 28

L'INTERNATIONALISATION DE LA FRANCE AU DÉBUT DE LA PANDÉMIE **31**

I. La stratégie "Bienvenue en France" une politique d'Etat 31

II. L'internationalisation de l'éducation française et la France dans la mobilité étudiante mondiale du 2012 au 2019 32

II.I. Le répartition des étudiants dans les établissements français 36

II.I.I. L'internationalisation dans la recherche française 36

III. L'internationalisation de l'éducation française et la France dans la mobilité étudiante mondiale pendant la COVID-19 37

III.I. L'accueil des étudiants étrangers dans les établissements français 39

III.II. L'accueil des étudiants étrangers des principaux concurrents de la France 40

TRAVAIL DE CHAMP ET ANALYSE DES RÉSULTATS **41**

I. L'internationalisation dans un cadre PRÉ-PANDÉMIQUE COVID-19 **42**

A. LES REPRÉSENTATION DE L'INTERNATIONALISATION 42

B. STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION 47

Stratégies générales 47

Stratégies spécifiques pour l'Amérique latine 50

C. POINTS DE VUE SUR "BIENVENUE EN FRANCE" ET LA POLITIQUE D'INTERNATIONALISATION DE LA CONCURRENCE ALLEMANDE 54

D. LES PERCEPTIONS DU TRAVAIL EN SITUATION DE CRISE 57

II. L'internationalisation dans le contexte de la pandémie COVID-19 69

A. LA RÉORGANISATION INSTITUTIONNELLE 60

B. LE FONCTIONNEMENT DE L'INTERNATIONALISATION 64

C. L'ACCÈS À L'ÉDUCATION SUPÉRIEUR 70

a) Types d'étudiants et types d'actions des EES 70

b) Lectures sur l'impact de COVID-19 en Amérique latine 73

D. LIENS INTERINSTITUTIONNELS 78

III. L'internationalisation dans un idéal post-pandémique COVID-19 81

A. FORCES ET FAIBLESSES 82

B. NOUVELLES FORMATIONS 85

C. L'INTERNATIONALISATION VIRTUELLE 86

D. REDÉFINIR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 90

CONSIDÉRATIONS FINALES 94

BIBLIOGRAPHIE 98

ANNEXES 103

INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 produit un profond choc sur les systèmes éducatifs du monde et surtout de l'Amérique latine, montrant que la crise sanitaire est multisectorielle et que le manque de structure institutionnelle pour garantir l'accès à l'éducation est un facteur de bouleversement social.

Dans ce contexte, les gouvernements du monde entier montrent un grand intérêt pour le sujet, mais leurs instruments gouvernementaux visant à garantir le droit à l'éducation dépendent plus que jamais de leur niveau de développement institutionnel et économique. Tout au long de l'histoire, les individus sont les principaux témoins de la manière dont ces déséquilibres économiques entre pays développés et pays non développés affectent les aspects matériels et immatériels.

Cette thèse se concentre sur l'analyse du processus d'internationalisation de l'éducation supérieure (IES) entre la France et l'Amérique Latine pendant la pandémie, les défis auxquels ils sont confrontés et comment l'éducation virtuelle révolutionne le paradigme de l'internationalisation de l'éducation supérieure.

A ce titre, nous menons notre recherche sur l'impact que la crise sanitaire a sur le développement de la politique "Bienvenue en France" pendant la période 2019-2021 vers l'Amérique Latine. Ce qui est intéressant ici, c'est d'explorer comment, face à l'impossibilité d'étudier à l'étranger, le schéma d'internationalisation de l'éducation est adapté pour que les étudiants puissent profiter des avantages des études à l'étranger sans y être.

L'internationalisation de l'éducation supérieure, en termes de coopération internationale, aide à la construction d'un réseau de liens internationaux qui valorisant les éléments internes et externes et permet la gestion des dynamiques de *feedback* académique et institutionnelle entre les États. Cependant, aujourd'hui ce paradigme de coopération est exposé à l'un de ses plus grands défis, l'internationalisation dans une pandémie mondiale.

Afin d'aborder l'étude des politiques et stratégies d'IES vers l'Amérique latine, il semble pertinent de considérer l'état de l'art sur le sujet. Tout d'abord, nous pouvons mentionner les contributions de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui, sous la coordination de Sylvie Didou Aupetit et Vielka Jaramillo de Escobar, a publié en 2014 l'ouvrage "*Internationalisation de l'enseignement supérieur et de la science en Amérique latine et dans les Caraïbes : Un état de l'art*".

A partir de l'ensemble des travaux analysés, nous considérons deux perspectives d'étude qui sont utiles pour mener ce travail. Tout d'abord, nous examinons la perspective contextuelle, dans laquelle l'internationalisation apparaît comme une réponse aux changements quantitatifs et qualitatifs résultant de la mondialisation, tels que : le développement des technologies de l'information et de la communication ; la modification des programmes d'études ; la mobilité accrue et les progrès de l'intégration régionale. (Fernández López et Ruzo Sanmartín, 2004 *"Los procesos de internacionalización y regionalización en la educación superior : un análisis de los países OCDE"* ; García Guadilla, 2003, 2005, 2010 *"Complejidades de la globalización e internacionalización de la educación superior Interrogantes para América Latina."* ; Piñero, 2017 *"Las redes como estrategia de internacionalización universitaria en el MERCOSUR (2013-2017)"* ; Rama, 2006 *"La despresencialización de la educación superior en América Latina: ¿tema de calidad, de cobertura, de internacionalización o de financiamiento?"* ; Siufi, 2009 *"Cooperación internacional e internacionalización de la educación superior."*; Donini, 2010 *"La internacionalización de la educación superior como sistema"*).

Ensuite, nous découvrons la perspective critique et institutionnelle qui se concentre sur les formes de gestion et la culture institutionnelle, qui analyse les inconvénients de l'IES et les processus globalisants des établissements de formation dans une perspective d'éducation transnationale (Sebastián J., 2004 *"Dimensiones y métrica de la internacionalización de las universidades."* ; Altbach, 2004 *"Globalisation and the University Myths and Realities in an Unequal World."* ; Cepeda, 2004 *"De la mercantilización a la transnacionalización de la educación superior."* ; Bernal, 2007 *"La internacionalización de la Educación Superior: el debate actual de los años noventa hasta el presente, y sus futuras implicancias."* ; Yarzabal, 2005 *"Internacionalización de la educación superior: de la cooperación académica al comercio de servicios."*; Musselin C., 2018 *"New forms of competition in higher education"*).

Ces contributions théoriques montrent comment ces perspectives, loin de s'opposer, agissent de manière complémentaire pour mieux comprendre la complexité du sujet d'étude. En comprenant que notre travail constitue l'une des premières sources pour l'étude de l'internationalisation en période de pandémie, notre cadre théorique s'inscrit dans la lignée des études de trois auteurs qui nous semblent les plus pertinents pour notre analyse, soit Sebastian Jesus, Siufi Gabriela et Musselin Christine.

Selon les rapports de Sebastian J., la coopération internationale est traditionnellement liée à la perspective de la transnationalisation des ressources et des services. L'auteur nous invite à situer l'un des piliers de la coopération, l'internationalisation, dans une approche mercantile des relations, dont l'IES se mesure en termes de contrats avec des entités étrangères, de présence à l'étranger, de délégations, de partenariats, de consortiums et de mobilisation de ressources financières externes.

L'auteur souligne, également, que ce nouveau monde de relations et d'échanges d'avantages implique de multiples défis. En ce sens, avec l'avènement des mécanismes de mondialisation, l'obligation d'éduquer dans le cadre de normes internationales donne lieu à des inégalités structurelles entre les États et au sein de leurs institutions.

La nécessité de développer des stratégies et politiques publiques constitue donc la base fondamentale de la coopération, dont les compétences complémentaires et les partenariats bilatéraux permettent la construction d'une valeur ajoutée pour développer des programmes d'internationalisation.

Dans cette perspective, les contributions de Siufi Gabriela soulignent que les effets négatifs de la mondialisation, en tant que phénomène qui s'étend au détriment de la diversité et de l'autonomie des États, conditionnent l'idée de coopération susmentionnée. Selon le rapport de cette auteure, la mondialisation implique un processus de formation vers un monde unique à l'échelle planétaire, où l'efficacité et la concurrence individuelles sont les forces motrices du progrès, dans lequel ceux qui ne peuvent pas rivaliser restent derrière.

Dans ce sens, Siufi G., interprète l'internationalisation comme l'une des alternatives utilisées par l'éducation pour répondre aux défis imposés par ce domaine. L'IES est configurée comme un objectif et un moyen pour les institutions d'atteindre une plus grande visibilité internationale et, en même temps, de constituer un instrument de projection externe. Finalement, dans cette ligne d'argumentation, il nous semble important d'ajouter les contributions de Hervé Théry et Musselin C., concernant la concurrence et classement international et l'impact que cela a sur les institutions.

Nous estimons que les contributions de ces auteurs sont utiles pour comprendre l'internationalisation comme un outil que les institutions peuvent utiliser pour consolider leur propre identité et renforcer leur existence face à la concurrence. En même temps, on constate que les stratégies d'internationalisation utilisées historiquement par les institutions sont basées sur un contact direct entre les partenaires, impliquant souvent la circulation des biens,

des services et des personnes. Toutefois, l'émergence croissante de maladies infectieuses restreint la mobilité des personnes et, dans certains cas, entraîne la fermeture des frontières entre les pays.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), plusieurs épidémies qui le démontrent : l'épidémie de Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS) de 2002, propagée dans 29 pays et a fait plus de 8.000 victimes (OMS, 2010) et la grippe H1N1 de 2009 qui, à l'époque, oblige l'OMS à déclarer une alerte pandémique en raison de la propagation interhumaine du virus. Enfin, nous pouvons également mentionner la résurgence d'Ebola en 2013 en Afrique, la plus violente depuis la découverte du virus en 1976[1]. Tous ces cas fournissent des antécédents précieux, car l'une des principales mesures de contrôle communes recommandées pour réduire le taux d'infection était l'isolement, la distanciation sociale et la fermeture des écoles (OMS, 2016).

Cependant, malgré les événements susmentionnés, nous constatons qu'avec l'épidémie de Coronavirus (COVID-19) en 2019, le paradigme de l'internationalisation de l'enseignement supérieur n'a pas développé des protocoles d'IES dans des contextes où l'interdiction de la mobilité conditionne les liens internationaux.

Dans le cas spécifique de la France, la nouvelle stratégie du gouvernement en matière d'enseignement supérieur "Bienvenue en France", se concentre sur la création d'une structure technico-institutionnelle visant à faire venir davantage d'étudiants et enseignants étrangers. La base fondamentale de cette politique est de faciliter et de rendre plus confortable l'arrivée des internationaux en France, en leur offrant des facilités administratives, des cours en français et en anglais et un accueil de qualité dans leurs établissements de formation.

Néanmoins, au début de COVID-19, nous avons fait l'expérience de la quasi-suppression de la scolarité telle que nous la connaissons : l'interdiction de contact d'un conglomérat de personnes dans des espaces clos, l'impossibilité de dispenser des cours pour cause de maladie des enseignants, suppression de missions et invitations des chercheurs et annulation de la mobilité étudiante.

---

[1] Selon l'OMS l'une des plus violentes depuis la découverte du virus en 1976, avec un taux de contagion près de quatre fois supérieur à celui du SRAS et un taux de létalité d'environ 50 %.

A cet égard, on constate que certaines politiques d'IES de moins de cinq ans, comme celle de la France, ne sont pas dotées des outils nécessaires pour assurer la continuité des programmes d'IES en cas de crise sanitaire.

Tous les éléments mentionnés nous motivent à étudier comment la pandémie de COVID-19 perturbe la politique de " Bienvenue en France " et quels mécanismes sont mis en place pour assurer l'IES français en Amérique latine, étant donné que, du point de vue de notre cadre théorique, il s'agit d'une région fortement désavantagée dans la concurrence internationale.

Par conséquent, notre hypothèse souligne qu'en raison de la pandémie mondiale et de l'approfondissement de la virtualité obligatoire, des nouvelles opportunités de formation apparaissent, permettant la continuité de l'IES et l'accès à l'éducation française en l'Amérique Latine. Dans ce sens, on considère que le paradigme éducatif évolue et avec lui les stratégies géopolitiques d'internationalisation, comme celle de "Bienvenue en France", qui accompagne ce changement.

Afin de corroborer cette hypothèse, l'objectif général de cette recherche est d'analyser l'impact de la crise sanitaire sur la politique d'internationalisation "Bienvenue en France" en l'Amérique Latine, durant la période 2019-2021.

Nous proposons également deux objectifs spécifiques. D'une part, décrire les stratégies alternatives de la politique "Bienvenue en France" pour soutenir la promotion de l'éducation française en Amérique Latine pendant la pandémie de la COVID-19 et, d'autre part, connaître les nouvelles opportunités de formation ouvertes pour étudier à l'étranger pendant cette période de crise.

Afin d'atteindre ces objectifs, cette recherche analyse la situation actuelle de l'IES française, en se basant sur les principaux chiffres officiels du Ministère des Affaires Étrangères et sur des recherches documentaires. Dans ce cadre, on se propose de faire une contribution scientifique dans le domaine de la politique internationale et de l'étude anthropologique des sujets qui la pratiquent. Pour conséquence, ce travail de type exploratoire-descriptif utilise la méthode d'analyse et de synthèse documentaire, ainsi que des techniques et des instruments tels que les entretiens avec des acteurs clés.

Afin de pouvoir aborder cette problématique, ce mémoire se divise en cinq parties. Dans la première partie, nous décrivons la méthodologie de travail utilisée et décrivons en détail les principaux aspects techniques. Dans la deuxième partie, nous faisons une revue de

la littérature, afin de pouvoir comprendre tout ce qui a été dit par rapport à la théorie de l'internationalisation et les progrès sur la promotion de l'éducation supérieure pendant les contextes de crise avant la COVID-19.

Dans la troisième partie de la recherche, nous faisons l'analyse des chiffres clés avant et pendant ce contexte troublé, où la France a tenté d'engager des politiques de promotion pour rester une destination de choix. A cet égard, nous avons pu constater comment la communauté des étudiants a réagi à ces politiques de promotion.

Dans la quatrième partie, nous présentons notre étude exploratoire-descriptive avec une approche méthodologique qualitative, qui nous permet de fournir des résultats précieux sur l'internationalisation, les actions des sujets dans les pandémies et l'impact que la crise a sur les constructions de connaissances individuelles.

Finalement, dans la cinquième, ce travail de recherche nous conduit à tirer certaines conclusions et à exposer notre avis sur les résultats obtenus. Comme nous l'avons détaillé, cette section est l'une des plus importantes de ce travail de recherche, car elle nous permet d'exposer nos conclusions sur le changement stratégique de la politique d'accueil de la France pendant la COVID-19, l'impact de ces changements sur l'attractivité de la France vers l'Amérique latine et l'émergence de nouvelles alternatives d'internationalisation et promotion de l'enseignement supérieur face aux crises.

Il convient de noter que ce travail, comme d'autres recherches et études, a ses limites. Tout d'abord, nous voudrions souligner la complexité de l'accès à l'information, où les initiatives mises en place par les établissements d'enseignement supérieur pour promouvoir les IES pendant la pandémie ne sont pas encore bien documentées. C'est pourquoi ce travail est précieux, car nous répertorions en temps réel et dans un seul rapport ce qui se passe en termes d'IES dans les EES françaises.

Toutefois, nous tenons à souligner qu'il s'agit d'un premier document et qu'il n'a pas pour but d'être une source finie, de sorte que toute connaissance et toute littératures supplémentaires sont les bienvenues. De même, cette analyse exploratoire-descriptive, une fois que d'autres études seront menées par des organisations telles que l'IESALC de l'UNESCO, pourrait être étendue en termes quantitatifs. Cependant, nous sommes convaincus que ces limitations n'empêchent pas le rapport de fournir une bonne vue d'ensemble du sujet analysé et n'affectent pas la qualité du matériel présenté dans cette étude.

MÉTHODOLOGIE

Dans cette recherche, de nature exploratoire-descriptive, nous utilisons une approche méthodologique qualitative et herméneutique afin de répondre aux hypothèses et aux objectifs proposés.

Il convient de garder à l'esprit que notre hypothèse souligne qu'en raison de la pandémie mondiale et du besoin d'une virtualité obligatoire, de nouvelles possibilités de formation se sont créées, permettant la continuité de l'activité des établissements d'éducation supérieur (EES) et l'accès à l'éducation. En ce sens, nous croyons en l'existence d'un changement de paradigme éducatif et avec lui des stratégies géopolitiques d'internationalisation, comme la stratégie " Bienvenue en France ".

Afin de corroborer cette hypothèse, l'objectif général de cette recherche est d'analyser l'impact de la crise sanitaire sur la politique d'internationalisation "Bienvenue en France" en l'Amérique Latine, sur la période 2019-2021. D'autre part, les deux objectifs spécifiques visent à décrire les stratégies alternatives de la politique "Bienvenue en France" pour soutenir la promotion de l'éducation française en l'Amérique Latine pendant la pandémie de la COVID-19 et à connaître les nouvelles opportunités de formation ouvertes pour étudier à l'étranger pendant cette période de crise.

L'élaboration de cette thèse s'organise en différentes étapes. La première, l'étape heuristique, vise à collecter des données à partir de sources secondaires, en termes de ressources bibliographiques, de communications présentées lors d'événements scientifiques, de journaux et de documents officiels de l'État. La deuxième étape, d'analyse prospective sur les sources d'information primaires à utiliser, à travers de la conception d'une stratégie méthodologique qualitative, et l'élaboration des entretiens semi-structurés intentionnels avec des personnes interrogées.

Finalement, la troisième étape, l'herméneutique qui présente l'ordonnancement des données recueillies, l'étude, la description, la synthèse des informations, l'analyse des entretiens et le diagnostic de la situation.

I. Étape de récolte de données

Cette section explique et décrit les étapes méthodologiques suivies pour obtenir les données et le matériel d'étude nécessaires à la recherche. Les données ont été recueillies

auprès de différentes sources et par la participation à des conférences, des webinaires et des entretiens.

I.I. Sources

Le Master Métiers de la coopération et du développement en Amérique latine à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine de La Sorbonne Nouvelle, France, a permis le contact avec divers universitaires et spécialistes, à travers les séminaires cours organisés dans le cadre du programme de formation, qui ont fourni des informations précieuses sur l'objet d'étude de cette thèse.

D'autre part, la collecte et la lecture de différents journaux ont été réalisées, à partir de mars 2020, afin de suivre la pandémie de la COVID-19 et les actions pédagogiques, éducatives et d'internationalisation déroulées dans le pays depuis le mois de mars de l'année 2020 jusqu'à présent.

En outre, l'accès à plusieurs bibliothèques virtuelles telles que CLACSO, SORBONNE, ACADEMIA, UNESDOC, HAL archives-ouvertes, afin de connaître la théorie de l'internationalisation et les progrès de la promotion de l'éducation dans les contextes de la crise sanitaire.

Par ailleurs, une étude des chiffres et des régions du pays les plus choisies par les boursiers pour la période 2020-2021 a été réalisée à partir des données fournies par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), l'agence Campus France, l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Parmi les documents consultés, les rapports de l'Institut international de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes pour 2019 et 2020, les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), les enquêtes et études menées par le service Études de Campus France, le rapport chiffré de Campus France pour les années 2018-2019-2020-2021 et le rapport "*Regards sur l'éducation*" de l'OCDE ont été choisis comme les plus appropriés pour s'appliquer au corpus étudié.

Dans un deuxième temps, se trouve la phase de prospection des futurs entretiens, c'est-à-dire au schéma de l'étude de terrain et à la conception des entretiens. Pour ce faire, nous avons d'abord participé à deux événements internationaux, déroulés virtuellement, soit

les rencontres annuelles de Campus France en 2020 et la conférence d'Amérique centrale en 2021, et la Table Ronde Amérique latine 2021 *"Une crise socio-économique sans précédent et une nouvelle donne politique"*, déroulé en présentiel.

Ces événements ont permis de recueillir des informations pertinentes et de documenter les témoignages des interrogés. Puis, dans un deuxième temps, la phase prospective de l'étude sur le terrain a été réalisée, dans laquelle, avec les informations recueillies précédemment, des personnes interrogées ont été sélectionnées et des entretiens ont été conçus.

I. II. Travail de terrain : entretiens

Un entretien semi-structuré intentionnel a été mené auprès des autorités et des responsables de l'agence Campus France ; du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ; des ambassades françaises en Amérique latine, des responsables des services d'internationalisation des universités et écoles françaises comme : Polytech Clermont, Universités Paris-Saclay, Université Cergy-Pontoise, Université Gustave Eiffel, l'Université de Poitiers, École supérieure des sciences commerciales d'Angers, Université de Paris-Pôle Commun Stratégie et Relations Internationales, Université Sorbonne Paris Nord et École de Commerce SKEMA, L'École de Management ESSCA, l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, l'Université de Montpellier, l'Université de Poitiers et l'Université Côte d'Azur.

Afin d'établir les critères de sélection des personnes interrogées, les informations fournies par le MESRI ont été prises en compte, en ce qui concerne les établissements ayant la plus grande projection internationale et le plus haut taux d'accueil d'étudiants et de chercheurs internationaux. Toutefois, il convient de noter que, bien qu'il s'agisse d'une étude prospective en ce sens, finalement la liste des entretiens a été construite en fonction de la disponibilité des personnes et des contraintes matérielles.

Aux fins de la présente recherche, nous présentons ci-dessous une description détaillée du calendrier du travail sur le terrain et de la durée approximative de chaque entretien.

Le travail de terrain a commencé par la participation aux Rencontres Campus France du 16 au 19 novembre 2020. Par la suite, elle s'est poursuivie par la participation à la

Conférence d'Amérique centrale, du 22 au 24 juin 2021, la Conférence Table Ronde Amérique latine du 11 juin 2021 et s'est terminée par le développement d'entretiens avec des représentants d'universités, d'organisations et d'écoles, entre le 7 et le 26 juillet 2021.

Les entretiens ont été réalisés en français et en espagnol, selon la demande de la personne interrogée. Les entretiens ont duré entre 30 (trente) et 50 (cinquante) minutes.

Le traitement et la systématisation des informations recueillies lors des entretiens ont été réalisés entre le 30 juillet 2021 et le 18 août 2021.

Par rapport aux questionnaires utilisés, il est important de dire que ont été développés dans le but de savoir quelles stratégies d'internationalisation ont été mises en œuvre avant et pendant la pandémie et comment elles ont été menées pendant ces périodes. Les entretiens ont également cherché à étudier les aspects liés aux perceptions individuelles des personnes interrogées sur la gestion de l'internationalisation en temps de crise.

Les questionnaires ont été structurés selon trois axes, comportant chacun un total de quatre à cinq questions ouvertes. Les axes étaient :

1er Axe : Avant la COVID-19

2ème Axe : Pendant la COVID-19

3ème axe : Post-COVID-19

Dans quelques entretiens, nous avons modifié certaines questions afin de prendre en compte des aspects différenciés : d'une part, la fonction de la personne interrogée, et d'autre part, le type d'institution à laquelle la personne appartient.

Les réponses obtenues ont constitué une contribution substantielle à ce travail, car elles ont fourni des informations de grande valeur qui ont permis une compréhension plus complète et plus complexe de la question traitée. Les témoignages obtenus sont considérés comme de la plus haute importance, en raison de leur caractère inédit, propre à l'étude d'un processus récent et en constante évolution.

Comme ces données constituent une partie essentielle de ce rapport, elles seront présentées et expliquées en détail dans le chapitre numéro quatre, où les informations seront schématisées et analysées selon les critères théoriques définis au chapitre numéro un.

I.III. Personnes interrogées: entretien direct

-Mme ACHIMSKY Laurence, Responsable Service Ingénierie Éducative, Agence Campus France,

-Mme AMIRAUX Marie Christine, Chargée de Mobilité, Agence Campus France,

-M BECQUART Emmanuel, Responsable des partenariats internationaux et de l'attractivité, Université Paris-Saclay,

-M. CHICHE-PORTICHE Olivier, Directeur de la Coordination géographique, Agence Campus France,

-Mme BARRET Coralie, Secrétariat Pédagogique, Université Gustave Eiffel,

-Mme ISAAC Joelle, Department of International relations ESSCA - School of Management,

-Mme KABEYA Perlette, Coordinatrice admissions, SKEMA Business School,

-M LE BONHOMME Yoann, Responsable Service Amériques, Agence Campus France,

-Mme MENDOZA Diana, Responsable des Partenariats Internationaux et de l'Attractivité chez Université Cergy-Pontoise,

-Mme WALE Krisztina, Responsable Promotion Amériques, Agence Campus France.

I.IV Témoignages récoltés lors de séminaires et de conférences

-M APOTEKER Nicolas, Gestionnaire des relations internationales et de la scolarité, ENSAE,

-Mme BERT Marie-Christine, Directrice des relations internationales et des partenariats entreprises à l'Ecole des Ponts ParisTech,

-M BONDU Baptiste, chef du pôle pilotage des opérateurs et des stratégies sectorielles, sous-direction pour l'enseignement supérieur et la recherche, ministère de l'Europe et des affaires étrangères,

-M CARAVACA Jaime, Directeur du bureau du bien-être et santé de l'UCR, Costa Rica, Vice-doyen de la faculté de Médecine et représentant du Centre de Coordination Institutionnelle des Opérations,

-Mme CHIRIO, maîtresse de conférences en histoire contemporaine, Université de Marne la Vallée,

-M COMPAGNON, professeur d'histoire contemporaine, Université Sorbonne Nouvelle (IHEAL)

-Mme DEPONS Emilie, Déléguée régionale Occitanie, Campus France TOULOUSE,

-M DUMAS Fabrice, Vice-Président Relations internationales de l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées,

-Mme FERNANDEZ Christine, Vice-Présidente Relations Internationales de l'Université de Poitiers,

-M GHARSALLAH Mehdi, Conseiller stratégique pour le numérique à la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, MESRI,

-M GIRON Olivier, Conseiller adjoint de coopération et d'action culturelle,

-Mme GUILHON Alice, Directrice générale, Skema Business school,

-M HACHEMI Rhéda, chef de projet « Etudes en France », direction du numérique, ministère de l'Europe et des affaires étrangères,

-M HERRERA Francisco José, Recteur UNAH, Président du Conseil Supérieur Universitaire Centraméricain,

-M LABAT Benoit, Attaché de coopération universitaire, Ambassade de France en Argentine,

-M LANNAUD Brice, Adjoint à la Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, MESRI,

-Mme MACIAN Marie-Pierre, Délégation des affaires européennes et internationales, DGESIP/DGRI-MESRI,

-Mme MADANI Marine, Chef d'Équipe Attractivité Internationale, Pôle Commun Stratégie et Relations Internationales, Université de Paris,

-M NEDELLEC Patrick, Délégué aux Affaires Européennes et Internationales, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation,

-M NICOLLE Jean-Michel, Vice-Président de la CDEFI,

-M OLIVA Andreu, Recteur UCA, El Salvador,

-M PAIS Paulo, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle pour l'Amérique centrale, Ambassade de France au Costa Rica,

-Mme PELISSIER Maud, Attachée de coopération universitaire, Ambassade de France au Brésil,

-Mme QUIROZ, professeure d'études latino-américaines, Université de Cergy-Pontoise,

-Mme ROCHE Jane, Directrice des Relations internationales de Polytech Clermont,

-M SUBRA Gilles, Directeur exécutif de Charm-Eu de l'Université de Montpellier,

-Mme SABATINI Natalia, Responsable Campus France Argentine,

-Mme SABOURAULT Cécile, Vice-Présidente Développement international et relations extérieures, Université Côte d'Azur,

-M TARBY Jean-Paul, Directeur de l'Alliance Française de Puebla, Mexique,

-Mme WAAG Dominique, Sous-Directrice de l'enseignement supérieur et de la recherche, MEAE/DCERR.

REVUE DE LA LITTÉRATURE

L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

L'internationalisation de l'enseignement supérieur (IES) commence à prendre de l'importance dans la sphère internationale dans les années 1990, lorsque des politiques sont mises en œuvre. Plusieurs accords visant à consolider les systèmes d'alliances et de réseaux académiques entre les institutions de différents pays sont signés (Sebastián J, 2011).

Suite aux recommandations des conférences sur l'enseignement supérieur[2], l'IES est à l'ordre du jour pour être intégrée dans les plans stratégiques des gouvernements et des établissements d'enseignement supérieur (EES). Par exemple, les organisations[3] et les fondations[4] internationales encouragent les programmes de coopération et de mobilité pour la création de ces réseaux universitaires et professionnels (Sebastian J, 2011).

Ainsi, l'IES devient un élément important des processus de coopération entre les organisations étatiques et paraétatiques. Depuis cette décennie, l'interprétation de l'internationalisation implique la redéfinition de l'idée traditionnelle de la mobilité des étudiants comme un processus qui traverse toutes les fonctions académiques (Sebastian J, 2011).

I. La coopération internationale et l'internationalisation éducative

Selon l'Agence française pour l'éducation internationale (FEI), la coopération, comme manifestation de volonté politique d'amélioration sur le plan culturel, éducatif et économique, est habituée à passer par des contraintes et des défis multiples, tels que la croissance démographique et les crises économiques, sociales et régionales.

Dans ce sens, les États, en tant que partenaires des organisations non-étatiques dans la promotion et la définition des stratégies de coopération, doivent travailler sur une gouvernance qui favorise l'intégration nationale et internationale entre les pays.

---

[2] La Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (CMES 2009), la Conférence régionale sur l'enseignement supérieur (CRES 2008) et de la IV Conférence latino-américaine et caribéenne pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur (LACHEC 2012)

[3] L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), la Banque Mondiale, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission européenne, l'Organisation des États américains (OEA) et le Banque Interaméricaine de Développement (BID)

[4] Les fondations Ayacucho, Fullbright et Carolina

Selon les rapports de Sebastian J. (2011), traditionnellement, la qualité de la coopération internationale est liée à la perspective de la transnationalisation des ressources et des services, reliant le concept d'internationalisation à une approche mercantile des relations. C'est ainsi qu'elle se mesure aujourd'hui en nombre de contrats avec des entités étrangères, de présence à l'étranger, de délégations, d'associations, de consortiums et d'attraction de ressources financières extérieures.

La déclaration mondiale de Paris de 1998, stipule que l'enseignement supérieur dans le monde doit concentrer ses efforts sur trois lignes d'action : la qualité, la pertinence et la coopération internationale. Nous comprenons par éducation supérieure à "tous les types d'enseignement dispensés dans les EES, à des étudiants ayant terminé leurs études secondaires et dont l'objectif est d'acquérir un diplôme d'enseignement supérieur[5]" (UNESCO, 1998)

Sebastián J. (2011) signale que dans ce processus d'apprentissage, il y a des mécanismes de globalisation et des formes d'unification économique et culturelle. Ils imposent l'éducation sous des modèles internationaux, qui offrent des avantages mais aussi des difficultés, conséquences des inégalités entre les États et leurs institutions.

Ainsi, l'auteur souligne le besoin de développer des politiques et des stratégies de coopération pour faire face aux défis qui présentent les iniquités entre les pays. La base fondamentale de la coopération est la complémentarité des compétences, les associations bilatérales et la construction de valeur ajoutée pour développer des synergies solidaires. De cette façon, il rend nécessaire le changement de vision de la coopération internationale comme source de financement vers la coopération internationale comme moyen de maintenir l'éducation comme un bien public socialement et politiquement responsable.

Pour mieux comprendre cette évolution, une clarification conceptuelle nous semble nécessaire. Nous définirons la coopération internationale comme la mise en relation de pays cherchant un bénéfice réciproque qu'il serait difficile d'assurer individuellement (Siufi G, 2009). En ce qui concerne la coopération internationale des EES, on la considère comme toutes les activités de collaboration menées par les institutions d'éducation dans les domaines de la politique et de la gestion; la formation des étudiants et des enseignants; la

[5] UNESCO, *Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur au XXIe siècle: Vision et actions, Paris 1998.* [En ligne] https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000141952

recherche scientifique; les réseaux universitaires et la coopération pour le développement (Sebastian J, 2004).

Cependant, il existe des contributions théoriques qui indiquent les difficultés auxquelles l'idée d'une éducation socialement et politiquement responsable doit faire face. Selon le rapport de Siufi G (2009), la mondialisation s'oppose à l'idée de coopération éducative susmentionnée, car cette première est décrite comme un phénomène qui s'étend aux dépens des besoins, de la diversité et de l'autonomie des États, avec de forts impacts économiques, géographiques, sociaux et politiques. D'ailleurs, Siufi G. dans l'ouvrage "*International Cooperation and Internationalization of Higher Education en 2009*" comprend la mondialisation comme, "(...) un processus de formation d'un monde unique à l'échelle planétaire, où l'efficacité individuelle et la concurrence du marché sont les moteurs du progrès et du développement, laissant derrière aux institutions non-compétitives"[6].

En ce sens, nous considérons que les contributions de Musselin C (2018) sont utiles pour comprendre les caractéristiques de cette compétition. L'auteure affirme que la nature de la concurrence a évolué, et qu'il ne s'agit plus d'un jeu entre individus, mais entre institutions d'un pays. Selon la chercheuse, cela donne lieu à de nouvelles classifications et catégories que nous étudierons ultérieurement dans ce document.

C'est dans ce contexte que l'internationalisation de l'éducation supérieure est une alternative utilisée par les établissements d'éducation supérieure pour réagir aux défis imposés par les processus de mondialisation. L'IES est, donc, interprété par les auteurs susmentionnés comme un objectif et un moyen pour les institutions d'atteindre une plus grande visibilité[7] et une concurrence internationale[8].

II. Les modèles d'internationalisation des universités dans la sphère internationale

Selon la Conférence mondiale de l'UNESCO de 2009[9], l'enseignement supérieur à échelle internationale doit se fonder sur la solidarité et la responsabilité sociale, afin de réduire l'écart propres des processus de développement et d'argumenter le transfert de connaissances au-delà des frontières.

---

[6] SIUFI Gabriela, "COOPERACIÓN INTERNACIONAL E INTERNACIONALIZACIÓN DE LA EDUCACIÓN SUPERIOR", Revue Educación Superior y Sociedad (Venezuela), n°1, 2009, pp. 123-145.
[7] Idem
[8] MUSSELIN Christine, "New forms of competition in higher education",Socio-Economic Review, (Sciences Po, France), Vol.16, N°3, 2018, pp.558.
[9] Conférence internationale de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur de 2009.

Pour cela, les institutions universitaires essayent de s'adapter, avec plus ou moins de difficultés, à la multiplicité des changements sociaux que la mondialisation implique, tels que la tendance à la massification de l'enseignement supérieur, l'utilisation des nouvelles technologies, la globalisation et la comparaison internationale (*benchmarking)* (Siudi G, 2009).

À cet égard, Sebastian J (2003) souligne un relatif manque de précision concernant les activités qui peuvent être menées par les EES dans ce contexte de mutation. Selon l'auteur, les institutions en tant qu'acteurs multiples divisent leurs actions en deux critères : l'internationalisation et la coopération internationale. Dans le premier cas, comme nous l'avons souligné, il s'agit de la mise en œuvre des stratégies et des activités pour obtenir des bénéfices institutionnels et dans le deuxième cas il porte sur la gestion de projets de coopération où les bénéficiaires finaux ne sont pas forcément les EES.

Ainsi, la sphère internationale devient de plus en plus complexe et compétitive. L'émergence des classements internationaux et le *benchmarking* des universités obligent à la mise en place de politiques plus volontaristes d'internationalisation, afin de garantir l'attractivité et la concurrence des universités dans le monde.

De cette manière, des modèles d'internationalisation naissent dans le but d'exporter les systèmes éducatifs à l'étranger. Selon Huang (2007)[10], les modèles sont : l'importation, l'import-export et l'exportation. Le premier (importation) fait référence aux pays en périphéries, où l'objectif est de former une élite intellectuelle, professionnelle et compétente. Selon l'auteur, ce type d'internationalisation a comme défi–la lutte contre la fuite des cerveaux, une expression qui fait référence au phénomène d'émigration de jeunes, déjà professionnalisés, à la recherche d'une meilleure qualité de vie.

Le deuxième modèle (import-export), courant dans les pays développés non-anglophones, consiste à importer des produits éducatifs en anglais afin d'en copier certains aspects pour améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche, puis à promouvoir ses propres programmes éducatifs à l'étranger. L'auteur met en évidence une approche à deux volets, l'un visant à attirer les étudiants étrangers non-anglophones des pays

[10]AKKARI Adeljalil, SANTIAGO Mylène, "L'internationalisation des universités dans un contexte de crise", *Revista Espaço Pedagógico,* Vol.24, N°1 2017, pp.102.

en développement et l'autre visant l'exportation commerciale de services éducatifs transnationaux.

Enfin, on trouve le modèle d'exportation, qui se concentre surtout sur l'internationalisation des étudiants étrangers. Les universités choisissent de former des professionnels pour l'économie mondiale, où la création de connaissances et l'innovation visent à diversifier le corps étudiant et le personnel enseignant. L'auteur souligne comment, dans ce dernier cas, les politiques d'internationalisation sont liées à la volonté du pays de s'insérer dans l'économie mondiale et d'exporter ses professionnels à des postes à l'étranger.

Cependant, pour compléter le propos de Huang (2007), Sebastian J (2003) souligne l'existence de problèmes critiques qui rendent difficile la mise en place de ces stratégies internationales. Il s'agit notamment des défis qui entravent la cohésion interne nécessaire dans toute organisation, à savoir le budget, la communication, la culture organisationnelle et la résistance au changement. C'est pour cette raison que l'auteur insiste sur le double caractère du processus d'internationalisation, puisqu'il ne doit pas se concentrer uniquement sur les statistiques, mais implique également un processus interne de réflexion sur la structure institutionnelle et la responsabilité locale envers les communautés environnantes.

III. Les perspectives de l'internationalisation

En lien direct avec le point précédent, les contributions de Sebastian J (2005) indiquent les éléments impliqués dans tout processus d'IES, tels que la redéfinition de la culture et identité institutionnelle ; la formation des enseignants et des chercheurs, l'adaptation de nouvelles méthodes d'enseignement-apprentissage ; l'introduction d'avancées technologiques et de recherche ; l'accueil d'étudiants internationaux comme méthode d'attractivité externe ; l'évaluation et l'accréditation internationale ; et la participation à des réseaux interuniversitaires pour contribuer au renforcement institutionnel et à la coopération.

Toutefois, le chercheur affirme dans l'ouvrage *"Algunos dilemas en torno a la internacionalización de la educación superior"* (2011), qu'il peut y avoir une résistance, où certaines universités trouvent plus difficile de mettre en place les éléments mentionnés ci-dessus pour s'adapter à la dynamique de la mondialisation :

> *« Le manque de flexibilité des programmes, la rigidité administrative et procédurale, la difficulté de reconnaître les études effectuées dans d'autres institutions, l'absence d'incitations à la mobilité des professeurs, l'endogamie et*

l'absence d'évaluations externes sont autant d'éléments qui vont à l'encontre du processus, tant en tant que processus interne à l'université qu'en tant que processus de sa projection internationale[11]. »

Il relève donc, l'importance de l'environnement pour faciliter la mise en œuvre des stratégies de rayonnement international. Dans ce sens, il met en évidence certains facteurs endogènes au gouvernement qui favorisent l'internationalisation. Tout d'abord, il mentionne l'importance de l'existence d'une législation qui aide à la mise en œuvre des programmes, des instruments et des budgets. En d'autres termes, l'élaboration de règlements qui servent de cadre d'action et de protection institutionnelle pour la promotion internationale de l'enseignement supérieur d'un pays.

En même temps, le chercheur observe l'impact des conditions exogènes sur la facilité ou la difficulté de la mise en œuvre de l'IES. D'une part, il souligne comment la proximité géographique et culturelle influence la construction de réseaux interuniversitaires, et d'autre part, comment l'absence de contextes géographiques favorables détermine l'applicabilité ou la continuité des stratégies d'internationalisation.

Dans ce contexte d'éducation transnationale, Sebastien J (2011) attire l'attention sur l'émergence de nouveaux fournisseurs de services éducatifs dans la sphère internationale. L'émergence de nouveaux prestataires sans frontières et l'incursion des universités dans la modalité d'enseignement à distance ouvrent un nouvel éventail d'opportunités et de concurrences entre différents établissements d'enseignement supérieur.

Enfin, le chercheur conclut sur la manière dont ces facteurs internes et externes invitent les pays et leurs institutions à remodeler leurs programmes d'études, afin de promouvoir plus facilement la mobilité externe et les compétences complémentaires d'une éducation plus mondialisée[12].

En tenant compte de tous ces facteurs, nous considérons qu'il est approprié de combiner la théorie des modèles de Huang (2007) avec la théorie des perspectives de Knight (1994). Cette dernière, nous invite à réfléchir sur la manière dont les stratégies d'internationalisation des EES sont dirigées au sein de chaque modèle. D'une manière générale, il y a quatre perspectives.

---

[11] *"Algunos dilemas en torno a la internacionalización de la educación superior"* dans l'ouvrage *Educación Superior y Sociedad : Internacionalización de la Educación Superior"*, UNESCO 2011, p. 138.

[12] Sur ce point, l'auteur souligne les accords de collaboration de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur (accord défini dans la déclaration de Bologne de 1999) et le cas latino-américain des pays du MERCOSUR, avec l'initiative du MERCOSUR éducatif.

Premièrement, nous trouvons l'internationalisation axée sur les *activités*, où le plan d'action se concentre sur des activités spécifiques ou des programmes de mobilité.

En deuxième lieu, nous trouvons l'approche basée sur les *compétences*, où l'IES est pensée en termes de développement de programmes d'études et de programmes internationalisés en vue de la formation des étudiants, du personnel académique et administratif. Ici, la compétence est mesurée comme un résultat de l'internationalisation.

Ensuite, la perspective de *l'éthos* qui fait référence aux aspects internes d'une institution, c'est-à-dire la culture ou l'environnement qui se reflètent dans les principes et les objectifs de l'organisation. Dans le cas de l'internationalisation, elle motive le développement de valeurs et des initiatives internationales et interculturelles dans la culture universitaire.

En dernier lieu, l'approche du *processus* dont les procédures et politiques organisationnelles permettent la mise en place des actions vers la réalisation d'un cadre plus large de développement universitaire international. Sans une telle planification, les risques sont plus grands, ce qui pourrait conduire à l'échec des programmes et à une diminution de l'attractivité académique.

Cette section reflète la complexité et le dynamisme de l'internationalisation, où une utilisation complémentaire de ces contributions théoriques conduit à des réponses flexibles en accord avec les besoins du secteur.

L'INTERNATIONALISATION EN TEMPS DE CRISE : ACTEURS ET MOTIVATIONS

Comme indiqué auparavant, le processus d'internationalisation nécessite la mise en œuvre de multiples stratégies visant à intégrer la sphère internationale dans la sphère institutionnelle. Cependant, ces processus doivent surmonter des crises qui peuvent être endogènes et exogènes (Sebastian J, 2005).

En prenant les contributions théoriques de Siufi G (2009), où l'internationalisation est interprétée comme un outil pour faire face aux processus de globalisation et à leurs conséquences, nous considérons qu'il est utile de mentionner les contributions de Gómez P (2020), qui signale deux positions qui ont émergé de la crise sanitaire actuelle : une qui annonce des défis complexes en termes de mobilité académique telle que nous la connaissons ; et une autre qui annonce l'imminence de changements dans les stratégies

d'internationalisation adaptés aux nouvelles circonstances. Selon l'auteure, cela dépendra des caractéristiques du contexte social, économique et éducatif du pays.

Au cours des différents processus de crise[13], les intérêts de l'internationalisation de l'éducation sont devenus plus complexes et les acteurs impliqués dans ces processus se sont diversifiés. Il existe de nombreuses raisons et motivations pour intégrer l'enseignement supérieur dans la sphère internationale. Dans différentes circonstances, ces raisons, qui ne s'excluent pas mutuellement, s'entremêlent avec diverses perspectives et arguments qui poussent les institutions à s'internationaliser (Sebastian J, 2011).

Selon les contributions de Knight et de Wit (1995), dans Jane Knight (2005), l'étude des motivations pour initier ce processus dépend de multiples variables. Dans la recherche d'un cadre de référence et d'une logique d'analyse, les raisons sont classées en quatre groupes : politique, économique, socioculturel et académique.

D'un point de vue politique, l'IES est considéré comme un instrument de politique étrangère, qui peut en même temps être interprété comme une réponse institutionnelle pour promouvoir l'identité face aux processus de mondialisation.

Ainsi, l'IES acquiert un poids politique national et, dans les questions de politique internationale, peut prendre une valeur d'exportation (Knight, J. 2005). La tendance d'une logique plus axée sur le marché nous amène à la motivation économique, laquelle est aussi produit de la dynamique de la globalisation focalisée sur la compétitivité et le développement des ressources humaines. De même, en période de crise, il n'est pas rare que les institutions soient confrontées à des réductions budgétaires, ce qui amène les organisations à se tourner vers des financements externes. À cet égard, Jane Knight déclare :

> *« Toutefois, cela a suscité un débat rigoureux sur la question de savoir si l'exportation de produits éducatifs vers les marchés internationaux contribue réellement à la dimension internationale de l'enseignement, de la recherche et des services, ou seulement à l'augmentation des revenus pour le budget de fonctionnement de l'établissement. La relation directe et bénéfique possible entre l'orientation vers le marché international et l'internationalisation des fonctions primaires d'une université ou d'un institut est évidente[14]. »*

[13] Économiques, sociales, politiques et sanitaires divers.
[14] KNIGHT Jeane, Un modelo de internacionalización: respuesta a nuevos retos, 2005, pp 7

En ce qui concerne la motivation socioculturelle, l'impact est moindre (Knight, J. 2005). Cette perspective est ancrée dans l'utilisation de l'enseignement supérieur comme instrument de promotion et de respect de la diversité culturelle face à l'effet homogénéisant de la mondialisation. La reconnaissance de la diversité entre les pays est considérée comme une raison majeure pour internationaliser le système éducatif d'un pays.

À cet égard, l'auteur estime que la préparation d'une structure de connaissances, de relations et de communication interculturelles est l'une des raisons essentielles de l'internationalisation de l'expérience d'enseignement-apprentissage. Dans un tel contexte, les motivations socioculturelles se concentrent sur le développement de la sociologie des sujets intervenants, en tant que citoyens locaux, nationaux et internationaux.

I. Les acteurs intervenants dans le processus d'internationalisation

Afin de comprendre les raisons qui sous-tendent les processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur, Knight, J (2005) a identifié trois secteurs principaux dans l'ensemble du tissu social. On les appelle des secteurs, car dans chacun d'eux, plusieurs groupes sont impliqués avec un point de vue individuel et différent des autres.

Le premier secteur identifié est le secteur gouvernemental, qui comprend les organismes supranationaux, nationaux, régionaux et locaux. Ce groupe est constitué de ceux qui répondent aux intérêts particuliers de la dimension internationale de l'enseignement supérieur. Les plus évidents sont les ministères de l'éducation, des affaires étrangères, du développement économique et du commerce, ainsi que des sciences et de la technologie.

L'autre secteur est le secteur institutionnel qui, dans le spectre du secteur de l'éducation, est tout aussi diversifié. Dans ce milieu, nous trouvons les institutions, les groupes de recherche, les étudiants, les enseignants, le personnel de soutien et les groupes sectoriels.

Enfin, Knight J (2005) distingue le secteur privé, qui est l'un des secteurs les plus hétérogènes, servant des intérêts de sociétés industrielles, commerciales et de services, mais également des intérêts géographiques. Il est essentiel de reconnaître que le secteur privé est bien plus large que les prestataires d'éducation individuels.

I.II. L'internationalisation de l'éducation supérieure : fournisseurs privés

Les différents contextes de crise obligent les établissements d'enseignement à s'adapter au changement. Dans le cas de la formation à l'étranger, les mécanismes de mobilité physique des étudiants, des enseignants et des chercheurs sont souvent l'une des activités les plus touchées, avec de la suspension des activités d'échange universitaire, à la fermeture préventive des établissements d'enseignement et le retour des jeunes étrangers dans leur pays d'origine.

L'une des solutions est le recours à l'apprentissage à distance comme choix peu coûteux et relativement facile d'accès. Dans ce cadre d'action, pour Siufi G (2009) l'arrêt des séjours académiques à un fort impact culturel et économique, donc la mobilité à travers les ressources virtuelles se présente comme un nouveau besoin, qui aide à la continuité des processus de socialisation et de communication.

Cependant, l'inégalité technologique est un problème pour ce type d'internationalisation. Dans ce cas, Gomez P (2020) parle de la nécessaire réforme éducative dans laquelle les technologies de l'information et de la communication (TIC) doivent abandonner leur place d'outil de transmission de contenus pour être incluses comme une ressource pédagogique. Néanmoins, et malgré les expériences vécues les années précédentes, Siufi G (2009) dénonce le fait que les stratégies éducatives ont continué à donner la priorité à la mobilité internationale et que les technologies ont eu peu d'importance dans ces processus d'internationalisation.

Afin d'analyser l'impact de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le processus d'apprentissage, Siufi G (2009) souligne que les dynamiques d'internationalisation hégémoniques et non-hégémoniques y sont également présentes. Selon cette auteure, dans le cas de l'Amérique latine, la première forme est la plus courante, où la concurrence et les intérêts extra régionaux trouvent dans les TIC de nouvelles formes de reproduction pour une plus grande diffusion de leurs services éducatifs.

Cependant, dans l'internationalisation non hégémonique, la projection institutionnelle est endogène : la stratégie d'ouverture par les TIC est développée en collaboration avec des organisations nationales et régionales. Siufi G. (2009), parle de pratiques d'internationalisation solidaires, qui cherchent à rendre compte de la recherche de bénéfices mutuels et de la construction conjointe de connaissances. De même, cette dernière devient

contre-hégémonique dans la mesure où elle peut trouver des outils de promotion de l'internationalisation différents de ceux qui dominent au niveau international.

Dans ce contexte, le rôle joué par les TIC contribue à élargir les formes d'internationalisation. Ainsi, la mobilité virtuelle, en tant qu'autre forme d'échange éducatif, s'ajoute à la mobilité physique déjà bien connue et, selon Sebastian J (2009), est présentée comme une alternative aux limitations financières et structurelles de la mobilité classique.

En revanche, les auteurs susmentionnés disent que le déplacement physique des étudiants est toujours l'axe central des programmes de coopération éducative en Amérique latine. Malgré les difficultés économiques de cette région et la flexibilité qu'offre la mobilité virtuelle, la mobilité traditionnelle est l'une des expressions fondamentales de l'internationalisation latino-américaine.

Dans ce sens, Sebastián J (2011) considère qu'il est nécessaire de commencer à relativiser la mobilité temporaire[15] comme une activité stricte pour l'internationalisation et qu'il est nécessaire d'élargir la perspective et les objectifs des EES. Il insiste sur la forte présence des TIC et des nouveaux fournisseurs[16] travaillant à la construction de plateformes éducatives, que toutes les institutions peuvent intégrer pour offrir des programmes et des cours à un public plus hétérogène, remettant en cause la distinction historique entre enseignement traditionnel et enseignement à distance.

II. Le jeu compétitif de l'enseignement supérieur

Le jeu de la concurrence sur la scène internationale est défini par Musselin C (2018) comme une "forme de conflit et de rivalité"[17], où les acteurs en présence se disputent les financements, les enseignants et les étudiants dans le cadre de divers exercices internationaux de qualification et d'évaluation.

Selon le point de vue de l'auteure, ces programmes compétitifs se développent depuis les années 1980, dans le but d'attirer les étudiants internationaux et de leur faire payer les coûts de la formation. Ainsi, dans les années 2000, le classement international devient une question inscrite à l'ordre du jour politique des institutions et l'accent est mis non plus sur la

---

[15] Mobilité physique traditionnelle

[16] Les données de la National Science Foundation (NSF) montrent que 235 campus satellites internationaux ont été ouverts en 2015, dont 83 aux États-Unis, 34 au Royaume-Uni, 20 en Russie, 17 en Australie et 16 en France. Les principaux pays destinataires sont les Émirats arabes unis, la Chine, Singapour, le Qatar et la Malaisie.

[17] MUSSELIN Christine, "New forms of competition in higher education",Socio-Economic Review, (Sciences Po, France), Vol.16, N°3, 2018, pp. 558

concurrence internationale pour les étudiants, mais sur la concurrence pour le corps enseignant et les budgets.

Dans ce cadre, Musselin C. (2018), souligne que de nouvelles formes de concurrence internationale émergent, où l'objectif premier est la construction d'universités de recherche. En ce sens, l'auteure met en évidence une ouverture importante dans le jeu international, où les acteurs se diversifient et ne sont plus des sujets individuels, mais des institutions et des dirigeants impliqués dans ces compétitions pour la reconnaissance d'un statut mondial.

Les rapports de Musselin C (2018), suggèrent que ce modèle de concurrence trouve son origine dans les EES des États-Unis, avec des initiatives individuelles et privées, développant des identités institutionnelles fortes. Suivant la ligne argumentaire de l'auteure, on constate que ces modèles d'évaluation se sont ensuite répandus en Europe, accompagnés de réformes progressives visant à transformer les universités en organisations et à obtenir ainsi une plus grande autonomie de gestion et institutionnelle. En même temps, elle souligne comment, le développement des agences d'accréditation a fait émerger "l'idée que l'éducation et la recherche ne concernent pas seulement l'individu, mais aussi l'institution"[18].

Cette situation s'intensifie jusqu'à la constitution de classements tels que le classement de Shanghai et d'autres classements internationaux, où la concurrence ne se fait pas seulement au niveau individuel et national, mais à multiniveaux[19]. Avec le renforcement de cette dynamique, le lieu de la concurrence se déplace du niveau national au niveau supranational, et avec lui, l'internationalisation des institutions devient un outil pour attirer les étrangers et orienter les efforts scientifiques vers des questions plus internationales.

De cette façon, Mousselin C (2018) met en évidence que les institutions sont en concurrence, non pas pour leur pays, mais pour leur propre statut et contre des institutions similaires. Les objectifs changent et des priorités telles que l'expansion et la création de leurs propres branches deviennent essentielles. Ainsi, l'internationalisation se focalise sur la promotion d'un plus large éventail de cours dans différentes parties du monde, la création de campus à l'étranger, l'offre de personnel enseignant du monde entier et la recherche d'une reconnaissance internationale.

Musselin C. (2018), dans la même ligne argumentative de Sebastian (2011), indique que le succès de cette compétition entre institutions est conditionné par les politiques

---

[18] *Idem*, pp. 662.
[19] *Idem*.

gouvernementales et la planification stratégique des dirigeants des EES. De ce fait, dans des pays comme la France, l'auteure souligne l'existence de politiques publiques dans l'enseignement supérieur afin de renforcer l'autonomie des établissements et d'encourager l'IES et la concurrence soutenue par le gouvernement.

En s'appuyant sur les apports théoriques de Hervé Théry (2010), cette compétition est empreinte de l'existence de classements internationaux, parmi tous il y a cinq se distinguent : d'une part, nous avons Shanghai Jiao Tong University et le Times Higher Education, qui évaluent les EES en fonction du prestige, de l'évaluation par les pairs, des distinctions et de la recherche. D'autre part, nous avons le Performance Ranking of Scientific Papers for World Universities, le Leiden World Ranking et le Scimago Institutions Ranking, qui se concentrent sur la production scientifique et la recherche.

Ces catalogues des meilleures institutions sont construits sur la base de l'utilisation d'indicateurs. Dans le cas des deux premiers, il s'agit d'analyser les aspects liés à l'enseignement, au prestige et à la taille des EES[20]. Les trois autres, qui sont plus orientés vers la recherche, génèrent de nouvelles combinaisons d'indicateurs existants (construction d'indicateurs bibliométriques).

Selon Musselin C. (2018), ces catalogues des meilleurs EES approfondissent la concurrence et modifient les modèles de liens entre les institutions. La chercheuse souligne comment cela se traduit par l'émergence de nouvelles institutions d'enseignement supérieur et la transformation de la gestion politique pour générer des partenariats qui favorisent de nouvelles formes de coopération nationale et supranationale.

[20] Les indicateurs suivants sont utilisés dans les classements Shanghai : étudiants ayant remporté des prix Nobel et des médailles Fields, professeurs les plus cités dans les revues scientifiques et ayant reçu des prix Nobel ou des médailles Fields, articles publiés dans Nature et Science et nombre de publications dans le Science Citation Index (SCI) et le Social Science Citation Index (SSCI) et la pondération en fonction de la taille de l'institution des indicateurs indiqués. Les indicateurs suivants sont utilisés dans les classements Times Higher Education : les citations, le nombre d'étudiants par professeur, le nombre d'étudiants internationaux, le nombre de professeurs étrangers, la réputation académique et la réputation auprès des employeurs.

CADRE SITUATIONNEL

L'INTERNATIONALISATION DE LA FRANCE AU DÉBUT DE LA PANDÉMIE

Dans le chapitre précédent, nous exposons le cadre théorique qui nous sert de guide et nous donne des lignes pour interpréter les résultats obtenus dans la recherche. A cette regard, nous soulignons différents rapports théoriques dans les deux perspectives d'internationalisation choisies, soit la perspective contextuelle et la perspective institutionnelle, et cela nous permet d'avancer sur l'étude du cadre situationnel du travail.

Dans cette partie de l'étude, nous faisons une analyse des chiffres clés de l'internationalisation en France pendant l'année 2020 du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI-SIES) et du Ministère de l'Europe et des Affaires Extérieures (MEAE) et nous mettons ces résultats en contraste avec notre cadre théorique. Pour ce faire, nous pensons nécessaire d'aborder les principaux points sur la politique "Bienvenue en France" et aussi de revoir les chiffres précédents à l'année 2020, afin de contextualiser la crise de la COVID-19.

I. La stratégie "Bienvenue en France" une politique d'Etat

La stratégie "Bienvenue en France" ou *"Choose France"*, annoncée par le Premier ministre Edouard Philippe en 2018, porte comme but principal pouvoir accueillir un demi-million d'étudiants étrangers du 2018 au 2027.

Lors des Rencontres Campus France du 2018, le ministre annonce la mise en œuvre d'une série de mesures visant à rendre la France plus attractive pour les étudiants étrangers. Cette stratégie, qui s'inscrit dans une dynamique *top down*, est déjà devenue une politique d'État et vise à faciliter les procédures administratives, à modifier les frais de scolarité, et à améliorer l'accueil des étudiants dans le pays.

Pour rendre cette stratégie opérationnelle, dès la rentrée 2019, l'administration française et les établissements d'enseignement supérieur se concentrent sur six aspects clés. La première d'entre elles concerne la nécessaire simplification de la procédure de délivrance des visas. A cet égard, le Ministère de l'Intérieur déclare comme prioritaire toute traitement des dossiers des étudiants pour le traitement migratoire et met en place un système numérique de téléchargement des données. Dans ce sens, il crée une nouvelle catégorie de visa pour les

étudiants qui, ayant obtenu leur diplôme en France, souhaitent rester une année supplémentaire pour chercher un emploi dans le pays.

Deuxièmement, le gouvernement encourage aux EES à élargir l'offre de formation en français langue étrangère (FLE)[21] et son offre de formation en anglais. L'objectif est de doubler le nombre d'étudiants bénéficiant d'une formation intensive en français afin que, tout en suivant leurs cours en français ou en anglais, ils puissent s'intégrer à la culture française et devenir francophones. Parallèlement, des cours de FLE à distance sont proposés aux étudiants qui désirent suivre des modules de formation linguistique avant leur arrivée dans le pays.

Troisièmement, et peut-être l'un des points les plus controversés par les EES, un processus de labellisation pour l'accueil des étudiants étrangers. Le gouvernement français, dans le but d'uniformiser et d'améliorer l'accueil des étudiants internationaux, attribue depuis 2019 un label aux EES français qui répondent le mieux aux critères d'accueil convenus.

Un autre des aspects les plus contestés par la communauté éducative est l'application de frais d'inscription différenciés pour les étudiants non européens, qui sont pour l'instant appliqués à la discrétion de chaque établissement d'enseignement supérieur. Le justificatif de cette décision est de dire que cette modification des frais améliorera les conditions pour les institutions et permettra d'offrir plus de bourses d'études.

Par ailleurs, et comme cinquième point, une action de coopération coordonnée est prévue pour générer des accords et de nouveaux partenariats étrangers afin d'ouvrir de nouveaux campus à l'étranger et d'accroître la présence physique des EES français à l'étranger.

Enfin, toutes ces actions sont accompagnées d'une forte campagne de promotion et de communication, avec une projection vers 2023, qui est principalement portée par l'agence de promotion Campus France.

II. L'internationalisation de l'éducation française et la France dans la mobilité étudiante mondiale du 2012 au 2019

Selon le rapport du l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), la France est témoin d'un développement remarquable en tant que pays d'accueil en

[21] Les établissements qui ont offert des cours de FLE ont eu la possibilité d'accéder aux avantages des crédits ouverts dans le cadre du Fonds Bienvenue en France (MESRI, 2019)

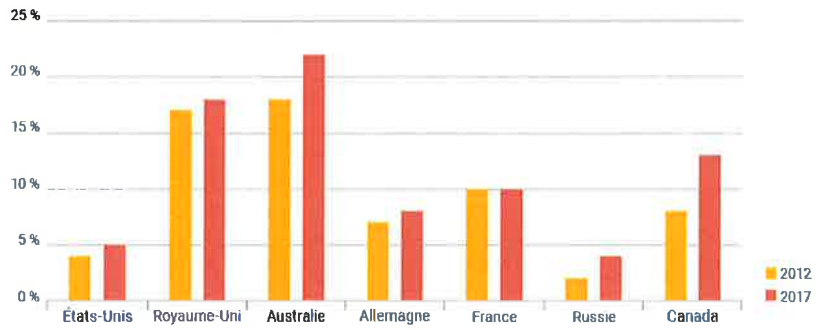
2017, année dans laquelle a pu garder la 5éme position dans le ranking des pays d'accueil dans le monde[22].

Néanmoins, il a été souligné que cette position est conditionnée par la force d'attractivité des formations en anglais et de l'apparition des nouvelles destinations d'études. Cela est prouvée par la baisse de deux pourcent dans l'accueil des étudiants mobiles en France, en passant de 7% en 2012 à 5% en 2017[23].

L'analyse des chiffres montre que cette internationalisation moins rapide se reflète dans le nombre total d'étudiants du supérieur dans le monde, la France étant l'un des pays où elle se maintient autour de 10% entre 2012 et 2017, alors que d'autres pays ont une augmentation relative. Pour montrer cette évolution, nous utilisons le tableau suivant de l'OCDE.

Graphique 1

L'évolution des étudiants internationaux dans le pays d'accueil sur cinq ans (OCDE)



Source: OCDE, décembre 2019.

A partir de l'étude du tableau, nous pouvons relever que la France compte avec une proportion d'étudiants internationaux des plus forts parmi les pays les plus populaires pour les études à l'étranger. Avec 71% d'étudiants mobiles dans le monde, elle a un 31% de cette population cible, derrière l'Australie, le Royaume-Uni et le Canada.

A partir de l'évaluation de la bibliographie, nous pouvons estimer à quoi il répondent ces pourcentages. Tout d'abord il faut dire que selon les rapports de l'OCDE, la France est en

[22] Évolution 2007-2017. Sources : ISU pour le monde, MESRI-SIES pour la France.
[23] Source : ISU, décembre 2019

concurrence directe avec des pays qui ont une forte offre éducative en alglais. Malgré cela, elle se trouve en 4éme position avec une proportion d'étudiants internationaux supérieure à celle des États-Unis, de la Russie ou encore de l'Allemagne, qui grandit rapidement.

Selon notre cadre théorique, cela peut s'expliquer grâce aux environnements géographiques, la législation qui favorise l'IES et les outils d'intégration et de régionalisation. Dans le premier cas, il nous semble important de signaler comment le contexte peut faciliter la mise en œuvre des stratégies de projection internationale, dont les pays anglophones ont des forts avantages. Sachant que l'anglais est la langue la plus utilisée pour tous les échanges socio-économiques actuels et que cela motive les étudiants à travailler en anglais, des pays comme le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie proposent comme valeur ajoutée une offre de formation reconnue, avec de solides réseaux interuniversitaires et internationaux et une bonne qualité de vie[24].

Parallèlement, l'existence d'une législation favorisant les IES et l'application d'instruments et de budgets permettant la mobilité et l'intégration régionale jouent un rôle important. Dans ce sens, des pays comme le Canada ou même l'Allemagne, qui ont une rapide progression de leurs indicateurs, sont engagés à améliorer leur offre éducative selon une approche basée sur la modélisation des programmes d'enseignement en accord aux critères de *benchmarking* international. A cet égard, ces pays anglophones axent leur stratégie d'IES en l'attractivité et professionnalisation des étudiants, chercheurs et professeurs pour l'économie mondiale et leur insertion à l'étranger.

Dans ce cadre et afin de maintenir une forte attractivité, la France adopte un modèle d'IES import-export typique des pays développés non anglophones. Selon ce tableau, la France se positionne en garantissant des programmes éducatifs en français et anglais, un réseau international en pleine expansion et une bonne qualité de vie[25].

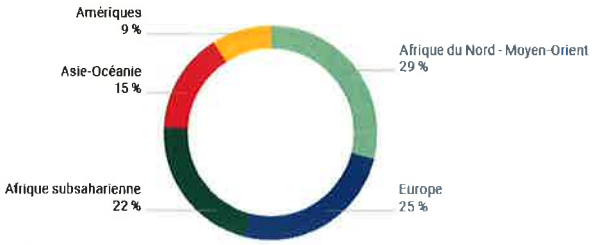
---

[24] Malgré le départ du Royaume-Uni de l'Union Européenne, il y a encore des accords de collaboration et migratoires pour les étudiants et travailleurs anglaises.

[25] Selon les chiffres du 2019 du MESRI-SIES, La France a eu un total de 358.000 étudiants accueillis entre 2018-2019.

Graphique 2

Répartition des étudiants étrangers en France par région d'origine



Source : MESRI-SIES, 2019.

Selon les données du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, la France a une répartition stable des étudiants par région entre 2018-2019. L'adoption de ce modèle import-export contribue à la croissance relative dans toutes les zones géographiques, où l'Afrique est en tête avec une augmentation de 46 %, avec le Maroc et l'Algérie qui occupent la première place. Cela peut être interprété différemment en termes de cause historique qui rapproche la France de ces pays.

Cependant, cela n'est pas le cas pour les zones au dernier échelon du classement, dont on trouve à l'Océanie qui n'a pas eu d'évolution depuis 2013 et l'Amérique du Sud avec une baisse minime du -1 % en cinq ans. Malgré la faible participation des étudiants de l'Amérique en France (9%), il convient de noter l'augmentation de la participation dans des pays comme Haïti, avec une augmentation de 76 % en cinq ans, et en Colombie et au Pérou, avec une augmentation de 30 %.

En revanche, dans le contexte européen, la croissance des inscriptions d'étudiants en provenance des pays concurrents de la France, comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, se ralentit progressivement, ce qui montre que les étudiants britanniques et allemands commencent à trouver des nouvelles destinations d'études ou ne sont pas mobiles (voir annexe 1)[26].

[26] Le Royaume-Uni perd cinq places et l'Allemagne perd trois places dans le classement des pays d'origine du MESRI-SIES, 2019.

II.I. La répartition des étudiants dans les établissements français

Bien que le nombre d'étudiants augmente progressivement chaque année en dépassant celle de l'ensemble des inscrits dans l'EES, le MESRI-SIES souligne que la répartition des étudiants dans les EES n'est pas homogène.

Les universités attirent la plus forte proportion d'étudiants étrangers (69%), avec une augmentation notable de la participation des écoles de commerce, qui commencent à investir de plus en plus dans des stratégies d'internationalisation. Ceci explique sa croissance du nombre d'étudiants étrangers (70% d'augmentation de 2015 au 2018) avec une proportion de 16% de leurs effectifs étrangers (voir annexe n°2).

Depuis la perspective contextuelle de l'IES, nous pouvons interpréter cet engagement des écoles de commerce et gestion comme un moyen qui permet d'atteindre une plus grande visibilité internationale grâce aux éventail des formations 100% en anglais et français, la diversité de l'offre de parcours, les doubles-diplômes, les réseaux interuniversitaires et internationaux avec l'ouverture des campus à l'étranger.

Par rapport aux écoles d'ingénieurs, la répartition des étudiants étrangers sur trois ans nous montre une argumentation du 17%, avec une proportion d'un tiers des effectifs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et 23 % d'Asie-Océanie. De même, les étrangers des Amériques représentent 12 %, avec une forte participation des étudiants du Brésil en tête et le Mexique[27]. En ce qui concerne les écoles d'art et d'architecture enregistrent une évolution du +25% sur trois ans, avec une répartition du 3 % de l'ensemble des étudiants étrangers. Dans ce domaine, on relève la forte participation des étudiants d'origine asiatique et africain, suivis par des européens et les américains.

II.I.I. L'internationalisation dans la recherche française

L'étude des chiffres de la recherche française, nous montre une concurrence avec les pays qui ont une offre de formation principalement en anglais, avec les Etats Unis en tête de liste suivi par le Royaume-Uni et l'Allemagne. Par rapport aux données de 2017, pendant le 2018, la France consolide des accords de partenariat avec ces trois pays leaders et arrive à se positionner à la 5éme place du classement dépassant la Russie et la Corée du Sud et

[27] 23 % des étudiants brésiliens et 14% des étudiants mexicains en France sont en école d'ingénieurs, contre 7 % pour l'ensemble des étudiants étrangers (MESRI-SIES, 2019).

maintenant son avance sur le Canada. Ensuite, avec 60% des co-publications internationales, la France obtient une proportion de publications supérieure à la moyenne mondiale du 44%[28].

D'autre part, comme indiqué dans le chapitre précédent, les initiatives législatives et un contexte politique favorable aux stratégies de coopération sont également essentiels au développement de l'internationalisation. Dans ce cas, la décision des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris est prise comme une opportunité politique et le Président de la République française lance le 1er juin 2017 un programme pour inviter les chercheurs et ingénieurs internationaux à travailler avec la France pour lutter contre le changement climatique[29].

De même, tout un éventail des stratégies visant à promouvoir l'internationalisation de la recherche se mettent en œuvre au sein de chacune des institutions de formation françaises. Parmi celles-ci, les invitations et les missions d'experts, la signature d'accords avec des laboratoires de recherche et les programmes bilatéraux, ont conduit à la création de nouveaux visas d'études à long terme (VLS), que le MEAE appelle le *passeport du chercheur de talent*[30] . Ce document de séjour est établi pour favoriser la venue de doctorants, de chercheurs et d'enseignants recrutés dans les EES afin de travailler dans la recherche, donner des cours et des séminaires.

III. L'internationalisation de l'éducation française et la France dans la mobilité étudiante mondiale pendant la COVID-19

Depuis l'avènement de COVID-19, les tendances croissantes qui prévoyaient une augmentation permettant de dépasser la barrière des 6 millions d'étudiants en mobilité sont conditionnées par la situation sanitaire.

Les diverses restrictions à la circulation et à l'interaction entre les personnes mettent en échec plus d'un programme d'internationalisation, y compris les programmes de mobilité. De même, pendant cette période les fermetures partielles ou totales des EES rendent

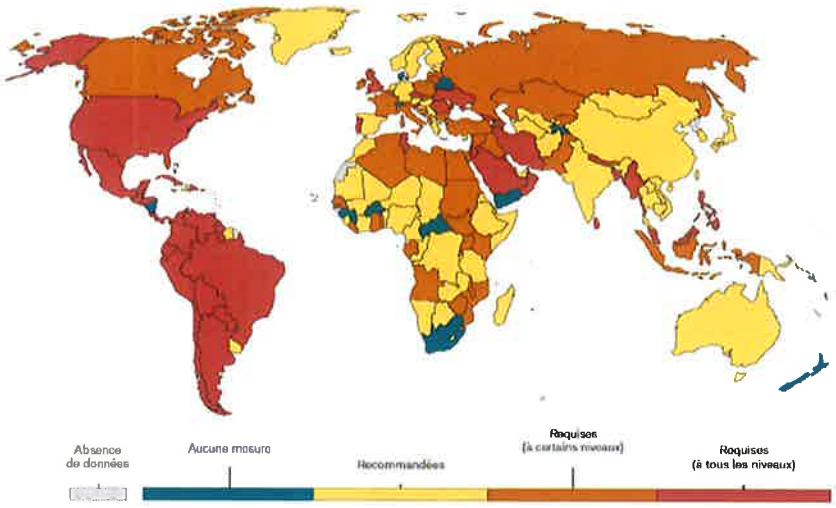
[28] L'État de l'emploi scientifique en France, MESRI-SIES, octobre 2018, p. 178.
[29] *"Make our planet great again"*, initiative pour coopérer avec des partenaires allemands et français dans des projets de recherche de haut niveau.
[30] En 2017, sur un total de plus de 6 000 visas accordés à des chercheurs non européens, 29 % l'ont été pour des séjours de moins de six mois et 71 % pour des séjours de six mois ou plus.

impossible le suivi des cours académiques et, l'abandon et le retour des jeunes dans leurs pays d'origine[31].

Il est important de noter que, dans la section suivante, les données prises comme référence par le gouvernement sont celles extraites de nouvelles sources, comme la plateforme Études en France[32], où les chiffres ne sont ni définitifs ni comparables entre eux. Cependant, les résultats qui émergent de ces sources méritent d'être mentionnés, car ils permettent un suivi en temps réel de l'évolution de la mobilité dans un contexte de changement permanent.

Figure 1

Fermeture et suspension de toutes les activités en présentiel dans les établissements de formation au 31 octobre 2020



Source : Hale, Webster, Petherick, Philips, et Kira (2020), Oxford Covid-19 Government Response Tracker, février 2021.

Depuis la mise en place de frais de scolarité différenciés pour les étudiants européens et non européens, une légère baisse du nombre de candidatures sur la plateforme Études en France peut se relever. Cependant, Les EES ne constatent pas une réduction dans le taux

[31] Wondwosen Tamrat et Damtew Teferra, « COVID-19 poses a serious threat to higher education", University World News, 09 avril 2020. URL : https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20200409103755715

[32] Les étudiants résidant dans un pays qui nécessitent de visa doivent passer par la plateforme Études en France pour s'inscrire dans un établissement de l'enseignement supérieur français. Parmi ces pays figurent la plupart des grands pays de mobilité vers la France. Dans cette plateforme sont créés les dossiers de candidature, qui sont tous les dossiers de candidature créés (soumis ou non). Une fois que tous les documents ont été soumis, les dossiers pré-consulaires sont consolidés, Il s'agit de la dernière étape, après l'acceptation des institutions et avant l'octroi du visa.

d'acceptation pour l'année 2019-2020, ce qui signifie que si la demande est en baisse, le nombre d'étudiants admises en mobilité internationale ne le sont pas.

Nous pouvons signaler, certaines facteurs qui expliquent la baisse du nombre de candidatures pendant la rentrée 2019-2020, en premier la réduction de -27% du nombre de visas d'études accordés[33] par rapport à l'année 2019, surtout en Asie, en Océanie et en Amériques (-60%) et en deuxième lieu, la difficulté des établissements d'accueillir des étudiants étrangers.

Toutefois, selon l'analyse des chiffres par le MESRI-SIES, la crise sanitaire n'a pas d'impact sur le désir des étudiants de venir étudier dans les EES françaises. Suite à la baisse des candidatures, la France a enregistré des taux positifs de 20% des candidatures auprès des EES pour l'année 2020-2021. Cette augmentation peut s'expliquer par un effet boomerang de l'année précédente, où les étudiants, ne disposant pas de beaucoup d'informations sur l'évolution de la pandémie, préfèrent ne pas postuler et attendre l'année suivante.

C'est pourquoi la stratégie d'internationalisation forte de la France pendant la pandémie est axée sur l'accueil des étudiants et des chercheurs étrangers. Ceci a été réalisé grâce à l'action coordonnée des sites de Campus France dans le monde, avec le soutien des ministères et des missions diplomatiques. Dans ce cadre d'action, des mécanismes électroniques de demande de visa d'études ont été mis en place, la priorité a été donnée à l'octroi de visas d'études[34] et à l'arrivée tardive des étudiants internationaux jusqu'au début du mois d'octobre. Des mesures telles que celles-ci permettent à la France de maintenir ses indicateurs et de garder une longueur d'avance sur ses concurrents.

III.I. L'accueil des étudiants étrangers dans les établissements français

Comme nous l'avons signalé, la plateforme Études en France permet de suivre les candidatures des étudiants internationaux pour étudier dans les EES en France. L'étude des chiffres nous montre qu'en 2020 près d'un million de candidatures ont été enregistrées et qu'avec 92% de veux les universités continuent à rester les établissements les plus populaires entre les étudiants étrangers, suivies des écoles d'ingénieurs. Cependant, tous les établissements ne sont pas soumis à la procédure Etudes en France, ce qui pourrait expliquer la sous-évaluation d'autres écoles et institutions.

---

[33] Données récoltées entre le 31 janvier 2020 et le 31 octobre 2020 du MEAE.
[34] Circulaire du Premier ministre du 15 août 2020

Dans ce cadre d'analyse, le taux d'acceptation moyen est de 7%, ce qui est relativement faible et peut être dû à un certain nombre de facteurs liés ou non à la pandémie. Néanmoins, cette valeur révèle qu'au cours de l'année 2020, sur un total de 34 200 demandes acceptées, 93% de ces étudiants se tournent vers une université et 4% vers une école d'ingénieurs.

III.II. L'accueil des étudiants étrangers des principaux concurrents de la France

La pandémie suscite des réactions différentes dans les pays qui accueillent des étudiants internationaux. Dans le cas de la France ainsi que du Royaume-Uni et du Canada, les frontières continuent ouvertes aux étudiants internationaux sous certaines conditions d'entrée, telles que la présentation d'un test PCR négatif pendant au moins 72 heures et d'autres formalités d'arrivée spécifiques à chaque cas.

Dans le cas des États-Unis, de l'Allemagne et de la Belgique, certaines restrictions supplémentaires se distinguent, la mobilité étant garantie sous certaines conditions, comme dans le cas de l'Allemagne et des États-Unis, où les étudiants ne peuvent entrer sur le territoire que si le cours n'est pas entièrement en ligne. Enfin, il y a les cas de la Chine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui ont décidé de fermer leurs frontières, limitant toute possibilité d'enseignement en face à face et de programmes d'IES impliquant une mobilité traditionnelle.

Cela s' exprime dans les taux de nouvelles inscriptions de 62 % pour l'Australie et de 43 % pour les États-Unis[35], y compris les étudiants en ligne. En revanche, le Royaume-Uni et l'Allemagne, grâce à leurs cours en ligne, enregistrent une augmentation de 4 % et 3 % respectivement[36]. Cela peut être expliqué grâce à la mise en œuvre des politiques d'aide à la mobilité, telles que l'extension des conditions de séjour des étudiants dans le pays, l'introduction de bourses d'urgence et la réduction des frais d'inscription dans le cas de cours uniquement en ligne[37].

---

[35] Données récoltées entre le 31 janvier 2020 et le 31 octobre 2020 du MEAE.

[36] *Idem*

[37] L'Institute for Fiscal Studies évoque l'insolvabilité possible de certaines universités britanniques en raison de la crise Covid-19 et du manque d'intervention de l'État.

CADRE ANALYTIQUE

TRAVAIL DE CHAMP ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans le chapitre précédent, nous analysons le cadre situationnel de la France en matière d'internationalisation de l'éducation supérieure. A cet égard, nous faisons une étude des chiffres clés du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI-SIES) et du Ministère de l'Europe et des Affaires Extérieures (MEAE) et nous mettons ces résultats en contraste avec notre cadre théorique.

Dans cette partie de l'étude, nous faisons le bilan des résultats obtenus dans le cadre de l'étude sur le terrain. Pour ce faire, nous pensons nécessaire de détailler dans le tableau suivant les principaux moments et les dimensions d'analyse que nous avons considérées.

Tableau 1

ENTRETIENS PERSONNEL DES UNIVERSITÉS, ÉCOLES ET CAMPUS FRANCE L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LES DIMENSIONS DE L'ANALYSE		
PRE-COVID-19	PENDANT COVID-19	POST COVID-19
✔ Représentations sur l'internationalisation, ✔ Points de vue sur "Bienvenue en France" et sur la politique allemande d'internationalisation, ✔ Perceptions sur la manière Stratégies d'internationalisation, de travailler en situation de crise.	✔ Réorganisation institutionnelle, ✔ Fonctionnement de l'internationalisation, ✔ L'accès à l'enseignement supérieur, ✔ Liaison inter-institutionnelle.	✔ Forces et faiblesses, ✔ Nouvelle formation, ✔ L'internationalisation virtuelle, ✔ Redéfinir l'internationalisation.

Source: élaboration propre

I. L'internationalisation dans un cadre PRÉ-PANDÉMIQUE COVID-19

Dans la présente section, nous présentons quelques dimensions d'analyse, qui nous permettent de comprendre la perception des personnes interrogées sur l'état des lieux de l'IES dans un cadre pré-pandémique COVID-19. Ces dimensions sont :

A. **Représentations sur l'internationalisation,**

B. **Les stratégies d'internationalisation,**

C. **Les points de vue sur "Bienvenue en France" et la politique d'internationalisation d'un des principaux concurrents de la France, soit l'Allemagne,**

D. **Les perceptions sur la manière de travailler en situation de crise.**

A. LES REPRÉSENTATIONS DE L'INTERNATIONALISATION

Cette dimension de l'analyse fait référence aux représentations et aux conceptions que les personnes interrogées ont de l'internationalisation. Elle explore également les principales dimensions qui, pour elles, sont liées à l'IES.

L'analyse des entretiens réalisés indique qu'en général, les personnes interrogées définissent l'internationalisation comme "une priorité liée au stratégique" ; "des dispositifs permettant d'aborder une dimension interculturelle pour tous les publics" (enseignants, personnel administratif et étudiants) ; "une finalité structurante de la politique de l'enseignement supérieur" ; "l'internationalisation est liée à l'attractivité", "synonyme du degré d'ouverture à l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur d'un pays".

Dans ce cadre, nous constatons que les dimensions de l'internationalisation les plus fréquemment mentionnées sont encadrées par l'idée d'un "monde globalisé". Ce sont :

- Mobilité entrante et sortante (étudiants et enseignants)
- Échange culturel
- Coopération internationale

Une analyse approfondie des témoignages recueillis montre que pour les interrogés, l'internationalisation est un aspect stratégique à prendre en compte dans la conception des politiques publiques d'enseignement supérieur. Dans ce sens, la plupart des personnes font

allusion à la nécessité pour les différentes institutions d'atteindre une plus grande visibilité ou attractivité dans la sphère internationale. Dans cette conception, il est évident que la plupart des témoignages interprètent l'internationalisation comme un moyen d'attirer les étudiants internationaux. Alors que seulement deux des personnes interrogées abordent un concept plus large des dimensions couvertes par l'IES, le reste des personnes interrogées la comprennent comme un moyen de rendre l'institution visible et d'attirer les étudiants étrangers.

À ce stade, notre cadre théorique sert de guide pour comprendre les origines de cette tendance. Depuis 2003, l'un des objectifs de la concurrence et du classement entre établissements est d'attirer les étudiants internationaux et de leur faire financer les coûts des cours proposés. En même temps, cette perception réduite de l'internationalisation, en la liant presque à la mobilité des étudiants, montre la prépondérance de l'idée de mobilité traditionnelle dans le paradigme de l'internationalisation.

Comprendre que dans notre cadre théorique l'IES comporte divers aspects à l'intérieur et à l'extérieur des institutions, nous notons que seule une des personnes interrogées met en évidence l'importance de l'internationalisation au sein de l'institution. Le sujet interrogé souligne que se concentrer uniquement sur l'internationalisation des étudiants peut ne pas être aussi enrichissant pour l'institution et qu'en termes stratégiques, essayer d'internationaliser le personnel académique peut avoir plus d'impact sur la communauté étudiante dans son ensemble. Dans les mots de notre interlocuteur :

> *"(...) nous changeons la vie de ceux qui font la mobilité mais nous ne travaillons pas sur l'impact que cela a sur l'organisation. La mobilité des enseignants est mineure en termes d'individus impactés, mais d'une certaine manière c'est ce qui permet de capitaliser l'IES dans la structure des EES".*

D'autre part, nous constatons qu'en ce qui concerne les dimensions de l'IES, seule une minorité des personnes interrogées fait référence à la promotion comme une dimension clé de l'internationalisation. Cet aspect est remarquable car il montre une marginalité dans la marginalité du champ d'action de l'IES. À cet égard, il apparaît que, dans un premier temps, les personnes interrogées entendent par internationalisation la mobilité traditionnelle des étudiants, dans un deuxième temps, elles font référence à l'internationalisation du personnel enseignant et, dans un troisième temps, elles mettent en avant les activités de promotion. Cet

ordre des catégories montre clairement que l'internationalisation du personnel administratif, qui est généralement chargé de mener des activités de promotion, arrive en dernière position.

D'autre part, il est également important d'indiquer la tension qui apparaît entre deux modèles pédagogiques : le français et l'anglo-saxon (USA et Royaume-Uni). Dans ce contexte, les personnes interrogées soulignent comment les institutions cherchent à se diriger vers l'un ou l'autre. En prenant comme référence les contributions citées dans le cadre théorique, nous soulignons comment, du point de vue des interlocuteurs, le modèle français répond au type d'import-export[38], où ce qui est recherché est d'importer le meilleur des modèles concurrents et de les combiner avec la culture du pays, afin d'exporter un modèle éducatif propre.

Cependant, certaines des écoles interrogées révèlent que, dans le cadre du système éducatif français, elles veulent se différencier et se rapprocher d'un système anglo-saxon. Ce modèle d'exportation vise à préparer les étudiants à l'économie mondialisée, où les méthodes d'enseignement sont plus autonomes et compétitives. Pour reprendre les termes de la personne interrogée, l'objectif est "d'être une entreprise mondiale, pas une école française". Ce type d'IES tente de "proposer un modèle plus international, pas un modèle français (...), mais un modèle plus américain (...)".

Les citations les plus significatives sont mises en évidence ci-dessous.

> *"Faire le lien avec la langue, où la première chose qu'ils font en France est de faire le lien avec la culture française". (...) "Un* ***monde globalisé*** *et connecté où aller dans des universités internationales aide à avoir un bon avenir professionnel." (Personnel de l'école)*

> *"****L'internationalisation est devenue une priorité liée à la stratégie****. (...) C'est une bataille quotidienne, nous devons être internationaux. Elle comporte deux aspects, 1) les échanges entre étudiants et 2) en interne, il faut aussi comprendre ce qu'est l'international. (...)* ***Le défi consiste à obtenir une forte visibilité internationale****." (Personnel de l'école)*

> *"Notre stratégie est d'être* ***global*** *et de mettre en œuvre notre modèle dans le monde. Notre modèle est d'être une entreprise mondiale, nous ne voulons pas être une école française. (...) mais plus américaine, avec un campus qui a cette image. Nous voulons que ce soit une marque qui ressemble au modèle américain (ce*

[38]AKKARI Adeljalil, SANTIAGO Mylène, "L'internationalisation des universités dans un contexte de crise", *Revista Espaço Pedagógico,* Vol.24, N°1 2017, pp.102.

modèle est plus participatif et pratique avec moins de cours et plus de travail indépendant et de recherche pour construire les connaissances)". (Personnel de l'école)

"C'est-à-dire qu'il s'agit de proposer des dispositifs, des programmes qui peuvent être mis en place pour aborder une ***dimension interculturelle internationale dans les EES*** *et qui touchent en même temps tous les publics qui sont mis à l'enseignement supérieur, (enseignants, personnel administratif et étudiants)." (Personnel d'université)*

"La définition commune aux universités auxquelles j'ai eu affaire est l'idée que l'EES est une question de ***mobilité*** *des étudiants et des professeurs. Générer des possibilités de* ***mobilité entrante et sortante****, mais il n'y a pas vraiment de finalité à la structuration de la politique des EES dans les EES (on change la vie de la personne qui fait la* ***mobilité****, mais on ne travaille pas sur l'impact que cela a sur l'organisation). La* ***mobilité*** *des enseignants est moins importante en termes d'individus impactés, mais d'une certaine manière, c'est ce qui permet de capitaliser sur la structure des EES (des relations plus durables,* ***des réseaux de collaboration sont structurés****)." (Personnel d'université)*

*"****L'internationalisation est liée à l'attractivité****, qui permet de se positionner dans un* ***monde global*** *où la* ***mobilité des étudiants/chercheurs*** *est en hausse. Il s'agit également de se positionner en interne vis-à-vis de ses propres établissements français (concurrence interne pour attirer les étudiants externes) et de pouvoir mieux se classer dans les classements internationaux (dimension paramétrique essentielle pour être visible à l'extérieur). (...) "C'est aussi, non seulement recevoir des étudiants, mais aussi en envoyer dans le cadre de ce qu'on appelle la* ***mobilité structurelle****, à travers des accords de* ***coopération****, des échanges entre enseignants/chercheurs/étudiants". (Personnel de Campus France)*

"Tout ce que nous pouvons mettre en place pour faire venir plus d'étudiants internationaux dans les formations françaises, ***pour l'attractivité et la promotion, les événements et l'intégration des étudiants dans les formations;*** *faire de la* ***coopération****. En ce qui concerne les EES, nous sommes plus intéressés aujourd'hui à faire venir des étudiants, mais il est également important que nous réussissions à faire partir des étudiants français à l'étranger (cela va dans les deux sens)". (Personnel de Campus France)*

"L'ouverture d'esprit des étudiants afin qu'ils aient une ***connaissance des autres cultures****, donnant aux étudiants de toute nationalité les connaissances qu'ils ne pourraient pas avoir dans leur propre pays. De nouveaux horizons pour les étudiants/chercheurs/enseignants. Les dimensions impliquées sont celles du* ***voyage, où, contrairement aux cours à distance, le contact avec d'autres personnes, d'autres cultures est l'élément important.*** *Certaines personnes pensent qu'après la COVID-19, cela se transformera en programmes à distance, mais je ne le pense pas car la* ***mobilité*** *est un aspect central des EES. Un autre*

aspect est de construire de nouvelles relations entre les différents pays pour améliorer l'offre de cours/programmes." (Personnel de Campus France)

"La stratégie Bienvenue en France nous aide beaucoup. (...) Nous avons construit un bureau international, pour nous mettre au niveau des universités qui ont le niveau humain et financier pour avoir ce bureau, qui accueille les internationaux et distribue les tâches liées à ce processus sur tous les campus (...) Mais je crois vraiment que ***le fait d'avoir des campus à l'étranger nous aide à rayonner dans le monde.*** *" (Personnel de l'école)*

"Soft power ", que je trouve plutôt bien : il s'agit d'éduquer les étudiants étrangers à ***des cultures différentes de la culture américaine. Techniquement, cela signifie faire venir des jeunes, leur donner accès à la culture, leur faire rencontrer une autre société et voir un autre monde. Que ce soit par le biais des médias ou en face à face.*** *Les dimensions qu'il implique sont les missions d'experts et la* ***mobilité*** *des étudiants." (Personnel de Campus France)*

"C'est un synonyme du ***degré d'ouverture à l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur d'un pays****, c'est donc le* ***développement de partenariats (mobilité sortante et entrante).*** *Ce sont les deux aspects à prendre en compte. Il y a plusieurs dimensions :* ***les accords de coopération et leur nombre ; la mobilité et la présence des étudiants internationaux dans les EES et des étudiants français à l'étranger (mobilité symétrique ou asymétrique), (...) la mobilité des chercheurs ; l'équivalence de la mobilité des chercheurs ; et le nombre d'étudiants dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur.) la mobilité des chercheurs ; l'équivalence des diplômes (doubles diplômes-qualifications) ; la promotion et la communication qui permettent d'être visibles sur la scène internationale (les EES doivent être visibles, ce qu'ils font, où ils sont situés, leur offre)*** *; l'offre de formation en anglais (nous avons lancé un catalogue de formation 1800) ; l'investissement dans les événements et les invitations ; les publications internationales en anglais que font les EES (éléments quantitatifs réels) ; l'accueil des étudiants et des chercheurs comme élément fondamental de l'internationalisation (c'est la responsabilité des EES et pour cela CF a créé avec le ministère le label pour montrer qui accueille le mieux - aujourd'hui 120 universités sont labellisées). (Personnel de Campus France)*

B. STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION

Cette dimension examine en premier lieu les stratégies institutionnelles générales d'internationalisation et en second lieu les stratégies spécifiques à l'Amérique latine.

Stratégies générales

Les interrogés soulignent certaines stratégies d'internationalisation communes aux EES, dont les plus fréquentes sont les suivantes :

- Bourses de mobilité classiques (4 à 6 mois). Dans ce point, nous pouvons distinguer les stratégies individuelles (initiatives d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants) des stratégies institutionnelles dans le cadre de programmes de mobilité spécifiques,
- Mobilité par tranches,
- Campus à l'étranger,
- Double diplôme (1 à 2 ans),
- Stages (4 à 5 mois pendant l'été),
- Des politiques d'internationalisation spécifiques ciblées en fonction de la zone géographique ou des continents,
- Partenariats (accords de coopération et/ou de collaboration),
- Offre des cours dans différentes langues.

Certains établissements d'enseignement supérieur décrivent des stratégies différenciées en fonction des continents suivants : Afrique, Asie, Amérique latine, Amérique du Nord, Europe. Une seule institution affirme ne pas avoir de stratégies orientées géographiquement, dont son représentant mentionne la nécessité de développer une marque internationale afin de "devenir une école globale dans le monde".

Dans ce cas particulier, nous considérons que la personne interrogée n'associe pas l'ouverture de campus à l'étranger à une stratégie géographique d'internationalisation. Si on analyse son discours, on constate que ces campus sont situés dans des points territoriaux stratégiques : l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Cependant, bien que l'ouverture de campus à l'étranger soit un aspect de la politique de Bienvenue en France, la personne interrogée n'associe pas la stratégie de son établissement à

celle du gouvernement français. Dans ce sens, le référent déclare que l'intention est de "changer l'idée qu'ils sont une école française à l'étranger" et de montrer qu'ils sont une "école globale dans le monde".

En comprenant que tout lien avec l'internationalisation à la française est refusé, nous pouvons observer que la politique d'internationalisation de l'institution répond à la politique du gouvernement et consiste à être présent dans cinq pôles géographiques et culturels différents et de "faire tourner ses étudiants sur ses propres campus dans le monde".

D'autre part, en ce qui concerne le niveau d'efficacité des politiques d'IES, certaines personnes manifestent que cela dépend de la création d'opportunités économiques, de l'amélioration des systèmes de communication dans les espaces de travail et du degré d'inclusion des enseignants-chercheurs dans les programmes d'internationalisation. Ainsi, ces derniers sont perçus comme les principaux agents de changement qui peuvent produire un impact tangible sur la structure des institutions et sur le parcours académique des étudiants.

Cependant, une analyse des résultats montre que la majorité des personnes entretenues déclarent que les politiques d'IES sont liées aux bourses classiques et à l'offre de doubles diplômes. Cela montre que, même si l'inclusion des enseignants-chercheurs est considérée comme essentielle, nos interlocuteurs ne parlent pas beaucoup de politiques d'internationalisation pour ce secteur.

Toutefois, en ce qui concerne les politiques d'internationalisation classiques, telles que la mobilité des étudiants, les doubles diplômes, les stages, les cours de langue pour les étrangers, certaines personnes interrogées mentionnent l'importance d'initiatives telles que la labellisation. Certains interlocuteurs soulignent comment ce mécanisme de suivi des stratégies d'internationalisation des EES contribue à améliorer la qualité de l'accueil des étrangers. Sur ce point précis, l'un de nos interlocuteurs affirme que " la stratégie Bienvenue en France aide beaucoup ", car elle permet de créer " des processus pour faire venir les étudiants et les accueillir de manière homogène sur tous les campus universitaires ". Comprenant que le fait d'avoir des campus à l'étranger est hautement valorisé dans la stratégie gouvernementale, la personne ajoute que pour son institution, avoir des campus à l'étranger les aide à "briller dans le monde" et la politique de labellisation les permet d'institutionnaliser de bons processus d'internationalisation sur tous leurs campus.

Nous présentons ci-dessous les citations les plus significatives :

*"**Les types d'échanges existants sont : les études classiques (4 à 6 mois), le double diplôme (1 à 2 ans), les stages en entreprise (4 à 5 mois pendant l'été)". (...) Les politiques spécifiques d'internationalisation plus qu'avec l'Amérique latine est avec l'Asie** : passer par le gouvernement, campus France, pour qu'ils entrent dans les institutions, la politique qu'ils ont avec eux est qu'ils viennent dès la première année de lycée, des accords annuels avec des accords de coûts entre l'établissement français et l'établissement d'origine." (Personnel de l'école)*

*"**Nous voulons porter nos campus à l'étranger, donc notre objectif n'est pas qu'ils viennent en France mais de développer nos campus à l'étranger. Il ne s'agit pas d'une stratégie pour attirer les étudiants en France, mais de développer la marque à l'international, de faire une école globale.** Nous essayons de changer l'idée que nous sommes une école française à l'étranger et de devenir une école globale dans le monde. Les diplômes que nous délivrons sont reconnus à la fois en France et dans les pays où nous avons un campus (doubles diplômes). **Nous n'avons pas de stratégie d'IES orientées géographiquement**, cela dépend de chaque individu, mais nous sommes orientés vers la possibilité de faire tourner nos étudiants au sein de nos propres campus dans le monde. (...) **Nous avons également des accords avec d'autres universités, de sorte que vous pouvez effectuer un échange avec des universités d'ailleurs (ERASMUS) et des partenariats avec d'autres établissements d'enseignement supérieur.**" (Personnel de l'école)*

*"L'avantage des universités coopératives par rapport aux écoles est le faible coût des cours. Les étudiants qui viennent pour une mobilité individuelle (et non ceux qui viennent dans le cadre d'un programme d'échange) bénéficient d'avantages financiers dans les universités. **L'offre de cours est également plus étendue que dans les écoles, ce qui attire les étudiants.**" (Personnel d'université)*

*"Il existe deux dynamiques, top down d'une part et bottom up d'autre part. **La première est une dynamique institutionnelle dans laquelle les bureaux des relations internationales doivent réfléchir aux plans, projets et programmes de bourses d'études prévus par l'institution pour sa communauté. D'autre part, la seconde est celle où la politique est faite par les étudiants et les professeurs, et c'est la plus fréquente, où la politique d'internationalisation de l'enseignement supérieur finit par être la somme d'initiatives individuelles ou de départements et laboratoires pour préparer le terrain pour qu'une politique d'internationalisation porte ses fruits.** Dans la mesure où ce terrain de collaborations est préparé, les politiques seront couronnées de succès. Pour réussir une politique internationale, vous devez capitaliser sur ce que vous avez déjà fait et sur les relations entre les individus. S'il n'y a pas de soutien de la part des universitaires, la politique ne sera jamais réalisée." (Personnel d'université)*

"Être attractif, accueillir au mieux les étudiants, qu'ils soient bien logés, avec une assurance maladie sociale et que leur séjour se déroule dans les meilleures

*conditions possibles : **faire de la France un lieu attractif.** Nous travaillons avec les ambassades dans le cadre du Ministère des Affaires Étrangères (MEAE) et dans ce cadre, les étudiants sont sélectionnés en fonction d'un projet éducatif proposé et accepté et ensuite les ambassades nous envoient les dossiers afin que CF puisse gérer les prestations ou services inclus dans la bourse." (Personnel de Campus France)*

*"**Quant à l'IES selon les zones géographiques, dans mon université, nous avons décidé de nous internationaliser en prenant en compte les critères des formations, des partenaires stratégiques et de la vision sociale de l'établissement afin de réaliser le transfert de compétences.**" (Personnel d'université)*

*"Pour moi, **le seul facteur de réussite est qu'il y ait un enseignant chercheur qui encourage les étudiants à voyager, l'autre facteur est que l'institution soutienne ce travail (qu'elle reconnaisse et contribue financièrement à ces initiatives) et enfin l'autre facteur est d'institutionnaliser ces initiatives** (il est difficile de savoir ce que fait l'enseignant, et c'est là qu'il faut travailler et communiquer avec les départements d'enseignement pour institutionnaliser les politiques d'internationalisation de l'enseignement supérieur)." (Personnel de Campus France)*

*" (...) Nous venons d'obtenir la **labellisation** ou nous sommes en train de l'obtenir. Elle propose une auto-évaluation des forces et des faiblesses **afin d'améliorer les faiblesses et d'améliorer la qualité de l'accueil et la qualité de l'internationalisation dans les universités. Tout cela est en cours.**" (Personnel d'université)*

Stratégies spécifiques pour l'Amérique latine

En ce qui concerne l'Amérique latine, elle est perçue comme une zone géographique diverse, où les pays ont des intérêts et des défis différents en termes d'internationalisation. Dans ce contexte, les pays mentionnés comme ceux qui ont des politiques d'IES plus développées sont : la Colombie, le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Chili.

Du point de vue de Campus France, plusieurs points intéressants sont suggérés. En premier lieu, l'Amérique latine est perçue comme une région qui doit être renforcée afin d'être plus attractifs pour les étudiants, compte tenu des progrès réalisés par les États-Unis et le Royaume-Uni dans leurs stratégies d'internationalisation. À cet égard, il est souligné que la proximité géographique et le leadership économique de ces pays sont des facteurs déterminants pour que les étudiants et les chercheurs de la région les choisissent plutôt que l'Europe. Dans le même ordre d'idées, les acteurs consultés notent que, dans cette zone géographique, il faut travailler davantage dans la région de l'Amérique centrale. Il en ressort

que beaucoup reste à faire en matière de coopération et de promotion en Amérique centrale, car en termes de stratégies d'internationalisation ciblées, cette région est encore plus négligée que l'Amérique du Sud.

En deuxième lieu, il est fait référence à la manière dont les classements internationaux influencent les décisions d'établir des accords entre les EES d'Amérique latine et d'Europe. Sur la base de notre cadre théorique, nous pouvons comprendre que cette concurrence entre les institutions influence la coopération et l'internationalisation d'un pays. À cet égard, nous observons comment le modèle d'import-export adopté par la France lui permet d'atteindre le double objectif d'attirer les étudiants internationaux non anglophones des pays en développement et d'approfondir l'exportation commerciale de ses services éducatifs transnationaux en progressant dans les classements internationaux. Toutefois, conformément à notre analyse bibliographique, les répondants manifestent des réserves à l'égard des classements internationaux, car ils estiment que les catégories qui y sont évaluées bénéficient aux concurrents anglo-saxons et obligent la France à adopter des modèles plus proches de ceux de ces derniers.

Finalement, en ce qui concerne la décision sur la manière de s'internationaliser et dans quels pays le faire, le personnel de l'agence précise que ce n'est pas Campus France qui définit la liste des pays prioritaires avec lesquels travailler, mais c'est plutôt le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères qui donne les directives pour promouvoir des accords ou des stratégies politiques. Dans ce dernier aspect, nous pouvons voir deux points importants, d'une part comment les stratégies d'IES font partie de l'agenda politique de la France et d'autre part, comment ceci est cristallisé dans la structure réglementaire du pays pour permettre l'extension et le développement de la stratégie d'internationalisation Bienvenue en France.

Les stratégies les plus fréquemment mentionnées (actuelles ou proposées) pour attirer les étudiants d'Amérique latine sont :

- Formation gratuite dans une autre langue,
- Offrir des tuteurs parlant espagnol,
- Accords avec les laboratoires,
- Double diplôme en espagnol,
- Plateformes de recherche,
- Bourses pour l'hébergement,
- Mécanismes de coopération structurelle,

- Mécanismes de coopération en matière de flux réciproques,
- Missions d'experts.

Les citations les plus significatives sont mentionnées ci-dessous :

*"**Attractivité avec l'Amérique latine : les universités de cette région regardent beaucoup où se trouve le campus, s'il est possible pour les étudiants de suivre une formation linguistique gratuite, d'avoir des interphones hispanophones ("feeling"), et l'échange entre les universités avec des informations, l'envoi et la réception d'étudiants** (mobilité entrante et sortante), des accords avec les laboratoires." (Personnel de l'école)*

*"Selon la zone géographique, l'Amérique latine doit évidemment s'adapter à l'internationalisation de l'enseignement supérieur, on ne va pas essayer d'internationaliser les étudiants d'Asie comme ceux d'Amérique latine, **les défis et les intérêts ne sont pas les mêmes. (...). Par conséquent, ce qui peut être attrayant, c'est de mettre en place des doubles diplômes en espagnol, de faciliter l'arrivée et de faciliter l'internationalisation des étudiants qui sont inscrits à l'université et qui veulent aller en Amérique latine. Les programmes scientifiques brésiliens sont très demandés, les projets pédagogiques "projet la conga fisec", les plateformes de recherche et d'études ; ces pistes ne sont pas décidées en termes administratifs, mais au niveau politique.**" (Personnel universitaire)*

*"**En ce qui concerne l'Amérique latine, nous avons beaucoup d'initiatives individuelles d'enseignants, que nous n'avons pas pu capitaliser et c'est un de nos objectifs (avec l'UBA, l'UNCuyo en Argentine, la Bolivariana, l'UNColombia, la PUC au Chili).**" (Personnel d'université).*

*"(...) **En Amérique latine, nous n'avons pas beaucoup d'étudiants qui viennent pour de longs séjours, mais c'est plutôt une question financière, donc nous proposons des bourses d'hébergement pour les aider financièrement et les faire venir.** Cependant, nous ne pouvons pas le faire pour beaucoup, donc cela reste un minimum. **Mais je crois que le fait d'avoir des campus à l'étranger nous aide à briller dans le monde.**" (Personnel de Campus France)*

*"**Selon la zone géographique, il existe différentes stratégies : pour l'Amérique latine, la politique va dans deux directions : la coopération structurelle (programmes historiques de coopération -MEXFITEC, MEXPROTEC, BRAFITEC, ALFAGRI-, c'est la zone où des mécanismes de coopération plus structurels ont été modelés vers le continent.** En général, les programmes sont transformés d'un pays à l'autre, ce qui caractérise l'internationalisation de l'enseignement supérieur. **Il s'agit d'une coopération naturelle, amicale, spontanée et volontaire. Il existe également une coopération liée à l'apprentissage du français (Colombie, Brésil, Mexique) et enfin une mobilité individuelle qui reste modeste.** La France a une bonne réputation, mais elle est*

en concurrence avec les États-Unis et le Royaume-Uni. Du côté français, les étudiants français recherchent des stages en Amérique latine. Pour l'instant, c'est un mouvement déséquilibré entre les étudiants français qui partent en Amérique latine et les Américains qui viennent en France." (Personnel de Campus France)

*"**Il y a des stratégies par zone pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur et la gestion est différente, car les profils chercheurs/étudiants sont différents et il faut s'adapter. Je constate simplement que les gouvernements latino-américains cherchent les moyens de financer les études des étudiants avec de grands programmes de mobilité -MEXFITEC, MEXPROTEC, BECAR, PRONABEC- et que cela n'est pas aussi équivalent à d'autres zones.** Ils cherchent à essayer de former leurs étudiants à l'étranger. Ensuite, il faut regarder la catégorie des bourses et le profil des étudiants, les disciplines, le sexe, etc. mais je ne suis pas un expert en la matière. La coopération se fait par le biais d'intérêts communs et ne consiste pas seulement à accueillir des étudiants, mais aussi à les envoyer (coopération à flux réciproque), de sorte que chaque EES a sa propre politique, à la discrétion de ses directeurs. De même, les cours ne sont pas les mêmes, en Amérique les cours sont aussi plus libres et pratiques et en France ils sont beaucoup plus théoriques, donc cela influence aussi le choix d'étudier à l'étranger. **Cependant, il existe une forte tradition de coopération et de liens entre les pays d'Amérique latine et la France, nous devons donc continuer à les renforcer face à la forte présence des USA dans la région."** (Personnel de Campus France)*

*"**L'internationalisation vers l'Amérique, on a l'idée que d'ici 2022 on fera plus, parce qu'avant les priorités étaient fixées vers l'Afrique et le Moyen-Orient et maintenant ça change un peu parce qu'on voit qu'il faut travailler l'attractivité de la France en Amérique latine (on a peur que notre attractivité là-bas diminue). Les partenaires d'Amérique latine recherchent des choses différentes, nous ne pouvons pas tous les comparer, l'Amérique latine a plus d'accords que l'Amérique centrale (universités plus petites). La demande est donc de pouvoir organiser des rendez-vous et de pouvoir développer la coopération en dehors de la zone et plus vers l'Europe (Amérique centrale). Le problème des classements internationaux est une question importante, c'est pourquoi les universités recherchent de nouveaux accords avec l'Europe. Ils cherchent également à copier des expériences, à savoir comment accueillir les étudiants internationaux, comment promouvoir leurs propres universités (en tenant compte de la façon dont cela se fait ici), ils veulent attirer les étudiants internationaux. Le Brésil est un grand pays avec lequel nous avons toujours eu des liens, même s'il y en a moins aujourd'hui, nous espérons qu'il reviendra. Le Mexique, la Colombie et l'Argentine ont également beaucoup de liens (cette dernière a un peu plus d'expérience en matière de coopération)."** (Personnel de Campus France)*

*"**Concernant les stratégies selon les zones géographiques, Campus France n'a pas de stratégie propre, mais nous travaillons sous l'égide du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et nous respectons leurs stratégies. À cet égard, nous cherchons à promouvoir les programmes de master et de doctorat de***

nos établissements d'enseignement supérieur. C'est le ministère qui indique les pays prioritaires pour la promotion, en fonction du contexte mondial, des accords ou des stratégies politiques, et nous agissons. Cependant, nous écoutons toujours ce que nos ambassades dans le monde ou les espaces Campus France dans le monde nous disent sur les pays et la situation et nous nous adaptons au contexte pour soutenir l'attractivité de la France et faire preuve de pédagogie pour expliquer les avantages d'étudier ici dans chaque pays où ils se trouvent. Ensuite, ce qui attire les Latinos, c'est la facilité de circulation dans l'UE, car de nombreux étudiants ont une double nationalité et le fait qu'il n'y ait pas de frontières les attire. *" (Personnel de Campus France)*

*"**Dans le secteur dans lequel je travaille, je pense que le Mexique et le Brésil envoient pas mal d'étudiants et le Canada envoie surtout des missions d'experts ou reçoit nos invités experts. En Amérique latine, la proximité géographique avec les États-Unis est une forte influence sur l'intérêt des étudiants latino-américains à venir en France. Les États-Unis ont une position privilégiée en raison de leur proximité géographique et/ou de questions géopolitiques.**" (Personnel de Campus France)*

C. POINTS DE VUE SUR "BIENVENUE EN FRANCE" ET LA POLITIQUE D'INTERNATIONALISATION DE LA CONCURRENCE ALLEMANDE

En ce qui concerne la comparaison entre les deux stratégies d'internationalisation, nous soulignons des similitudes mais aussi des différences spécifiques.

Tableau 2

Similitudes et différences entre "Bienvenue en France" et la politique d'internationalisation allemande	
SIMILITUDES	DIFFÉRENCES
• Stratégies de promotion et d'accueil. • Formation en langue anglaise. • Échange culturel. • Promotion de l'Europe dans le monde (par opposition à la promotion de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de la Russie).	• Allemagne : politique ambitieuse en matière de bourses d'études et profil d'attractivité technologique. • France : politique modeste en matière de bourses d'études et profil d'attractivité humaniste.

Source: élaboration propre

Dans cette section, nous soulignons que malgré les différences budgétaires entre les deux politiques d'internationalisation, les deux pays travaillent ensemble pour atteindre un pôle d'attractivité, ce qui contribue à l'analyse d'une stratégie contre-hégémonique, où l'objectif est de rendre l'Europe plus attractive que d'autres pays.

Comme souligné dans le cadre théorique, il s'agit de trouver des outils d'internationalisation différents des outils hégémoniques au niveau international. Les stratégies d'internationalisation, dans ce sens, doivent reproduire les réseaux de collaboration au niveau national et européen et constituer des bénéfices mutuels pour la promotion du pays et de la région.

Un exemple est celui des accords d'échange d'étudiants entre la France et l'Allemagne. Bien que l'Allemagne soit l'un de ses concurrents dans la région, les accords de partenariat entre les deux pays visent à faire venir des étudiants du monde entier et à leur proposer de passer un certain temps en France et d'effectuer un stage dans le pays voisin. Cependant, une des personnes interrogées souligne que malgré les programmes de mobilité européens, il y a toujours eu un manque de développement des politiques d'internationalisation intra-européennes. Dans ce sens, cette personne déclare qu'il ne suffit pas d'avoir des programmes tels qu'ERASMUS, mais qu'il est important de commencer à parler en termes d' "université européenne".

Les citations les plus significatives sont mentionnées ci-dessous :

> *"Quelle est la différence entre le modèle français et les autres ? Pour* ***l'Allemagne****, par exemple, l'internationalisation de l'enseignement supérieur repose sur une* ***politique de bourses ambitieuse,*** *ils offrent beaucoup plus de bourses que la France, et cela attire évidemment les étudiants et l'internationalisation y a une image différente de la nôtre.* ***L'Allemagne est positionnée sur les questions technologiques****, elle attire donc une population qui recherche l'excellence dans certaines formations (technologies).* ***La France a une image plus humaniste et avec la politique "Bienvenue en France", il est important pour nous de changer cette image. La France a également des établissements d'enseignement supérieur pour ingénieurs qui sont parmi les meilleurs au monde et nous recherchons des étudiants pour ces cours."*** *(Personnel de Campus France)*

> *"La politique de l'Allemagne par exemple avec la France n'est pas la même, pour une raison très simple qui est* ***l'argent****. Ils ont plus de subventions que nous et nous savons tous qu'une* ***offre de bourse est presque toujours la première question lorsque nous organisons des événements ou salons internationaux.*** *Il*

faut dire aussi que l'image des deux pays est différente, la France est un pays plus rouge d'amour et de belle qualité de vie, l'Allemagne c'est les ***sciences et les ingénieurs****, ce côté économique est fort. Nous faisons ce que nous pouvons avec les ressources dont nous disposons. En Amérique latine, notre réputation est bonne (****Colombie, Mexique, Brésil****)." (Personnel de Campus France)*

"L'Allemagne est l'un des pays les plus forts après 5-8 ans et chaque année c'est une sorte de "combat" où parfois nous prenons la tête et parfois ils ont la tête. Nous nous entendons très bien avec eux, où l'équivalent de Campus France là-bas est le DAAD, ***où le DAAD a les mêmes missions que nous et nous permet de travailler main dans la main, car la proximité et la diversité des autres pays de l'Union européenne nous permet de faire des échanges de mobilité étudiante.*** *Le système commun (licence, master, doctorat) avec crédits favorise cette mobilité et permet de suivre plus facilement une formation dans différentes parties de l'Union européenne.* ***Avec le DAAD, nous travaillons à la promotion de l'Europe à l'étranger et nous organisons des expositions où la Commission européenne lance des appels d'offres pour promouvoir l'Europe en Australie, au Canada, aux États-Unis et en Russie****. Ce sont donc la France et l'Allemagne qui ont remporté cet appel d'offres (depuis quatre ans) pour pouvoir organiser ces salons et travailler main dans la main avec eux. Concrètement, nous allons mettre en place à l'automne un salon virtuel " Study in Europe " où nous installerons un stand Campus France pour représenter la France aux côtés des établissements d'enseignement supérieur et pouvoir répondre aux questions des étudiants internationaux pour qu'ils viennent chez nous. D'autre part, les différences et la concurrence avec les autres pays de l'Union européenne,* ***l'Allemagne en l'occurrence, résident dans la capacité budgétaire, les bourses d'études (elles sont nombreuses) accordées par le DAAD.*** *Nous, Campus France, ne faisons qu'exécuter les budgets que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a dans chacune des ambassades et nous ne recevons que les dossiers de bourses mais nous ne les donnons pas, nous ne faisons que les gérer. Cela constitue une force importante pour notre principal concurrent et lui permet d'attirer de nombreux étudiants (notamment ceux qui recherchent beaucoup de technologie).* ***Ensuite, pour les autres aspects, tout comme Campus France, ce sont les mêmes en termes de promotion, d'accueil, de formation à l'anglais et de culture."*** *(Personnel de Campus France)*

*"****Dans le cadre de la stratégie Bienvenue en France, c'est récent (2018)****, et deux ans plus tard avec une pandémie au milieu, on pourrait dire que ce sont des choses que l'on met en pratique, on vient d'obtenir la* ***labellisation*** *ou on est en train de l'avoir. Celle-ci propose une auto-évaluation des forces et des faiblesses afin d'améliorer les faiblesses et* ***d'améliorer la qualité de l'accueil et la qualité de l'internationalisation dans les universités. Tout cela est en cours. Je constate qu'il y a une accélération et je pense que c'est dû au fait que nous travaillons très dur pour obtenir la labellisation dans l'UP. Mais j'ai l'impression que de plus en plus d'établissements essaient de le faire, ce qui ne se faisait pas avant parce qu'ils ne voyaient pas la valeur ajoutée, et la pandémie a changé la donne et maintenant ils pensent qu'avoir le label qui certifie la qualité de l'accueil et***

qui permet de mettre en place de nouveaux dispositifs pour garantir l'aide. *" (Personnel d'université)*

"Il y a plusieurs angles de réponse, mais le premier concerne Bienvenue en France, qui englobe beaucoup de choses de manière générale : ***il s'agit aujourd'hui de redynamiser les choses et d'en faire un outil de communication entre les établissements d'enseignement supérieur, le gouvernement et les organismes de recherche en lien avec les instances diplomatiques et les espaces campus France à l'étranger. L'idée est que cette campagne soit adoptée par chacune de ces organisations*** *et que nous utilisions toute la stratégie de communication et le réseau des anciens. Nous sommes aujourd'hui à la troisième étape de la campagne Bienvenue en France." (Personnel de Campus France)*

D. LES PERCEPTIONS DU TRAVAIL EN SITUATION DE CRISE

Cette dimension porte sur les perceptions et impressions générales du développement des établissements d'enseignement supérieur en période de crise en général.

En parlant de l'impact des crises dans les établissements d'enseignement supérieur, certaines orientations de valeurs et de programmes pour faire face à ces situations apparaissent dans les réflexions des personnes interrogées :

- Adaptabilité
- Flexibilité
- Surprise et réactivité
- Convivialité
- Travail d'équipe
- Une coopération accrue
- Engagement
- Médiation
- Diplomatie

Il convient de noter que pendant le processus d'entretien, il est devenu très difficile pour les personnes interrogées de ne pas parler de la pandémie COVID-19, comme s'il n'y avait aucune trace d'avoir travaillé dans des périodes de crise précédentes. Bien que la tentative de ne pas y faire allusion ait été systématique, on souligne qu'il a été difficile de

recueillir des informations sur la manière dont les organisations travaillent avec leurs partenaires dans d'autres crises sanitaires, économiques ou sociales.

C'est pour cette raison que certaines réflexions sont formulées dans le contexte de la pandémie de COVID-19. En résumé, les établissements d'enseignement supérieur, au premier moment de la pandémie, ont tendance à maintenir le *statu quo*, ce qui indique la présence d'une résistance au changement et un manque de techniques de travail face aux crises pandémiques.

De même, il est constaté que les appréciations sur le travail en situation de crise se réfèrent surtout à des aspects subjectifs de la personnalité du travailleurs des EES et non à des stratégies alternatives d'internationalisation ou à des règles de procédure. Un des personnes entretenues déclare "On s'est rendu compte de manière surprenante qu'il n'y a pas de dispositifs pour faire fonctionner les choses pendant la crise". C'est pourquoi, dans les réflexions des personnes interrogées, il n'a pas été possible d'identifier les techniques ou les stratégies que les établissements avaient mises en place pour faire face aux crises avant l'arrivée de COVI-19.

Nous présentons les citations les plus significatives :

> *"Nous avons beaucoup travaillé à distance, puis nous nous sommes adaptés.* ***Nous avons eu une crise géopolitique au Chili, juste avant la covid, et nous n'avons pas envoyé d'étudiants à la dernière minute, mais nous avons contacté nos partenaires pour demander des places supplémentaires en dehors des accords pour envoyer nos étudiants et nous faisons de même.*** *Le Royaume-Uni nous a demandé une place pour un étudiant qui devait aller à Tokyo et nous avons offert une place sur nos campus. Nous avons un bilan des échanges, donc nous savons combien nous avons envoyé ou si nous avons reçu et nous essayons de garder un équilibre et nous gardons une flexibilité pour garantir, si nécessaire, des places supplémentaires." (Personnel de l'école)*

> *"****On s'est rendu compte de manière surprenante qu'il n'y a pas de dispositifs pour faire fonctionner les choses pendant la crise****, et cela nous a pris par surprise malgré les crises que nous avons eues avant (politiques, gilets jaunes, etc.). Je constate que, dans ce genre de situation, que ce soit en France ou à l'étranger,* ***le réflexe a été de rapatrier les étudiants et la mobilité est terminée, c'est tout.****" (Personnel d'université)*

> *"Quant aux conventions de gestion des boursiers, cela dépend beaucoup des crises contextuelles et il est normal qu'elles aient des conséquences sur l'annulation ou la suppression des programmes de bourses internationales. C'est*

ce qui s'est passé avec le Brésil, la Colombie, l'Argentine, mais les accords qui ne portent que sur la coopération (extension du dialogue) continuent presque toujours à fonctionner. ***Il y a des moments où, par exemple, avec le Brésil, la crise politique, économique et sanitaire a amené les universités à demander de l'aide et à augmenter la coopération avec nous*** *(parce qu'elles avaient reçu une réduction des crédits du gouvernement)* ***et elles ont cherché de nouveaux accords à l'étranger pour se maintenir et elles nous ont demandé de ne pas les abandonner et d'augmenter notre coopération. La coopération se fait entre les pays, mais surtout entre des personnes qui se connaissent et travaillent ensemble. Ainsi, en cas de crise, vous demandez l'aide de vos amis/partenaires pour un échange d'étudiants/enseignants/chercheurs.*** *" (Personnel de Campus France)*

"Je pense qu'un établissement d'enseignement supérieur pourrait mieux répondre à cela, mais Campus France est fondé sur des accords de partenariat, des échanges entre deux agences de promotion et des échanges entre pays qui ne sont jamais abandonnés quand il y a une crise. Même s'il y a des moments où les étudiants ne peuvent pas partir en mobilité, ***les accords ne sont jamais annulés, des avenants sont faits pour les modifier et les reporter.*** *Non pas parce qu'il y a une crise, la mobilité ne s'arrête pas d'un coup, les accords n'expirent pas, mais ils sont adaptés avec des avenants qui sont signés et on s'adapte au contexte. Maintenant, il y a des moments où les accords sont dénoncés, et ici les relations sont maintenues sur la base de l'écoute de la situation locale et de l'engagement et de la* ***médiation/diplomatie*** *face aux crises (ce sont les ambassades et les CF locaux qui maintiennent les contacts et sont les yeux de la France dans ces moments. Ce sont eux qui maintiennent le contact et génèrent des liens afin que l'action puisse être reprise lorsque cela est possible. Ne jamais arrêter les accords d'un coup ou les liens, ce n'est pas la philosophie. Il faut rester en contact, attendre et voir ce que l'on peut faire en attendant,* ***continuer et assurer le suivi afin de reprendre plus activement par la suite.*** *" (Personnel de Campus France)*

II. L'internationalisation dans le contexte de la pandémie COVID-19

Nous présentons ci-dessous quelques dimensions d'analyse à partir de la perspective des personnes interrogées, afin de comprendre l'état des lieux de l'internationalisation pendant la pandémie du COVID-19. Ces dimensions sont :

A. **La réorganisation institutionnelle :** qui explore les processus d'adaptation des établissements d'enseignement supérieur afin de s'adapter à ce scénario d'urgence sanitaire mondiale.

B. **Le fonctionnement de l'internationalisation :** qui aborde les principales stratégies générales pour soutenir l'internationalisation de l'enseignement supérieur en pandémie et quelques stratégies spécifiques pour l'Amérique latine.

C. **L'accès à l'enseignement supérieur :** qui aborde la question de l'accès à l'enseignement supérieur. A cet égard, il est fait référence : a) aux types d'étudiants et aux types d'actions des institutions d'enseignement supérieur (aspects socio-émotionnels, aspects académiques et technologiques, et aspects liés aux conditions de vie (alimentation, logement, santé) des étudiants et b) aux lectures sur l'impact du COVID-19 en Amérique latine.

D. **Les liens inter-institutionnels :** qui décrivent les moyens par lesquels les liens entre les établissements d'enseignement supérieur ont été développés (accords, conventions, etc.).

A. RÉORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Cette dimension examine les processus d'adaptation des établissements d'enseignement supérieur pour répondre à ce scénario d'urgence sanitaire mondiale.

Dans un premier temps, il est intéressant de préciser les impressions, sensations et perceptions les plus récurrentes que les personnes interrogées exposent concernant la phase initiale de la pandémie, telles que : "c'était un choc énorme, une crise qu'on n'avait jamais connue auparavant", "on a paniqué", "c'était un choc fort", "au début on pensait que c'était temporaire, qu'ensuite tout reprendrait son cours naturel", "je pense que pour tous c'était une surprise".

Cependant, malgré ces perceptions initiales, les personnes interrogées soulignent la capacité d'adaptation de leurs institutions pour faire face à la crise, surmonter les restrictions et résoudre les problèmes qui en découlent. Dans ce sens, ils évoquent la créativité et l'innovation, la flexibilité, la réactivité, l'adaptation, la mobilisation, l'effort et l'accompagnement.

Par rapport aux défis, l'un des problèmes les plus fréquemment mentionnés au cours des entretiens est le rapatriement des étudiants internationaux et français. À cet égard, des défis sont identifiés, selon qu'ils concernent les enseignants, les étudiants ou le personnel administratif. L'un des exemples mentionnés par les personnes interrogées fait référence aux préoccupations des enseignants concernant le report de leurs projets et le remboursement des frais de leurs missions annulées dans le cadre de leurs travaux de recherche. Alors que, pour

les étudiants, les inquiétudes portent sur la nécessité de retourner dans leur pays d'origine, ainsi que sur la suspension ou non des avantages liés à la mobilité et la validation ou non des diplômes par une formation en ligne. A ce niveau, les responsables de formations entretenus évoquent la charge de travail qu'ils ont par rapport au travail virtuel et la gestion des angoisses des parents qui s'inquiétaient du retour de leurs enfants. Pour le personnel administratif, les gens soulignent la flexibilité dont ils ont fait preuve pour s'adapter au changement.

Un autre aspect que nous jugeons opportun de mettre en évidence est le fait que le personnel des EES déclare qu'au cours de la rentrée 2020, le manque de connaissances sur l'évolution de la pandémie les ont amenés à ne pas accepter autant d'étudiants internationaux. Ce témoignage est également validé par les commentaires des agents de Campus France, qui indiquent être conscients de la charge de travail et de la responsabilité des EES pendant la crise, ce qui les conduit à réduire leurs places pour les étudiants internationaux.

Cela montre l'impact de la crise sur les institutions et témoigne de l'absence de mécanismes d'internationalisation qui ne soient pas principalement basés sur la mobilité des étudiants étrangers. Il n'est donc pas surprenant que la COVID-19 oblige les EES à réduire le taux d'acceptation des étudiants étrangers, car sans stratégies alternatives, ils ne peuvent garantir une bonne qualité d'accueil dans le pays. Cependant, nous montrerons comment cela évolue dans le temps et grâce au développement de nouvelles stratégies d'IES.

De manière récapitulative, les principaux aspects qui ressortent de cette catégorie font référence au travail à distance, à l'incertitude, à la virtualité des processus d'enseignement et d'apprentissage, à l'adaptabilité du personnel et à l'idée que plusieurs des changements vécus sont là pour rester.

Les citations les plus significatives sont mentionnées ci-dessous :

> *"En septembre, nous avons commencé à recevoir des mails d'instituts partenaires, disant qu'à cause de la fermeture de la frontière, ils ne pouvaient pas recevoir d'étudiants, qu'ils espéraient y réfléchir un an plus tard, ou le faire plus tard et ne pas commencer en janvier, mais en mars* ***(rentrée scolaire reporté).***
>
> ***Nous avons beaucoup regardé le MEAE, qui publiait jour après jour les pays qui étaient dans des zones à risque/frontières fermées. Puis on a commencé à proposer à nos partenaires que les étudiants commencent à suivre les cours à distance,*** *pour le nombre de personnes qui allaient partir (ils auraient un tuteur,*

quelqu'un pour donner les cours et ensuite ces étudiants devraient passer un examen). ***Par rapport aux stages c'était plus compliqué et ce type de mobilité était fermé, donc le rectorat a validé les stages à tout le monde (qu'ils aient fait le stage et/ou l'échange ou non). Les parents ont été contactés, et ils ont été informés de la manière dont se déroulerait la procédure de rapatriement des élèves*** *(surtout ceux d'Asie et en Europe ceux d'Espagne et d'Italie)." (Personnel de l'école).*

"Nous avons pris un chemin légèrement différent, car comme nous avons un campus à Shanghai, pour nous la crise a commencé en janvier. Nous y avions 350 étudiants (français et étrangers) et lorsque tout a commencé à se fermer et à se virtualiser, ***nous avons eu un peu de panique*** *et nous avons eu un grand nombre d'étudiants qui sont partis et d'autres qui sont restés, nous avons donc mis en place la plateforme TEAMS et des cours à distance.* ***En 15 jours tout est passé à l'enseignement à distance sur le campus de Shanghái,*** *nous avons eu l'institut de pédagogie pour les enseignants afin qu'ils puissent faire les cours à distance, formation en 3 jours à cet effet.* ***Puis, alors que la crise commençait à durer et à durer et que nous ne savions pas comment elle allait évoluer et que les élèves étaient enfermés, les parents ont demandé à les faire revenir l'été dernier.*** *Nous avons eu de la chance, car lorsqu'en mars tout était fermé en France, nous étions déjà préparés, les équipes étaient en place et* ***nous avons formé nos enseignants en 3 jours, en podcast. En mars, nous avons seulement dû passer à la formation virtuelle.*** *Ensuite, c'était un peu plus difficile pour les étudiants qui restaient à l'étranger ou retournaient dans leur pays, à cause du décalage horaire et de l'angoisse de leurs parents. En ce qui concerne les étudiants internationaux,* ***en septembre 2020, nous n'avons pas reçu d'étudiants internationaux, car la délivrance des visas était difficile et nous ne savions pas comment tout allait évoluer. C'est bien que nous n'ayons pas eu d'étudiants l'année dernière."*** *(Personnel de l'école)*

"Nous avons tous compris que la fermeture était pour le bien commun et que c'était pour une bonne raison. Ce qui a été difficile, c'est de se réorganiser rapidement, pour le personnel principalement en termes de travail et d'outils, ce qui a eu un impact sur la façon dont nous gérons les dossiers. *Le personnel administratif n'avait pas d'ordinateurs professionnels, mais les enseignants et les élèves en avaient. Cela a compliqué les choses sur le plan administratif. U****ne flexibilité du personnel remarquable, du côté des étudiants, des inquiétudes de ceux qui étaient en France ou hors de France, de retourner dans le pays d'origine, de savoir si les avantages de la mobilité étaient suspendus ou non, si les diplômes étaient validés avec des formations en ligne, ce qui se passe si je laisse ma chambre dans les résidences universitaires. Pour les professeurs, la question la plus fréquente portait sur la possibilité de rapporter des mobilités/projets, si le travail de recherche avait lieu, s'ils seraient remboursés pour les frais de leurs missions annulées. Tous les services des relations internationales ont été submergés par le flux de messages et de questions (un forum a été ouvert). Beaucoup de charge de travail et de sensibilisation des***

équipes. L'université a demandé le rapatriement immédiat des enseignants/chercheurs/étudiants." *(Personnel de l'université).*

"La fermeture de l'établissement a été un peu forcée, mais ça ne nous a pas empêché de travailler, ***on l'a juste fait sur d'autres formats de promotion virtuelle ou sur des liens plus forts avec les boursiers et les étudiants étrangers*** *(qui ont été plus impactés que les étudiants français).* ***Nous travaillons beaucoup avec les équipes à distance pour être innovants en termes d'innovation et de formats d'ouverture à l'international lorsqu'il y a des frontières fermées et qu'il est nécessaire de maintenir des liens et d'entretenir des liens avec les étudiants et de répondre à leurs besoins."*** *(Personnel de Campus France)*

*"****Nous avons fermé complètement pendant le premier confinement, puis nous avons fait des cours en ligne et en présentiel. Nous avons eu de nombreux étudiants qui sont retournés dans leur pays d'origine,*** *parce que cela n'avait pas de sens pour eux de rester en détention,* ***et ils ont suivi les cours en ligne****. Nos étudiants sont pour la plupart chinois, certains viennent du Brésil, d'autres d'Europe et d'Amérique, et ils ont été enfermés au début sans pouvoir revenir en arrière." (Personnel de l'école)*

"Ce qui m'a frappé, c'est la réactivité de tous les établissements d'enseignement supérieur pour mettre en ligne toutes les formations. Je ne pensais pas que cela pouvait être possible et à une telle échelle. Nous étions inventifs, créatifs, réactifs et je pense qu'il y a des choses qui seront maintenues dans le format virtuel. Je pense que les établissements d'enseignement supérieur se sont mobilisés pour assurer le bien-être des étudiants également, et je pense qu'un grand effort a été fait pour les accompagner. La réactivité des enseignants a été phénoménale." *(Personnel de Campus France)*

"Ce fut un choc énorme, avec une crise que nous n'avions jamais connue auparavant. Ce dont je me souviens, c'est qu'au début, nous pensions qu'il n'y aurait rien ou tout au plus quelques semaines compliquées. Du jour au lendemain, rester à la maison, fermer l'agence et s'organiser d'un moment à l'autre. *En Amérique latine, ils organisaient des événements dans l'intervalle et ils n'ont pas pensé à annuler les activités, je pense que c'était une surprise partout. Cependant, je pense que la direction générale de CF a plutôt bien géré, les décisions ont été prises au bon moment et cela nous a permis de ne pas arrêter l'activité de l'agence et de maintenir le travail des employés. Nous avons pu maintenir la relation avec les stagiaires, je ne dirais pas qu'elle était parfaite, mais nous avons plus ou moins bien travaillé depuis le début.* ***Nous avons pu nous adapter rapidement."*** *(Personnel de Campus France)*

"Nous avons eu une fermeture physique il y a plus d'un an, mais le travail n'a jamais cessé. Nous avons été rapides, en une semaine nous avions tous un ordinateur portable, ce qui signifie que nous ***n'avons eu qu'une fermeture physique mais pas un arrêt total des activités. Nous avons rapidement communiqué à notre personnel les méthodes de travail pendant le COVID et aussi à nos étudiants qui viennent nous rendre visite à l'agence de plus en plus***

fréquemment, le travail physique s'est ralenti. Cependant, le passage au télétravail s'est très bien passé et il en a été de même dans chacun de nos bureaux des Campus France à l'étranger et dans nos ambassades. Toutes les procédures *relatives aux entretiens de sélection des étudiants ou aux rendez-vous pour l'obtention d'un visa* ***ont été mises en ligne et fonctionnent très bien.***" *(Personnel de Campus France)*

"Au début, nous pensions que c'était temporaire et en mai, nous avons rouvert et nous pensions que tout allait revenir à la normale. Cependant, lorsque nous avons réalisé que ce n'était pas le cas, nous avons pensé qu'il fallait réorienter notre politique internationale vers l'Europe, en pensant que le virus allait rester en dehors des frontières européennes. Dans ce cadre, nous avons autorisé la mobilité des étudiants et des enseignants en Europe et cherché à améliorer et à approfondir les programmes existants : ERASMUS, UNIVERSITÉ EUROPÉENNE (où les diplômes sont tous équivalents, et où les frontières n'ont pas de limites). De même, nous avons introduit la modalité virtuelle et nous avons remarqué qu'il était très compliqué de mener à bien les projets que nous avions, car les étudiants et les enseignants s'en désintéressent." *(Personnel d'université)* ***"C'était un grand choc, mais nous n'avons pas passé un mauvais moment. Cependant, un certain nombre d'étudiants ont dû être rapatriés ou ont été enfermés. Mais l'organisation s'est faite, malgré le choc, sans heurts. Quant aux invités ou missions à l'étranger, ils ont été soudainement arrêtés (d'un moment à l'autre) et nous n'avons pas encore pu les réactiver. L'activité a soudainement chuté et nous a obligés à nous repositionner."*** *(Personnel de Campus France)*

B. LE FONCTIONNEMENT DE L'INTERNATIONALISATION

Cette dimension aborde les principales stratégies générales pour soutenir l'internationalisation de l'enseignement supérieur pendant la pandémie de COVID-19, ainsi que certaines stratégies spécifiques à l'Amérique latine.

Les stratégies générales mentionnées sont les suivantes :

- Les échanges et les programmes hybrides,
- L'apprentissage à distance,
- Virtualisation de différents types d'activités : séminaires, cours, foires internationales, promotion et communication, réunions, projets académiques, gestion administrative,
- Flexibilisation (arrivée tardive d'étudiants et réaffectation de places),
- Réduction des frais d'inscription,

- La validation des séjours à l'étranger,
- La validation des stages,
- Bourses d'études (financières et d'enseignement à distance)
- Assistance psychologique

L'une des techniques d'internationalisation la plus fréquemment mentionnée dans la période précédant la pandémie est celle des bourses de mobilité. Cependant, comme indiqué dans la section précédente, l'impossibilité d'accueillir correctement les étudiants conduit les EES à réduire leur taux d'acceptation des étudiants étrangers. C'est pour cette raison que, les institutions introduisent la catégorie des bourses à distance, une nouvelle modalité visant à maintenir l'intérêt des étudiants internationaux à venir sur le territoire, en leur donnant un soutien financier pour suivre leurs cours depuis leur pays d'origine et pour pouvoir venir une seconde fois lorsque les conditions sanitaires le permettent.

Cette initiative, qui prévoit une formation en deux temps, d'abord à partir des pays d'origine des étudiants internationaux, puis en présentiel, est conçue et mise en œuvre grâce à l'adoption de nouvelles techniques d'enseignement et d'apprentissage. Le changement de paradigme dans l'éducation ouvre de nouvelles possibilités d'étude, où on constate que dans tous les entretiens, il est fait mention de la mise en œuvre de la formation à distance ou hybride, qui n'est plus hypothétique, mais un fait.

En plus de ces stratégies, à un certain moment, le MESRI donne le statut de boursier du gouvernement français aux étudiants internationaux non boursiers qui se trouvaient déjà en France. Un membre de Campus France rapporte que presque tous ses dossiers pour l'année 2020-2021 sont de ce type, ce qui indique un certain succès de cette nouvelle politique.

Cependant, cette dernière stratégie, si elle permet d'utiliser les fonds pour les bourses d'échange et d'éviter ainsi les réductions budgétaires pour les années suivantes, ne constitue pas une véritable politique d'internationalisation. En ce sens, les étudiants qui sont déjà en France n'ont pas besoin d'être internationalisés, ils ont déjà choisi d'étudier en France. Cependant, cela peut être traduit comme un mécanisme pour fidéliser les étudiants et améliorer l'image dans le réseau *alumni*.

Une autre technique utilisée concerne la stratégie régionale. Comme souligné dans le cadre théorique, la formation de blocs régionaux permet aux institutions de bénéficier de nouveaux partenariats. Selon l'une des personnes interrogées, pendant cette crise, ils

maintiennent le nombre d'inscriptions grâce aux "échanges négociés en Europe" et aux "échanges au sein de leurs campus à l'étranger", qui permettent aux étudiants étrangers vivant dans ces pays d'étudier dans une école française sans devoir se déplacer.

Par rapport aux activités de promotion pour l'Amérique latine, Campus France insiste sur une stratégie virtuelle pour atteindre les étudiants par différents canaux : consulats, ambassades, délégations de Campus France et réseaux sociaux. Dans ce cadre d'action, des services de conseil sont fournis aux partenaires d'Amérique latine afin de réduire les niveaux d'incertitude et de garantir un travail en collaboration. Par exemple, pendant la première partie de la pandémie, l'agence fait des foires virtuelles, des réunions et des conférences internationales.

Toutefois, l'une des conclusions de ces derniers mois est que cette modalité de "virtualité massive" n'est pas aussi efficace que prévu. Cela est dû au fait que les agents expliquent que lors des événements en présentiel, des milliers d'étudiants peuvent être convoqués et que les établissements d'enseignement supérieur en reçoivent des centaines pour résoudre leurs doutes et leurs questions. Cependant, dans la modalité virtuelle, l'assiduité et la participation communicative des étudiants sont plus faibles. En ce sens, l'un des agents interrogés déclare qu'alors qu'il était dans une cabine virtuelle à attendre "qu'un étudiant ouvre le chat pour poser des questions", "l'une des premières questions a été de savoir s'il était un robot". En fait, les étudiants pensent "qu'il n'y a pas de vraies personnes derrière les écrans (...), ce qui ne les encourage pas à engager des conversations", malgré le fait qu'il y ait "des personnes derrière ces chats prêtes à répondre aux questions même avec des décalages horaires défavorables".

Par conséquent, partant du principe que pour les étudiants latino-américains le contact personnel est fondamental, de nouvelles stratégies de promotion thématique sont mises en œuvre, en organisant des foires virtuelles plus petites, mais en fonction des types de formation. Actuellement, il n'existe pas de grandes foires massives en Amérique latine, mais plutôt des cycles informatifs et thématiques destinés à des publics spécifiques. Campus France considère que ce type de stratégie de sensibilisation et de communication fonctionne très bien et sera maintenu jusqu'en 2022-2023. Son impact est considéré comme plus ciblé et plus efficace, ce qui rend les établissements d'enseignement supérieur plus attrayants.

Cela démontre également que des stratégies d'internationalisation différenciées doivent être imposées en fonction de la zone géographique. L'importation de stratégies de

telles que les forums virtuels, qui ont pu fonctionner dans d'autres régions, n'est pas très fructueuse en Amérique latine, ce qui doit créer un précédent quant à la manière d'internationaliser en fonction de la région.

Les citations les plus significatives sont mentionnées ci-dessous :

*"**Échanges hybrides** (mois dans le pays où vous êtes et 3 en France), **validation des séjours à l'étranger, validation des stages**. Campus France a envoyé beaucoup d'informations aux DRI, qui ont reçu toutes les informations sur chaque pays. De nombreux partenaires ont déjà eu leurs portes d'entrée fermées, ils avaient commencé le confinement en mars, mais c'était encore plus difficile pour ceux d'Asie. Nous n'étions pas intéressés par le fait que les étudiants suivent leurs cours à distance. Nous avons donc essayé de les faire revenir, mais beaucoup n'ont pas pu le faire, si bien que l'école leur a accordé des **bourses financières** pour compenser le manque de travail des étudiants et l'incapacité des familles à les aider." (Personnel de l'école)*

"Nous avons négocié des échanges en Europe, nous avons ré-attribué des places pour nos étudiants ou ceux de nos partenaires sur nos campus. Nous demandons plus de flexibilité concernant le départ ou l'arrivée des étudiants." *(Personnel de l'école)*

*"Honnêtement, je n'ai pas l'idée qu'à mon échelle, nous avons mis en place pour cette zone spécifiquement. Nous sommes basés sur le projet européen d'internationalisation. L'impact en général sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur est que nous avons réalisé que la mise en œuvre de **programmes hybrides ou entièrement en ligne était une bonne chose et garantissait la flexibilité. À l'avenir, nous pourrions très bien avoir cette orientation, et je pense qu'il en sera de même dans d'autres institutions."** (Personnel d'Université)*

*"L'internationalisation de l'enseignement supérieur est un problème avec les cycles du COVID qui semblent perpétuels, ils compliquent les métiers, mais **nous avons continué à travailler comme le reste du monde, sur l'attractivité, les démonstrations virtuelles, nous avons mis en valeur l'offre de formation à distance pour inciter les étudiants à suivre des formations depuis chez eux puis à venir en France pour les poursuivre 6 mois plus tard.** Les écoles ont été les plus actives, mais les universités ont également constitué une deuxième force." (Personnel de Campus France)*

*"Nous avions moins d'étudiants, car ils avaient peur de venir en France (au début comme en Europe c'était chaotique, beaucoup d'étudiants déplaçaient leur voyage au cycle suivant). **Les étudiants qui partent normalement à l'étranger ont dû rester en France et cela a compensé cette perte d'étudiants étrangers par un plus grand nombre d'étudiants français sur nos campus. Nous avons mis en place***

des cours en ligne *(comme toutes les autres écoles),* ***nous avons réduit les frais de candidature pour faciliter les inscriptions.*** *En ce qui concerne l'annulation des coûts, c'est difficile parce que la signature des contrats est difficile à annuler, donc le paiement était obligatoire (paiement des frais mensuels)." (Personnel de l'école)*

"La première chose que nous avons faite a été de nous adapter et de poursuivre la promotion des établissements d'enseignement supérieur en Amérique latine. À Paris, nous avons dû tout passer en mode virtuel, les réseaux sociaux, les foires pour ne pas tout arrêter. Nous avons dû nous adapter afin de maintenir les relations avec les étudiants latino-américains qui faisaient leurs démarches pour venir en septembre et suivre leur formation. Alors, comme les bureaux étaient physiquement fermés, nous avons essayé de les joindre virtuellement (consulats, ambassades, délégations de Campus France) et nous avons réussi très rapidement. Nous avons continué à valider les dossiers et à les transmettre aux universités afin que les étudiants puissent arriver avec moins de retard. *Une* ***aide psychologique*** *est apportée aux étudiants qui sont déjà en France pour survivre, mais* ***il n'y a pas de nouveaux programmes de bourses à promouvoir. Des bourses à distance, pour que les étudiants qui ne pouvaient pas venir puissent suivre leurs cours à distance,*** *mais avec le projet qu'ils viennent dès que possible,* ***mais elles n'ont pas beaucoup fonctionné."*** *(Personnel de Campus France)*

"En ce qui concerne l'Amérique latine, nous avons dû annuler nos événements de promotion physique sur le continent et, dans un premier temps, nous avons dû gérer toutes les annulations d'événements et ***réfléchir à un plan de promotion secondaire. Dans ce cas, il était obligatoire de passer au virtuel et d'organiser des foires en ligne, des journées d'information pour les établissements d'enseignement supérieur qui nous posaient des questions sur la situation du COVID, de conseiller nos partenaires d'Amérique latine sur les procédures afin qu'ils puissent également faire leurs promotions en ligne comme nous, et de créer des foires, des rencontres et des journées internationales virtuelles.*** *Cependant,* ***au cours de cette période, nous nous sommes aperçus que cette modalité ne fonctionne pas si bien, les événements physiques ont convoqué des milliers d'étudiants et CF en a reçu des centaines pour résoudre des doutes, maintenant en mode virtuel ce n'est pas comme ça parce que le flux est moindre et les étudiants ne communiquent pas et ne posent pas de questions.*** *Sur cet aspect,* ***nous avons eu une expérience négative, car à AL nous pensons que le contact personnel est essentiel, c'est pourquoi nous avons décidé de réorienter la stratégie et de promouvoir la promotion thématique (organisation de petits formats de salons virtuels, thématiques en fonction de la formation et axés sur des publics spécifiques). Aujourd'hui, à LA, nous n'organisons plus de grandes foires virtuelles, mais des cycles informatifs et thématiques, qui fonctionnent très bien, et cela continuera en 2022,*** *ce qui a été une bonne découverte qui aide pendant les crises politiques et sanitaires actuelles dans chaque pays), où nous*

n'aurons pas des milliers d'étudiants, mais ***l'impact est plus ciblé et efficace et l'EES peut être mieux mise en valeur.*** *" (Personnel de Campus France)*

"Une autre mesure consistait à autoriser l'arrivée tardive des étudiants internationaux et à leur permettre de suivre les cours à distance depuis leur pays d'origine jusqu'à ce qu'ils puissent venir. Une autre chose était d'essayer de maintenir les relations avec nos partenaires de différentes manières, lorsque nous ne pouvions plus nous déplacer, donc nous avons essayé de faire des séminaires à distance, des réunions virtuelles, de travailler avec des projets d'étudiants et des enseignants de différentes parties du monde travaillant ensemble." *(Personnel d'Université)*

"La formation à distance n'est pas l'objectif de notre travail, ce que nous cherchons, c'est que les gens viennent et ce n'est pas remplaçable. *Nous avons dû faire face à de nombreuses demandes de la part de divers étudiants/chercheurs sur la manière dont se déroulaient leurs séjours lors de la pandémie.* ***Il y a eu des tentatives de bourses ou de formations à distance, mais je ne suis pas sûr que cela ait bien fonctionné*** *(je n'ai en tout cas pas géré de bourses à distance). Une chose que j'ai vue, c'est que pour certaines formations,* ***les boursiers les faisaient directement à distance avec les écoles sans passer par nous, ce qui n'était pas le cas avant. Ils ont contacté directement l'école, car la logistique consistait uniquement à payer la formation et il n'y avait rien d'autre à faire (pas de logement, pas de bourse, pas de sécurité sociale), donc ils ne sont pas passés par nous. Certains pays, comme le Brésil, ont décidé d'accorder des bourses à des étudiants qui se trouvaient déjà en France et qui n'étaient pas auparavant boursiers ; ils n'étaient autorisés à postuler et à accéder à cet avantage que s'ils étudiaient déjà ou avaient été acceptés dans un cours en France.*** *Il s'agissait de lever l'obstacle de l'arrivée de nouveaux étudiants, d'utiliser les budgets accordés annuellement et d'éviter qu'ils ne soient réduits l'année suivante. C'est remarquable, tous les fichiers du Brésil que j'avais l'année dernière étaient comme ça." (Personnel de Campus France)*

"Des cours hybrides pour le début de l'année suivante, moitié-moitié, et quand la situation s'est à nouveau compliquée, nous sommes revenus à une virtualité constante, où les enseignants avaient droit à certaines facilités. De même, nous constatons qu'il y a beaucoup de demandes d'inscription (25% de demandes d'inscription en plus) pour les étudiants qui arrivent ou qui veulent partir." *(Personnel d'Université)*

C. L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Cette dimension aborde la question de l'accès à l'enseignement supérieur dans la pandémie. A cet égard, il est fait référence à :

a) les types d'étudiants et les types d'actions des établissements d'enseignement supérieur (aspects socio-émotionnels, aspects académiques et technologiques, et aspects liés aux conditions de vie (alimentation, logement, santé),

b) des lectures sur l'impact de COVID-19 en Amérique latine.

Pour commencer l'analyse de cette section, il nous semble important de noter que cette catégorie est l'une des plus denses et des plus riches, car les personnes interrogées évoquent de nombreux thèmes qui apportent une grande valeur théorique et inédite à ce travail. Dans tous les entretiens menés, un facteur commun peut être identifié en ce qui concerne l'accès à l'éducation : le type d'étudiant accédant à une éducation à l'étranger, les actions menées par les EES et les regards sur l'impact de la COVID-19 en Amérique latine. En ce sens, notre analyse s'attachera à identifier les caractéristiques que l'internationalisation obtient en fonction de ces trois points.

a) Types d'étudiants et types d'actions des EES

D'après les entretiens, il est possible d'identifier deux types d'étudiants : "celui qui n'a pas besoin de travailler" qui peut faire des webinaires, même s'ils ne sont pas reconnus dans ses instances de formation ; et "celui qui a besoin de travailler" qui pense que, si ses webinaires ne sont pas reconnus dans ses instances de formation, il perd son temps.

Dans le cas du premier type d'étudiant, les personnes interrogées indiquent que les élèves suivent des cours de formation en ligne et participent à des journées de formation ou à des séminaires, même s'ils ne font pas nécessairement partie de leur formation. En revanche, nos interlocuteurs affirment que dans le cas du second type d'étudiant, l'administration mène une forte campagne de communication depuis l'école pour les rassurer sur l'accréditation des crédits pour les cours en ligne.

Sur ce dernier aspect, il est constaté que la préoccupation des étudiants qui travaillent est centrée sur la nécessité de poursuivre leur formation sans perdre de temps, afin de pouvoir

entrer rapidement sur le marché du travail. En ce qui concerne les étudiants latino-américains, il a été constaté que, pendant la pandemie, nombre d'entre eux décident de reporter leur séjour à l'étranger en raison de la situation économique difficile de leur famille, ce qui les amenes à suspendre leurs échanges afin d'aller travailler.

En établissant ces distinctions entre les étudiants, les personnes interrogées indiquent que différents types de démarches sont menées dans le but de résoudre différents problèmes et que la Direction de la vie étudiante et de campus joue un rôle central à cet égard. Cette direction, créée en 2018 par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, est chargée d'améliorer les conditions de vie et de favoriser la réussite des étudiants.

Cette direction, créée en 2018 par le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, est chargée d'améliorer les conditions de vie et de favoriser la réussite des étudiants. Conformément à la réponse de l'une des personnes interrogées, ce bureau informe les EES des conditions de vie des étudiants : accès à l'enseignement virtuel, informations sur la précarité alimentaire, accès à la santé, au tutorat et au soutien psychologique.

Ainsi, les EES identifient des types d'actions liées aux aspects socio-émotionnels des élèves, des aspects académiques et technologiques, et des aspects liés aux conditions économiques et de vie (alimentation, logement et santé).

En ce qui concerne les aspects socio-émotionnels, les sentiments de peur et d'incertitude sont les plus prononcés par les interlocuteurs : "certains étudiants se sont retrouvés dans des situations difficiles, expulsés de leur logement", "les jeunes avaient peur", "les étudiants qui étaient à l'extérieur ont paniqué", "beaucoup d'étudiants étaient stressés", "je sais que certains étudiants ont souffert de dépression, ont perdu leur emploi". Face à cette diversité de situations, la plupart des établissements d'enseignement supérieur disposent des cellules de crise et d'écoute externe où les étudiants peuvent appeler 24 heures par jour pour demander de l'aide ou un conseil psychologique.

En ce qui concerne les aspects académiques, les EES proposent des équipes de suivi et de tutorat académiques, un changement des méthodes d'enseignement, d'évaluation et plus de flexibilité dans les dates de remise des travaux finaux pour accompagner les étudiants et éviter les abandons. Cependant, plusieurs établissements indiquent que l'abandon reste important et que l'un des facteurs explicatifs renvoie à l'instabilité ou à l'incertitude.

En termes de technologie, les innovations en matière d'apprentissage en ligne sont mises en avant, les institutions disposant déjà de plateformes telles que Moodle, Open Book, Teams. En outre, afin de garantir la qualité de l'enseignement et le niveau des étudiants, certaines personnes interrogées soulignent que des contrôles spéciaux sont mis en place pour les examens à distance (d'outils logiciels anti-fraude qui reconnaissent la carte d'identité et la personne devant la caméra). En ce qui concerne l'accès à la technologie, il est noté que l'EES fournit aux étudiants les plus vulnérables des ordinateurs portables par le biais d'un système de prêt. Plus précisément, l'un de nos interlocuteurs souligne que "les ordinateurs ont été rapidement commandés par le biais d'un système de prêts aux étudiants" où, avec l'intention claire que les étudiants ne perdent pas de cours, le personnel administratif lui-même a été "le dernier à avoir accès à cet avantage".

Enfin, en matière de conditions économiques et de qualité de vie (alimentation, logement et santé), pendant la phase initiale de la crise, les étudiants bénéficient des tickets repas et des allocations alimentaires dans différents campus. Les délais de paiement des frais de scolarité et de logement sont assouplis et les soins de santé sont fournis aux étudiants grâce à la signature de nouveaux accords avec les centres de santé et associations privées. De même, des bourses d'urgence sont accordées aux étudiants les plus vulnérables (étudiants sans emploi et familles aux ressources financières limitées), où les réseaux de coopération et de collaboration de certaines communautés éducatives sont remarquables. Un des cas est celui de l'école SKEMA, où la direction de l'école demande à ceux qui peuvent apporter une aide financière (ex étudiants et personnel administratif) pour créer un fonds destiné à aider les étudiants les plus touchés par la crise.

Tableau 3

L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ACTIONS SELON LES ASPECTS SUIVANTS DE LA POPULATION ÉTUDIANTE EN CRISE		
Socio-émotionnels	Académiques et technologiques	Qualité de vie
ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE "cellules de crise" ou "cellules d'écoute externe".	ÉQUIPES DE SUIVI SCOLAIRE ET DE TUTORAT SYSTÈME DE PRÊTS POUR L'ACCÈS AUX ORDINATEURS	CHÈQUES RESTAURANTS, TARIFS RÉDUITS CANTINES UNIVERSITAIRES DÉLAIS FLEXIBLES POUR FRAIS DE SCOLARITÉ, LOGEMENT ET EXAMENS SIGNATURE DE CONVENTIONS AVEC DES ASSOCIATIONS. BOURSES D'URGENCE

Source: élaboration propre

b) Lectures sur l'impact de COVID-19 en Amérique latine

Au cours de l'année académique 2020-2021, malgré les dispositions du MEAE et MESRI, de nombreux EES décident, dans le cadre de leur autonomie universitaire, de ne pas accueillir d'étudiants internationaux. En effet, comme nous l'avons détaillé dans la partie précédente, pendant cette période les EES considèrent qu'ils n'ont pas les moyens de pouvoir les accueillir correctement les étudiants étrangers et qu'il est risqué de les faire venir en pleine crise mondiale.

En ce sens, comme il s'agit d'une crise multisectorielle : sanitaire, économique et sociale, selon les interlocuteurs l'impact sur le continent est fort et conduit à un changement des priorités des élèves et de leurs familles. La plupart des interrogés, à l'exception de l'un d'entre eux qui a exprimé l'opinion contraire, considèrent qu'il s'agit d'un facteur explicatif de la baisse des étudiants en provenance des pays d'Amérique latine.

Cette baisse des candidatures peut s'expliquer par la crise économique et les attentes des jeunes pour lesquels le *face-à-face* et l'échange culturel sont indispensables. Les personnes interrogées affirment que, selon les témoignages de leurs étudiants, il ne s'agit pas seulement d'étudier, mais aussi de partager avec les autres. Cela explique pourquoi de nombreux étudiants de différents pays, et pas seulement d'Amérique latine, ont reporté leur séjour. "Il était difficile de faire comprendre à un étudiant qui voulait partir vivre une

expérience à l'étranger que ce ne serait pas possible", " Avec la virtualité on perd ce qui est lié à l'expérience de vivre dans un autre pays, (...)."

Concernant la personne qui pense le contraire, les candidatures en provenance d'Amérique latine ont augmenté et cela est liée à la crise économique qui pousse les étudiants à chercher de nouvelles opportunités en Europe. Ce persone manifeste que, cela a un effet à long terme et, au fur et à mesure que les restrictions de voyage seront levées, la demande d'étudiants latino-américains augmentera de plus en plus afin d'échapper à "la crise de ces pays et (...) de sortir des problèmes économiques".

Afin de mieux comprendre les différences entre les stratégies d'internationalisation et l'accès à l'éducation pendant les deux périodes analysées jusqu'à présent, nous présentons le tableau récapitulatif suivant :

Tableau 4

STRATÉGIES GÉNÉRALES D'INTERNATIONALISATION	
PRÉ-PANDÉMIE	**PENDANT LA PANDÉMIE**
• Bourses d'études de mobilité classique (4 à 6 mois) • Mobilité par tranches • Campus à l'étranger • Double diplôme (1 à 2 ans) • Stages en entreprise (4 à 5 mois) • Politiques d'internationalisation ciblées • Partenariats (accords de coopération et/ou de collaboration) • Offre et diversité des cours dans différentes langues et types de formation. • Mécanismes de coopération structurelle.	• Bourses d'études (fonds d'aide financière et bourses de formation à distance) • Échanges et programmes hybrides • Enseignement à distance • Virtualisation de différents types d'activités • Flexibilisation (réaffectation des places) • Réduction des coûts d'application • Validation des séjours à l'étranger • Validation des stages • Conseil psychologique • Assistance psychologique

Source: élaboration propre

Les citations les plus significatives sont mentionnées ci-dessous :

"Les étudiants qui étaient dehors étaient en panique, nous voulions les faire entrer avant la fermeture des frontières. *Nous en avons eu plusieurs au Brésil, où ils n'ont jamais fermé les frontières, mais les parents commençaient à prendre contact pour les faire prendre l'avion.* ***Dans ce cas, le MEAE nous a contactés pour savoir comment nous allions rapatrier les étudiants qui étaient à l'étranger (Chine/Japon, Corée, Amérique).*** *Des conférences ont été préparées, auxquelles les étudiants ont participé et ont reçu toutes les informations sur comment et quand revenir, ce qu'il faut faire avec l'ambassade de chaque pays.* ***Validation du semestre ou le terminer une fois en France et valider les sujets pendant le séjour en France*** *(...).* ***Pour garantir un accès virtuel à l'éducation, nous ne leur avons pas donné de soutien technologique, mais nous leur avons accordé plus de temps pour payer les frais de scolarité et de logement.*** *En Irlande,* ***des tickets restaurant ont été distribués afin que les étudiants puissent manger gratuitement ou à faible coût. Égalité des chances : (...) les jurys d'admission préfèrent accepter les étudiants français et de l'UE plutôt que ceux qui viennent de l'extérieur, parce qu'ils considèrent que c'est un risque*** *car ils ne savent pas s'ils fermeront à nouveau en septembre, et aussi parce qu'ils n'acceptent pas de payer autant d'argent pour étudier à distance.* ***Ceci est particulièrement vrai pour les candidats venant d'Amérique latine et d'Afrique (les jurys n'acceptent pas et dans ces pays, le niveau académique a été affecté : mauvais suivi par les enseignants, toutes les matières n'ont pas été couvertes pendant l'année), qui n'ont pas non plus les semaines de mise à niveau ne sont plus possibles. Cependant, le nombre de demandes a augmenté, je pense que c'est lié à la même crise dans ces pays et à l'intention de sortir des problèmes économiques".*** *(Personnel de l'école)*

"Certains étudiants se sont retrouvés dans des situations difficiles, expulsés de leur logement *(...)* ***En ce qui concerne les cours, nous avons dû faire un suivi, nous avons autorisé des validations tardives, nous avons permis aux étudiants de reprendre les cours une fois qu'ils sont venus en France pour valider le semestre international, nous avons engagé des applications spéciales pour contrôler les examens de ceux qui sont restés à distance. Au semestre suivant 2020 nous avons eu beaucoup d'annulations,*** *nous avons donc dû déclarer le semestre pour le second semestre (janvier 2021) sauf que pendant les vacances nous avons eu à nouveau des confinements et beaucoup n'ont pas pu partir.* ***C'est pourquoi nous avons négocié un grand nombre de places supplémentaires en Europe afin de ré-accepter ces étudiants pour qu'ils puissent effectuer leur échange international. Il était difficile de faire comprendre à un étudiant qui voulait partir à l'étranger que cela ne serait pas possible. Nous avons fait suivre beaucoup d'étudiants dans le cadre des TEAMS afin qu'ils n'abandonnent pas, mais nous avons eu plusieurs étudiants (plus que l'année dernière) qui ont abandonné. Voyant l'ampleur du besoin psychologique, nous avons créé une cellule d'écoute externe (que nous avons contractée), où les étudiants pouvaient appeler 24H pour obtenir de l'aide, nous avons également assuré un soutien***

scolaire plus important pour les étudiants qui avaient des difficultés à l'école, nous avons organisé des dates supplémentaires pour les examens. En matière de technologie, nous avions un institut qui était déjà en train de mettre les cours sur Moodle et Teams (les examens sur Moodle et nous les surveillons sur Team's), des logiciels anti-fraude qui reconnaissaient la carte d'identité, la personne devant la caméra, l'environnement, pour s'assurer que la qualité était la même et le livre ouvert. Nous avons repensé la méthode d'évaluation pour que l'étudiant réfléchisse davantage et que des données spécifiques ne soient pas nécessaires *(...) car le cours est là, la qualité est garantie, nous n'avons pas changé les enseignants et nous avons mis les dispositifs à disposition pour que cela fonctionne". (Personnel de l'école)*

"Il y a eu un fort impact sur l'égalité d'accès, nous avons eu des étudiants isolés, sans matériel, qui n'ont pas pu suivre les cours, ainsi que des enseignants qui n'ont pas pu suivre les cours car l'UP était fermée. En ce qui concerne les étudiants, nous avons une direction de la vie étudiante qui a immédiatement mis en place une cellule de crise pour les étudiants, pour répondre aux questions ou aux besoins et les accompagner. Cela a permis d'identifier l'égalité des chances pour l'accès à l'enseignement virtuel, comme le traitement de l'insécurité alimentaire (nourriture à un euro, associations alimentaires et allocations alimentaires sur le campus), l'accès à la santé (accords avec les centres de santé), le tutorat, les psychologues francophones et anglophones. Au niveau institutionnel, les ordinateurs ont été rapidement commandés par le biais du système de prêts aux étudiants. Le personnel administratif a été le dernier à y avoir accès, ce qui a provoqué des tensions car il ne pouvait pas faire fonctionner l'établissement sans ces outils. Les enseignants avaient déjà des ordinateurs professionnels, ils n'ont eu aucun problème." *(Personnel d'Université)*

"La France est restée ouverte, mais ensuite ***il y a des établissements d'enseignement supérieur qui n'ont pas ouvert les programmes aux étudiants internationaux et comme les universités sont autonomes, elles ont pu décider de ne pas leur ouvrir leurs portes.*** *(...) En réalité, ce sont les établissements d'enseignement supérieur qui ont dû faire face à la difficulté et à la complexité de l'accueil des étudiants et aux risques que cela implique.* ***C'est peut-être la raison pour laquelle les EES n'ont pas confirmé leur volonté de les envoyer et ont préféré ne pas ouvrir de cours ou ne pas les mettre à disposition des étudiants internationaux de peur de ne pas savoir comment les accompagner à ce stade."*** *(Personnel de Campus France)*

"Je sais que ***beaucoup d'étudiants étaient stressés et nous avons ouvert des bourses d'urgence pour les étudiants en crise financière*** *(perte d'un emploi étudiant et incapacité des parents à les aider)* ***financées par les anciens élèves de l'école (le réseau "alumni") et certains employés. Cependant, avec l'offre de formations en ligne (qui impliquent un coût de la vie plus faible), nous n'avons pas constaté une augmentation du nombre de candidatures, mais plutôt une diminution du nombre de candidatures.*** *Cela dépend vraiment des candidats, car*

les jeunes plus âgés peuvent venir, mais les jeunes qui sortent de l'école n'ont pas l'accord de leurs parents. ***Les jeunes ne veulent pas payer 20 000 euros pour étudier en ligne, ils veulent vivre l'expérience étudiante, sinon cela n'a pas de sens, ils ont donc reporté leur séjour."*** *(Personnel de l'école)*

"Les arrivées tardives et les effets de calendrier ont eu un impact sur les demandes. L'impossibilité de faire des campagnes de promotion et d'accueillir les jeunes a rendu difficile l'attraction des étudiants, même si la France a gardé ses portes ouvertes. Mais l'instabilité future a été un facteur d'abandon. *En ce qui concerne l'accès et la mise en place des études, je n'ai pas eu d'étudiants en difficulté dans mon périmètre, certains ont même décidé de rester parce qu'ils avaient l'impression qu'ils pouvaient être plus en sécurité ici que dans leur pays d'origine.* ***Cependant, je sais que certains étudiants ont souffert de dépression, ont perdu leur emploi d'étudiant (ils ont perdu environ 400€ par mois), mais ils ont quand même décidé de rester ici parce qu'ils ont passé un meilleur moment que dans leur pays d'origine. Pour maintenir ce modèle, il faut aussi équiper les étudiants, leur fournir de bons vêtements et que les formations soient virtuelles, ce qui n'est pas toujours le cas. Mais si cela se produit, cela peut permettre une plus grande accessibilité et toucher plus de personnes, mais l'expérience extérieure et culturelle n'aura pas lieu".*** *(Personnel de Campus France)*

"En Amérique latine, la crise sanitaire s'est accompagnée d'une crise économique, avec la fermeture totale, les gens et les étudiants ont dû survivre, et aller travailler. *Je sais que des étudiants qui envisagent de venir en France ont dû arrêter leurs études parce qu'ils devaient travailler (là-bas, les étudiants, après avoir obtenu leur diplôme, travaillent normalement).* ***L'idée est de corriger ce besoin et c'est pourquoi nous devons travailler davantage sur l'attractivité dans ce domaine. La crise a eu un grand impact en Amérique latine, et dans cette dernière la crise a été plus dure."*** *(Personnel de Campus France)*

"On constate une baisse de l'accueil des étudiants des Amériques dans les établissements d'enseignement supérieur français et je pense que la raison se trouve en 2020, où la crise du COVID a touché le continent à bien des égards et la fermeture des frontières des Amériques n'a rien arrangé. *(...) Concrètement, il y avait peu de chance de les faire venir et une fois l'étudiant venu, il fallait lui garantir un accueil et en termes virtuels, c'était impossible, ce qui n'a pas motivé les étudiants à venir,* ***être enfermés pendant leur séjour à l'étranger n'était pas ce qu'ils attendaient de leur échange.*** *Cependant, pour les étudiants qui ont voulu venir malgré la situation,* ***les établissements d'enseignement supérieur se sont plaints de la politique du ministère visant à encourager les étudiants à venir, car ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas les accueillir comme ils le devraient, et ont donc préféré fermer leurs portes aux étudiants internationaux. D'autre part, l'impact économique du COVID en Amérique latine est un autre facteur, car de nombreuses personnes se sont retrouvées au chômage et les ressources familiales ont été réduites, ce qui a modifié les priorités des étudiants et de leurs familles."*** *(Personnel de Campus France)*

"Il y a de nouvelles façons de s'internationaliser et l'offre de nos cours de formation a été entravée pour atteindre le public intéressé et faire passer l'information. Les étudiants craignent que leurs efforts dans la sphère virtuelle ne soient pas reconnus en termes de crédits. Ils sont donc réticents à suivre des séminaires ou des formations à distance car ils ne savent pas s'ils seront accrédités. En ce sens, il y a une inégalité : l'étudiant qui n'a pas besoin de sortir pour travailler immédiatement peut se permettre de participer à des webinaires, même s'ils ne sont pas reconnus comme une formation, mais pour l'étudiant à faible niveau socio-économique, c'est une perte de temps. L'urgence de ces derniers réside dans la nécessité d'obtenir leur diplôme en peu de temps pour aller sur le marché du travail, ce dont le premier type d'étudiant n'a pas besoin." *(Personnel d'Université)*

"Beaucoup de bourses ont été suspendues et la raison était la fermeture des frontières ou le fait de reporter leur formation, mais en fait nous avons eu beaucoup d'annulations de dossiers. Cependant, je trouve que la modalité virtuelle est plus égalitaire, car si chacun peut suivre des cours depuis chez lui, dans son pays d'origine, cela rend l'éducation plus accessible. *Cependant, vous perdez l'expérience de vivre dans un autre pays, de parler une autre langue.* ***C'est une situation plus égale, mais vers le bas*** *(...)." (Personnel de Campus France)*

D. LIENS INTERINSTITUTIONNELS

Cette dimension décrit la manière dont les liens entre les établissements et le milieu sont développés (accords et conventions).

L'analyse de cette dimension permet d'identifier davantage de changements que de continuités. La principale continuité est liée à la réunion et au renforcement d'accords historiques avec certains pays, ainsi qu'à la modification et à la création de nouveaux accords. En revanche, en ce qui concerne les modifications nouvelles, elles sont détaillées sur la base des idées forces suivantes.

- Un nouveau paysage de la coopération universitaire pour les établissements d'enseignement supérieur en France est décrit. La crise pandémique rend nécessaire une réflexion sur certains accords qui ont été signés et qui sont maintenant vides de contenu.
- Les nouveaux accords doivent intégrer la dimension virtuelle.
- Le schéma des pays concurrents pour l'Europe est en train de changer. D'autres pays comme la Russie, l'Arabie saoudite, la Turquie et la Chine deviennent

plus forts et ne cherchent plus à faire partir leurs étudiants, mais plutôt à développer des programmes pour attirer les étudiants. Cela aura un impact très fort sur l'internationalisation.

- La crise rend nécessaire de se concentrer sur les accords stratégiques continentaux, avec une attention renouvelée pour l'Europe.
- De nouveaux accords avec des universités françaises et européennes sont créés, ce qui permet de mettre en valeur les aspects stratégiques de la région.
- Des contacts sont établis avec les associations afin de créer des instances de soutien professionnel pour les étudiants et les employés.
- Forte croissance des liens intra-campus et des liens avec les conférenciers invités par le biais de formats virtuels.
- Fort renforcement du suivi des étudiants pour identifier les besoins et les problèmes, qui se poursuivra.
- Certains cours ne sont pas compatibles avec la modalité virtuelle, ce qui entraîne la résiliation de certains accords, par exemple avec les instituts universitaires technologiques.
- Une plus grande flexibilité pour l'accueil et l'envoi d'étudiants entre partenaires est en cours d'établissement.

Les citations les plus significatives sont mentionnées ci-dessous :

"Aujourd'hui, elle est sur une base entre ***partenaires historiques qui passent en revue les moyens, en fonction de l'évolution de la crise, de maintenir les liens. Il est nécessaire de retravailler les liens avec les établissements d'enseignement supérieur*** *qui ferment pour que, lorsque les choses s'ouvriront, nous puissions nous retrouver dans les mobilités qui se sont construites au fil des ans (les prémices de l'internationalisation).* ***Il s'agit de redécouvrir et de rassurer les accords historiques et les nouveaux accords que nous avons créés dans la dimension virtuelle.*** *C'est ce qui est nouveau dans cette perspective, par exemple, la crise a fait que les écoles qui ignoraient les Universités européennes, ont pu faire des mobilités sans grandes difficultés (après un an ces relations et efforts se sont intensifiés dans la zone européenne)* ***; il y a un nouveau panorama de la coopération universitaire pour les établissements d'enseignement supérieur français qui a obligé à réfléchir sur les accords et à faire le ménage dans les accords qui ont été signés et qui restent maintenant vides. La crise nous a obligés à nous concentrer sur des accords stratégiques dans certains pays et***

notamment en Europe (un continent ignoré car nous pensions qu'il était couvert par la mobilité Erasmus). *" (Personnel de l'école)*

"Une plus grande flexibilité pour accueillir et envoyer des étudiants entre partenaires. *Nous avons trouvé une entreprise qui leur a proposé des emplois concrets à réaliser dans le cadre de leurs études.* ***Nous avons créé de nouveaux accords avec les universités,*** *mais les conférences virtuelles ne sont pas très utiles car il n'y a plus d'échange de personnes pendant les journées, et TEAMS/ZOOM n'a pas cela." (Personnel de l'école)*

"Nous avons contacté des associations, des projets d'accompagnement individuels et des professionnels de l'accompagnement des étudiants et des salariés. *Nous prévoyons de revenir au face-à-face pour les étudiants et les employés.* ***En ce qui concerne l'attractivité internationale, je dois dire que l'IES est impliquée, nous organisons des semaines d'accueil, des salons à l'étranger, nous utilisons la communication comme un facilitateur pour l'IES."*** *(Personnel d'Université)*

"Liaison entre leurs propres campus et avec des conférenciers invités qui ne devaient pas se déplacer pour travailler sur chaque campus (formats virtuels). *Avant, nous avions l'habitude de travailler avec des partenariats et de faire des week-ends d'intégration, mais maintenant cela a été abandonné." (Personnel de l'école)*

"Nous avons pris contact, ensuite, avec les établissements et avec les élèves pour vérifier cela et nous avons fait beaucoup de vidéoconférences avec les enseignants et les élèves pour voir comment ils s'en sortaient. C'est certainement quelque chose que nous continuerons à faire à l'avenir car cela a très bien fonctionné. *Les établissements d'enseignement supérieur ne nous ont pas dit qu'ils ne savaient pas comment contenir les étudiants, nous avons tous souffert un peu de la même manière et appris en même temps. Ils étaient tous très bien adaptés et savaient communiquer à leurs élèves où aller en cas de problème." (Personnel de Campus France)*

"Les nouveaux concurrents ont augmenté leur force. Avant, ils étaient peut-être présents dans une moindre mesure et maintenant il y a d'autres pays comme la Russie, l'Arabie Saoudite, la Turquie et la Chine qui veulent recevoir plus d'étudiants et en envoyer moins à l'étranger. Cela va beaucoup changer le schéma des pays traditionnels (Canada, Etats-Unis, Royaume-Uni) et ils vont devoir jouer avec ces nouveaux concurrents où même le gouvernement et les systèmes démocratiques sont différents (fort impact culturel)." *(Personnel de Campus France)*

"Campus France a participé à de nombreux forums internationaux pour pouvoir discuter avec les EES et résoudre des doutes ou échanger des expériences. Concrètement, il y a eu des événements qui se sont déroulés en ligne, des journées d'accueil au COVID où le MEAE, la CAF, la préfecture et les EES se sont rencontrés pour s'informer et échanger sur les mesures à mettre

en place ou à mettre en œuvre. *Il s'agissait d'un appel à un dialogue commun et de dire ce qui se fait dans chaque endroit afin que l'information circule entre les organisations. Nous l'avons également fait au niveau international pour montrer que la France ne laissait pas ses étudiants seuls (contrairement à ce qui s'est passé en Australie)* ***et que des mesures gouvernementales étaient proposées pour soutenir les étudiants (cantines à un euro, aide psychologique gratuite). De même, Campus France a été invitée par les forums d'autres pays de l'AL pour raconter notre expérience et nous positionner comme une référence et un pays d'accueil pour les étudiants même dans cette crise."*** *(Personnel de Campus France)*

"D'autre part, ***il y a certains types de formations qui ne correspondent pas à l'enseignement à distance, donc on ne peut pas offrir des opportunités à ce type de public et certaines conventions sont résiliées, comme c'est le cas de certaines conventions avec le Canada et les IUT. Les partenaires asiatiques sont très craintifs et cela conduit à la suspension de certains accords avec eux."*** *(Personnel d'Université)*

III. L'internationalisation dans un idéal post-pandémique COVID-19

Nous présentons ci-dessous quelques dimensions d'analyse qui nous permettent de comprendre l'état de l'internationalisation dans un scénario post-pandémique hypothétique depuis le point de vue des personnes interrogées. Ces dimensions sont :

A. **Forces et faiblesses :** aborde les principales forces (aspects positifs) et faiblesses (aspects négatifs ou améliorables) identifiées suite au passage par des instances d'internationalisation dans le cadre de la pandémie COVID-19.

B. **Nouvelles formations :** aborde l'identification des nouvelles formations ou les connaissances sur les nouveaux établissements d'enseignement supérieur apparus dans le cadre de la pandémie.

C. **L'internationalisation virtuelle :** aborde les avantages et les inconvénients de l'internationalisation virtuelle de l'enseignement supérieur, ainsi que les défis dans un scénario post-pandémique COVID-19.

D. **La redéfinition de l'internationalisation de l'enseignement supérieur :** explore la reconfiguration de l'internationalisation de l'enseignement supérieur et l'identification de nouvelles dimensions.

A. FORCES ET FAIBLESSES

Cette dimension explore les principales forces (aspects positifs) et faiblesses (aspects négatifs ou améliorables) identifiées suite au passage par des instances d'internationalisation dans le cadre de la pandémie COVID-19.

Au cours du développement de cette étape, on observe que les personnes interrogées soulignent rapidement les avantages d'avoir modifié le modèle traditionnel d'éducation et d'internationalisation. En ce sens, les interlocuteurs affirment que "s'il y a une crise durable, comme cela a été le cas", ils ont "l'avantage d'aller vers des mobilités hybrides ou des programmes qui permettent de remplacer la mobilité traditionnelle".

Un aspect qui peut être souligné à ce stade est que, en raison de l'impact si fort de la crise sanitaire, les personnes interrogées peuvent non seulement imaginer des modèles éducatifs et d'internationalisation alternatifs, mais aussi la possibilité de nouvelles crises durables. Cette contribution est précieuse, car elle montre pour la première fois qu'un modèle différent d'internationalisation, le modèle virtuel, est considéré comme possible.

En ce qui concerne les faiblesses relevées, nous constatons qu'au début de la pandémie, il y avait un manque de stratégies d'internationalisation pour les situations de crise ; cependant, l'une des forces fait référence à cela et aux nouvelles procédures de gestion créées pour les situations d'urgence. Dans l'un des témoignages, il est dit que maintenant "il y a deux plans : si la situation le permet", la reprise des activités est normale, mais en cas "d'imprévu", "ils ont un plan B", qui consiste à travailler avec les outils acquis pendant la pandémie.

La perception générale des personnes interrogées porte sur les méthodes de travail créées, la législation française qui permet la continuité de l'internationalisation et la nouvelle façon dont la mobilité internationale est envisagée. L'un des agents de Campus France souligne que cela permet d'élargir l'offre de formation dans le pays et d'offrir un catalogue contenant plus de "800 cours en ligne". Dans le même ordre d'idées, la personne consultée indique que de nouvelles campagnes sont en cours d'élaboration, mettant en avant la "politique d'ouverture de la France face à la crise, son bon système de santé et son bon accueil" par rapport à d'autres pays.

Dans le même ordre d'idées, un autre des interlocuteurs a souligné les progrès réalisés dans la promotion virtuelle. Bien que parmi les faiblesses soulignées, il soit fait référence à la difficulté de maintenir l'intérêt des étudiants en mode virtuel, la situation change en ce qui concerne les EES. En ce sens, il est précisé que le mode virtuel permet un plus grand degré de participation d'autres institutions qui, auparavant, ne participent pas aux événements internationaux. Les solutions apportées par la virtualité, en ce qui concerne le faible coût des événements, les problèmes de transport des participants et les distances géographiques, sont une des grandes avancées de cette nouvelle internationalisation qui semble pouvoir perdurer. Dans les mots d'un des agents de Campus France, il est dit qu'auparavant "il y avait des pôles ou des villages universitaires qui ne participaient pas aux salons physiques" et que, vu leur participation actuelle, l'agence pense pouvoir "pérenniser ce type d'événement dans le temps afin de pouvoir toucher ces publics qu'on ne touchait pas avant ".

Un autre élément que tous les interlocuteurs mettent en évidence est la prise de conscience de l'impact environnemental des activités d'internationalisation. Les personnes interrogées déclarent avoir compris "qu'il n'est pas nécessaire de se déplacer pour s'internationaliser " et que le fait de comprendre que "l'impact environnemental est important" les invite à réfléchir à "faire des établissements d'enseignement supérieur plus respectueux de la planète".

Un autre aspect qui ressort parmi les faiblesses mentionnées fait référence aux limitations technologiques, au besoin de contact humain et problèmes de communication et de promotion. En ce qui concerne ce dernier point, il est noté que l'incertitude causée par la pandémie rend le flux d'informations difficile et peut conduire à l'échec de certaines stratégies d'internationalisation. Dans ce dernier cas, l'un des agents du Campus France déclare que la décision d'accorder "des bourses à distance a été prise tardivement", ce qui n'a pas permis de faire "la promotion nécessaire (...) avant le début des cours" et a conduit à l'échec de la politique.

Finalement, l'une des contributions les plus concluantes est venue d'un des interlocuteurs de l'Université de Paris Saclay, qui a déclaré que la crise sanitaire a un impact si fort que l'une des plus grandes difficultés qu'il perçoit est celle de "comprendre que nous vivons un changement structurel". À cet égard, nous pouvons souligner que ce changement de paradigme entraîne l'effondrement des accords de partenariat et des programmes d'internationalisation, ce qui conduit à un autre des défis majeurs mentionnés ci-dessus, la

réduction des budgets pour les programmes futurs. Dans ce cas, ce qui est considéré comme une force, à savoir les faibles coûts de l'internationalisation, est en même temps une forte faiblesse qui conditionne les allocations budgétaires pour soutenir les projets de collaboration existants. Afin de pouvoir exposer clairement chacune des idées clés mentionnées dans cette section, nous présentons le tableau suivant :

Tableau 5

PRINCIPALES FORCES ET FAIBLESSES DE L'INTERNATIONALISATION DANS LE CADRE DE LA POST-PANDÉMIE COVID-19	
FORCES	FAIBLESSES
✔ Développement de modèles hybrides ✔ Mentorat pour les étudiants ✔ Mise à jour des procédures d'admission (centrées sur la personne) ✔ Incorporation de cours d'initiation ✔ Développement innovant de stratégies d'enseignement-apprentissage et de promotion virtuelles ✔ Augmentation de la portée et de l'impact sur des publics diversifiés à partir de l'environnement en ligne. ✔ Tables rondes virtuelles avec différents acteurs (enseignants, étudiants et personnel administratif). ✔ Télétravail (réussi et moins coûteux) ✔ Une plus grande flexibilité pour développer des outils et des procédures de travail ✔ Offre accrue d'enseignement à distance ✔ La croissance dans des domaines tels que le marketing international (attractivité) ✔ Revalorisation des questions environnementales	✔ Des problèmes techniques avec certaines des plates-formes qui ont été conçues ✔ Problèmes de connexion (principalement des étudiants d'autres pays). ✔ Limites de la virtualité (peu d'échanges entre enseignants et élèves). ✔ Modifications à apporter aux programmes de formation pour permettre des échanges culturels virtuels, ✔ Peu de développement de programmes d'enseignement à distance à 100%. ✔ Des stratégies de communication parfois déficientes ✔ Des niveaux significatifs d'abandon scolaire. ✔ Promotion insuffisante et tardive des cours d'enseignement à distance ✔ Réduction du budget des bourses d'études
La présence en tête-à-tête est perçue comme irremplaçable dans certains cas d'internationalisation, mais la complémentarité de la virtualité a permis de créer et de découvrir de nouvelles opportunités dans les différents établissements d'enseignement supérieur. **"La principale difficulté a été de comprendre que nous vivons un changement structurel" (personnel de l'université).**	

Source: élaboration propre

B. NOUVELLES FORMATIONS

Cette dimension explore les connaissances sur l'émergence de nouvelles formations ou la naissance de nouveaux établissements d'enseignement supérieur dans le contexte de la pandémie.

De manière générale, les personnes interrogées ne savent pas si de nouveaux établissements d'enseignement supérieur ont émergé en conséquence de la pandémie. Cela indique qu'a priori, les personnes interrogées ne considèrent pas que la pandémie favorise l'émergence de nouveaux concurrents sur le marché de l'éducation. Cependant, constatant que ce domaine reste relativement peu développé, on remarque que les EES consultées n'ont pas l'intention d'augmenter leur offre de cours en ligne et ont du mal à opérer sur ce champ d'action. Cela est dû à la difficulté institutionnelle et procédurale d'offrir une formation identique en présentiel et en ligne. L'un des référents souligne qu' "il n'est pas facile de modifier les programmes d'études et les modèles de certains cours pour les rendre définitivement virtuels".

D'autre part, le personnel de Campus France apprécie l'effort fait par l'EES pour offrir des cours en ligne et souligne la grande valeur de pouvoir promouvoir un catalogue qui présente les formations françaises existantes, où l'un des aspects qui a été mis en évidence est le type de formation offert : formation entièrement à distance, formation hybride ou formation exclusivement en présentiel.

Nous présentons ci-dessous les citations les plus significatives :

> ***"De nombreuses agences ont été créées pour aider les étudiants à payer les établissements d'enseignement supérieur, ce sont des intermédiaires : ils les donnent comme crédits aux étudiants et les étudiants par leur intermédiaire paient les universités. Les instituts internationaux de recrutement d'étudiants qui vendent l'école aux étudiants et ensuite nous intervenons."*** *(Personnel de l'école)*
>
> ***"Pas vraiment**, car il y a beaucoup d'activités qui ont été suspendues." (Personnel d'Université)*
>
> ***"Pas spécifiquement**, il y a toujours eu des fraudes ou des faux établissements d'enseignement supérieur qui peuvent exister et ce sont généralement nos délégations Campus France qui nous informent ou nous interrogent sur la fiabilité de ces établissements. Mais pendant cette période, je n'ai pas remarqué*

d'augmentation du nombre de fraudes. Ce que je sais, c'est que ***Campus France a lancé un nouveau catalogue de cours à distance pour clarifier quels établissements d'enseignement supérieur français proposent des cours à distance, car c'était le problème l'été dernier : ne pas savoir quel établissement d'enseignement supérieur ou quel cours serait hybride ou à distance."*** *(Personnel de Campus France)*

"Je ne pense pas, car nous ne nous lions qu'avec des institutions reconnues. Nous n'avons jamais choisi de partenaires non reconnus." *(Personnel d'Université)*

C. L'INTERNATIONALISATION VIRTUELLE

Cette section aborde les perceptions des personnes interrogées quant à la possibilité d'institutionnaliser l'IES virtuelle et les avantages ou difficultés qui en découlent.

Cette section met en évidence un facteur clé concernant la culture des organisations et des personnes qui les composent : la résistance au changement. La première chose qui ressort est qu'il y a une sorte d'acceptation involontaire du modèle qui est devenu une pandémie, mais aussi une forte intention de revenir à la méthode traditionnelle. Certains interlocuteurs vont jusqu'à nier l'existence de réunions d'accueil virtuelles, tandis que d'autres disent "je pense qu'on s'adapte à la situation, on accueille les étudiants en ligne", mais ajoutent tout de suite" mais je ne crois pas beaucoup à l'intégration vidéo d'un étudiant qui est à l'autre bout du monde, qui ne peut pas allumer sa caméra parce que le canal est saturé, qui n'est qu'un numéro (...). Je crois et j'espère que les étudiants pourront revenir au campus de la même manière, car lorsque l'expérience devient virtuelle, tout ce qui a trait à la vie étudiante manque (...). Ce n'est pas la même chose".

De manière surprenante, c'est à ce moment-là que les aspects négatifs de la pandémie apparaissent plus qu'avant. Confronter les répondants à l'idée d'une internationalisation virtuelle les amène à adopter des positions plus rigides et à avoir le désir de revenir au modèle précédent. En termes d'analyse, cela peut être considéré comme l'une des causes qui ont pu conduire, lors des pandémies passées, à un échec de l'institutionnalisation des modèles d'internationalisation dans les contextes de crise.

Dans presque tous les récits, il est dit qu' "il y a une fatigue du virtuel" et que cela les amène à penser qu'une stratégie telle que Bienvenue en France virtuelle n'est pas possible.

Cependant, certains référents envisagent la possibilité de "faire quelque chose d'hybride entre les deux modèles". En ce sens, les avantages du numérique sont à nouveau timidement évoqués, mais il est mentionné que ce système fonctionne car "on sait qu'à un moment donné l'étudiant sera confronté à la réalité de la richesse de venir en France".

Ce témoignage illustre également ce que nous interprétons dans notre analyse comme un manque de projection pour exploiter le marché de la formation en ligne. Non seulement les personnes interrogées nient que certaines procédures d'accueil sont effectuées virtuellement, mais elles affirment haut et fort, et peut-être à juste titre, que l'expérience de l'internationalisation numérique n'est pas aussi enrichissante. Ce témoignage illustre également ce que nous interprétons dans notre analyse comme un manque de projection pour exploiter le marché de la formation en ligne. Non seulement les personnes interrogées nient le fait que certaines procédures d'accueil sont effectuées virtuellement, mais elles soulignent que l'expérience de l'internationalisation numérique n'est pas aussi enrichissante. Toutefois, il convient de noter que, malgré tous les points négatifs et les difficultés susmentionnés, face à l'effondrement temporaire du modèle d'internationalisation précédent, tous les établissements ont surmonté les difficultés qui les empêchaient de proposer des cours en ligne et ont offert la plupart de leurs formations à distance.

Cependant, les personnes interrogées affirment que la dimension virtuelle dans le domaine de l'internationalisation est là pour rester, ne remplaçant pas l'expérience internationale (contact avec d'autres cultures), mais la complétant. La plupart d'entre eux comprennent qu'une internationalisation totalement virtuelle n'est ni durable ni souhaitable, mais que le contexte impose de penser à des activités complémentaires, où les modèles présentiel et virtuel s'articulent et les méthodologies de travail se diversifient. Selon les termes de l'un des référents "l'avenir imaginé est en termes de complémentarité et d'articulation des modèles d'internationalisation traditionnels et virtuels".

Nous présentons ci-dessous les citations les plus significatives :

> ***"Il est là pour rester : moins cher, plus facile à utiliser, des informations à meilleure portée, des agents qui vous conseillent en temps réel, des classes internationales virtuelles, plus respectueux de l'environnement."*** *(Personnel de l'école)*

"Ce que je remarque, c'est ***que les étudiants veulent du face-à-face, ils ne veulent pas (en général) de l'enseignement à distance****. Je pense que nous nous adaptons à la situation, en effet les webinaires d'accueil des étudiants se font en ligne, mais je ne crois pas beaucoup à l'intégration vidéo d'un étudiant qui est à l'autre bout du monde et qui ne peut pas allumer sa caméra car le canal est saturé. Ensuite, il est difficile de les inclure lorsqu'ils sont à distance, car les étudiants ne sont qu'un numéro, les enseignants ne s'intéressent pas aux étudiants, le travail de groupe est complexe, etc.* ***Je crois et j'espère que les étudiants pourront retourner sur les campus de la même manière, car lorsque l'expérience est en ligne, il manque tous les aspects culturels, la découverte des lieux et tout ce qui a trait à la vie étudiante. Nous essayons de faire vivre aux étudiants ces expériences en ligne, visites guidées, cours de cuisine, cinéma, etc. mais ce n'est pas pareil.*** *Notre métier est humain, donc si nous ne nous rencontrons pas, l'humanité n'est pas là. La vaccination de tous les pays sera nécessaire pour que chacun puisse et veuille se faire vacciner." (Personnel de l'école)*

"Bienvenue en France virtuelle non, il n'y aura pas de réunions de bienvenue en virtuel, je ne pense pas. Je pense que ***l'internationalisation de l'enseignement supérieur virtuel est une bonne chose car elle ouvre des options supplémentaires, surtout pour les personnes qui n'ont pas les moyens de déménager ou de vivre à Paris et cela peut être une bonne alternative, mais cela peut être limitant car ils ne sont pas immergés dans la langue, la culture et les méthodes de travail,*** *c'est une bonne alternative, mais c'est mieux de le faire en personne." (Personnel d'Université)*

"C'est moins cher, il y a une bonne représentation des établissements d'enseignement supérieur français, ***ça donne accès, ça leur permet de participer alors qu'avant ils ne pouvaient pas le faire à cause du coût du voyage. Le virtuel devient dominant, mais il y a une fatigue du virtuel. Il y a un désir de faire quelque chose d'hybride entre les deux modes (face à face/virtuel). Nous allons organiser un programme 2022 avec des événements hybrides.*** *Les mobilités virtuelles fonctionnent parce que nous savons qu'à un moment donné, nous serons confrontés à la réalité de la richesse de venir en France pour faire la formation." (Personnel de Campus France)*

"L'intention est que les étudiants viennent à un moment donné, *sinon nous devrons nous adapter aux étudiants car nous sommes payés et nous devons leur garantir des avantages (il y a des pays qui sont encore dans la zone rouge et comme certains vaccins ne sont pas reconnus, il sera difficile pour eux de venir).* ***En ce qui concerne l'internationalisation de l'enseignement supérieur virtuel, je pense qu'un étudiant ne va pas payer 20 000 euros pour faire ses études entièrement en ligne, il paie pour l'expérience de la découverte d'une culture, d'un pays, d'une langue. Le virtuel peut être de 50%, mais le 100% ne fonctionnera jamais."*** *(Personnel de l'école)*

"Je pense que le virtuel c'est bien, mais ce n'est pas suffisant, il doit être complémentaire *de la face à face. Maintenant il y a des classes virtuelles qui ont*

fonctionné, mais ***le contact physique, surtout pour l'Amérique latine, est important et il faut revenir au premier. Donc cela devrait être un complément et cela a un impact économique intéressant, qui a évité des dépenses importantes, la mobilisation d'un grand nombre de personnes et cela va être pris en compte. Nous devons inventer des choses qui complètent les deux. La politique de Bienvenue en France (définie il y a 3 ans) restera la même, les réseaux sociaux ont une place importante et sont positifs.*** *Alors aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre choix que d'être virtuels et de faire en sorte que la France ne soit pas oubliée en cette période.* ***En ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur, il est important qu'ils restent rentables et nous devons trouver un lien entre les deux modèles :*** *nous pouvons commencer par l'enseignement à distance, mais ensuite, le travail pratique doit se faire en face à face." (Personnel de Campus France)*

"Je pense que c'est mieux que rien, mais ce n'est pas idéal. Les gens ont besoin de contacts personnels et nous voulons vivre des expériences et pas seulement regarder un écran. Je pense que, soudainement, les étudiants vont continuer à rechercher l'expérience à l'étranger et je pense que cela va motiver les étudiants à vivre d'autres expériences. Bienvenue dans la France virtuelle si par les réseaux sociaux, mais cela implique qu'à un moment donné les gens viendront en France. *Il s'agira donc d'une promotion de l'aspect virtuel, mais il ne sera pas appliqué à distance, il n'y a pas de stratégie pour promouvoir les programmes à distance." (Personnel de Campus France)*

"Si on y a réfléchi, ***l'internationalisation de l'enseignement supérieur s'est poursuivie dans un format virtuel, ce qui n'est pas idéal car les interlocuteurs que j'ai eus m'ont dit qu'ils voulaient revenir au contact humain. En général, au bout d'un an, les gens sont fatigués de ce format, donc je vois que ce ne sera pas pour l'avenir, mais nous allons maintenir certaines choses, comme certaines réunions virtuelles spécifiques. A ma connaissance il n'y a pas d'idée de rendre virtuelle la politique d'accueil en France, au contraire, il y a une nouvelle campagne de communication pour octobre de cette année qui est la continuité de l'actuel Bienvenue en France, qui sera prévue autour de l'excellence académique, des formations en anglais, de la vaccination des étudiants internationaux.*** *Ce sont des points sur lesquels nous insisterons et, d'autre part, nous utiliserons le réseau des anciens élèves, où ils seront le visage de la campagne de cette année (nous avons parmi 8 d'entre eux deux Latinos, un d'Argentine et un de Colombie). (...) Les Latinos sont toujours intéressés à venir en France et je pense que nous devons cela à la stratégie et à la politique de communication" (Personnel de Campus France)*

"Je pense qu'il y a un fort changement de paradigme en termes d'accès à la connaissance ou de manière de travailler. *Pouvoir donner des cours en collaboration avec d'autres enseignants internationaux. Proposer un partenaire pour faire de la place aux enseignants internationaux dans les cours à distance aide et a un impact sur l'internationalisation de toute une classe. Le fait d'avoir une formation en ligne est une nouvelle offre, elle y contribue donc. Mais dire que*

cela va changer les programmes d'études, c'est autre chose, il faut du temps à cet égard." (Personnel d'Université)

D. REDÉFINIR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Cette dimension explore la reconfiguration de l'internationalisation de l'enseignement supérieur et l'identification de nouvelles dimensions dans un scénario post-COVID 19.

Dans cette dernière section, les personnes interrogées sont invitées à redéfinir l'internationalisation en se basant sur l'expérience d'avoir passé plus d'un an dans un scénario de pandémie. Elles sont également invitées à nommer et à détailler toutes les nouvelles dimensions de l'IES qui ont été identifiées dans le nouveau contexte.

Ce qui ressort de cette dernière question d'entretien, c'est que dans tous les cas, il y a une tendance à dire initialement que la définition et les dimensions de l'internationalisation restent les mêmes. Des expressions telles que "je ne suis pas sûre qu'il y ait une redéfinition, pour moi la définition est la même" ou "il n'est pas nécessaire de la re-définir, mais de la maintenir et de la rendre plus forte" sont récurrentes et trouvent des justifications diverses. Un des témoignages affirme qu'il n'est pas nécessaire de parler d'une nouvelle internationalisation, car "la base qui existait avant peut être maintenue et doit être retravaillée". Bien que la question nous invite seulement à réfléchir à une nouvelle définition de l'internationalisation, nous constatons que les interlocuteurs ont tendance à penser que cette nouvelle façon de s'internationaliser remplacera la précédente.

Néanmoins, lorsque la question est approfondie, les répondants admettent que "la manière de s'internationaliser a changé et que le virtuel est une nouvelle dimension". C'est à ce niveau qu'un changement possible de la compréhension traditionnelle de l'internationalisation se dessine, laissant place à l'émergence éventuelle d'un concept plus holistique des méthodes et des dimensions impliquées.

Enfin, et au vu de ces témoignages, nous pouvons interpréter que le caractère dynamique et inédit des changements ne permet pas de prendre une distance temporelle (historique) qui aide à réfléchir et à capitaliser les expériences, nous pouvons donc comprendre qu'il est difficile pour les référents de proposer une nouvelle définition de l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Nous présentons ci-dessous les principales citations :

"Il n'y a plus autant d'utilisation de ces partenaires universitaires dans ces pays, comme c'était le cas pour attirer les étudiants (coopérations interuniversitaires). ***Aujourd'hui, avec cette forme hybride, le partenaire université/école n'est plus aussi nécessaire (ce qui amène les personnes travaillant dans les relations internationales à repenser l'international, à se former et à se réinventer via les réseaux sociaux pour promouvoir l'établissement).*** *(...) Mais si la France dématérialise tous les types de formation, nous pourrons peut-être augmenter le nombre d'étudiants étrangers qui préfèrent la France pour leurs études supérieures, mais* ***nous ne parlerons plus de mobilités mais d'échanges culturels virtuels, car il n'est pas nécessaire de venir sur place pour apprendre. L'internationalisation ne consiste pas seulement à aller dans un autre pays, mais aussi à échanger des cultures, des méthodes, des apprentissages, et cela continuera d'exister, mais d'une manière différente.*** *" (Personnel de l'école)*

"Finalement, le monde a continué à tourner et nous avons travaillé avec nos partenaires et développé de nouveaux programmes et de nouvelles choses à explorer et nous avons réussi à tout mettre en ligne. ***Cet arrêt nous a permis de nous concentrer sur des choses que nous ne faisions pas auparavant, de revoir d'anciens accords, d'examiner de nouveaux accords et de développer des processus avec des collègues qui n'existaient pas auparavant. C'est une période compliquée, mais intéressante, car elle nous a permis de nous remettre en question et je ne suis pas sûr que nous l'aurions fait dans les périodes précédentes où nous courions tout le temps.*** *C'est un mal pour un bien qui nous a permis de trouver des choses positives." (Personnel de l'école)*

"Je ne suis pas sûr qu'il y ait une redéfinition, la définition est la même, c'est tout ce qui nous permet d'amener l'international dans le parcours des étudiants/enseignants/personnel, ça n'a pas changé. La leçon que nous pouvons tirer de COVID est que nous avons trouvé une nouvelle façon de faire et nous sommes en train de la développer, mais elle reste la même (langue, cotutelle, double diplôme, projet européen, projet international, recherche, échanges, diplômes) mais il s'agit toujours d'apporter une dimension internationale dans la classe ou dans l'environnement virtuel. La nouvelle dimension, c'est tout ce qui peut être virtuel et que nous ne voyions *pas avant parce que nous ne le considérons pas comme IES 100%." (Personnel universitaire)*

"Aujourd'hui, c'est sur une base entre partenaires historiques qui revoient les moyens, en fonction de l'évolution de la crise, de maintenir les liens. Il faut retravailler les liens avec les EES qui ferment pour que, lorsque les choses s'ouvriront, nous puissions nous retrouver dans les mobilités construites après des années (début d'internationalisation). Il s'agit de redécouvrir et de rassurer les accords historiques et les nouveaux accords que nous créons dans la dimension virtuelle. *C'est ce qui est nouveau dans cette perspective, par exemple, la crise a fait que les écoles qui ignoraient les universités européennes, doivent faire des mobilités sans grandes difficultés (après un an ces relations et efforts ont*

été intensifiés dans l'espace européen). ***Il y a un nouveau panorama de la coopération universitaire pour les universités européennes, ce qui les a obligées à réfléchir aux accords et à faire le ménage dans les accords qui ont été signés et qui sont maintenant vides.*** *La crise nous a obligés à nous concentrer sur des accords stratégiques dans certains pays et notamment en Europe (un continent ignoré car nous pensions qu'il était couvert par la mobilité Erasmus)." (Personnel de Campus France)*

*"**Je ne pense pas qu'il ait beaucoup plus de dimensions, mais le virtuel.** Il est vrai que dans notre service, nous avons des personnes qui vont à l'étranger par le biais de classes virtuelles pour recruter des étudiants. Il est vrai que, dans certains domaines, les étudiants ne sont pas réceptifs au virtuel, ils ont besoin du contact humain." (Personnel de l'école)*

*"**Nous n'avons pas à le re-définir, mais à le maintenir et à le rendre plus fort, tout ce que nous avons fait jusqu'à présent a fait ses preuves. Le contexte de la pandémie nous a fait repartir de zéro, mais je crois que nous pouvons conserver la base que nous avions auparavant, la reprendre et la retravailler. Au contraire, je crois que la manière de s'internationaliser a changé et que le virtuel est un nouvel axe qui peut nous aider à nous internationaliser.** Je pense que pour aider les EES à s'internationaliser, il est important de continuer à faire ce qui se faisait (la coopération entre établissements est très forte), mais en réfléchissant à ce que le monde virtuel a apporté : pourquoi ne pas penser à créer des cours à distance dans lesquels les étudiants devront venir en France à un moment donné ? **pour rétablir ce qui existe déjà et reprendre ce qu'ils ont appris dans le monde virtuel (travailler de manière complémentaire).**" (Personnel de Campus France)*

*"**Elle peut se développer à distance, avec les nouveaux outils que nous développons avec les foires virtuelles, les événements virtuels, mais à un moment donné, l'internationalisation (j'en suis sûr) signifie contacts directs et présence.** En ce sens, je ne pense pas que la crise va tout changer, tout reviendra comme avant. Peut-être que les contacts ont changé et que les gens voyageront moins, mais ce n'est pas la même chose, et le virtuel fonctionne et est moins cher. En tout cas, nous conserverons ces instruments, mais ils ne remplaceront pas les précédents : **certains événements seront peut-être virtuels et nous permettront d'avoir plus de contacts avec les institutions internationales, mais cela ne signifiera pas qu'il y aura moins d'échanges de mobilité en matière d'enseignement supérieur.**" (Personnel de Campus France)*

*"**Pour moi il n'y a pas de redéfinition,** c'est la même chose : l'ouverture à l'extérieur des EES et le développement de nouveaux partenariats d'échanges, mais clairement de nouvelles dimensions sont apparues et elles renvoient au fait qu'on ne peut pas bouger et à **l'arrivée du virtuel qui vient sauver l'EES en France, pays qui est resté ouvert à l'arrivée d'étudiants internationaux**. Le virtuel a sauvé et a été une solution pour continuer les échanges, malgré le fait que les grandes salles et les réunions institutionnelles soient devenues moins attractives, et pour*

continuer à exister. Nous espérons que dans un an ou deux, nous pourrons relancer les mobilités en Amérique latine." (Personnel de Campus France)

*"**Aujourd'hui, la façon dont nous concevons l'IES est beaucoup plus ouverte, plus inclusive, vers l'intérieur de l'institution à travers le développement de nouvelles activités**. Nous avons pris conscience de la nécessité de rechercher des activités accessibles à la communauté éducative. **Aujourd'hui, on pense aux EES avec une nouvelle variété d'activités, les esprits se sont ouverts au fait qu'il n'y avait pas un seul modèle, mais qu'il y avait des EES sur plusieurs axes, où la mobilité n'est plus un paradigme unique et où la politique doit être tournée vers l'intérieur (attractivité internationale, offre de formation internationale sous diverses formes). Générer de nouveaux espaces de collaboration et diversifier la gamme d'activités pour la réciprocité de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, même si elles ne sont pas identiques** (par exemple, une mobilité sortante d'un an pour une mobilité entrante de stage)". (Personnel universitaire)*

*"**Nouvelles formations en ligne et salles et réunions, plus besoin de se déplacer, aujourd'hui nous pouvons accéder aux expositions et obtenir des infos sans nous déplacer. Cependant, il ne s'agit pas seulement de l'accès à l'information mais aussi de la possibilité de faire des échanges**. Il n'est pas remplaçable, maintenant en ce qui concerne la mobilité, je ne pense pas que cela changera beaucoup, mais il y aura certaines choses qui pourront être faites à distance. Je ne vois pas de remise en cause de notre travail." (Personnel de Campus France)*

CONSIDÉRATIONS FINALES

L'approche de cette étude est motivée par des aspects à la fois professionnels et individuels. En tant que membres actifs de la communauté affectée par les politiques d'internationalisation, tant au niveau étudiant que professionnel, nous décidons de mener cette recherche afin de résoudre des questions qui, selon nous, n'ont pas été étudiées.

En s'intéressant à la manière dont les institutions s'adaptent à une situation inédite, nous nous interrogeons sur le contexte historique des crises pandémiques et sur la capitalisation subjective et institutionnelle acquise. En examinant les performances des institutions gouvernementales et éducatives dans le domaine de l'internationalisation, notre expérience professionnelle suggère qu'il y avait une absence de stratégies d'internationalisation alternatives face aux crises sanitaires et que, pour la première fois, les institutions s'orientaient vers une nouvelle méthode d'internationalisation.

Comprenant que cela ne peut pas être réduit à une simple expérience professionnelle, nous entreprenons cette recherche. Dans ce contexte, la présente étude vise à analyser comment la pandémie de COVID-19 perturbe la politique d'internationalisation française " Bienvenue en France " et à décrire quels sont les mécanismes mis en place pour assurer l'IES dans une des zones géographiques les plus touchées, l'Amérique latine.

Au cours du processus de compilation de la littérature, on a constaté qu'il existe des contributions majeures en termes d'analyse de l'internationalisation des institutions et des individus. Il existe, également, de nombreuses contributions sur la manière dont les organisations sont structurées et gérées dans des situations de crise, sur leurs performances au niveau national et transnational, sur les problèmes budgétaires liés à la concurrence mondialisée, ainsi que sur la classification internationale et ses effets. En revanche, nous soulignons une absence quasi-totale des recherches sur l'internationalisation et l'impact des crises sanitaires, les procédures utilisées et l'institutionnalisation des outils acquis pour faire face aux futures crises pandémiques.

Ce rapport est donc conçu comme une source d'information précieuse pour l'étude de la coopération internationale et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans un contexte de pandémie. A partir d'une approche sociologique, dans laquelle les contributions des sujets impliqués dans les processus d'internationalisation sont analysées, nous procédons à détailler les conclusions suivantes.

En respectant la chronologie dans laquelle le travail de terrain a été structuré, les principales conclusions qui ressortent de la première phase, pré-pandémique, référent à que la plupart des interrogés ont une perception réduite de l'internationalisation, en la liant presque à la mobilité des étudiants. Nous considérons cette tendance comme un facteur clé pour affirmer que, dans une période antérieure à la COVID-19, les activités d'internationalisation étaient fondamentalement liées à l'accueil d'étudiants étrangers dans les EES françaises, et que cette conception réductrice est responsable de la détérioration d'autres politiques d'internationalisation telles que celles destinées aux enseignants ou au personnel administratif.

Il est étonnant de constater que, malgré le fait que l'IES est lié à l'idée d'un monde globalisé et participatif, seul un petit public en profite. En ce sens, on observe l'existence de publics marginalisés dans la conception et la structuration des stratégies d'internationalisation, parmi lesquels le personnel administratif est l'un des plus touchés. Avec seulement deux témoignages sur dix qui font référence à l'importance d'internationaliser tous les publics, la prévalence de l'internationalisation pour les étudiants mobiles est manifeste, et avec elle toutes ses limitations. Comme nous le soulignons dans ce rapport, se concentrer uniquement sur l'internationalisation des étudiants peut ne pas être aussi enrichissant, car internationaliser le personnel académique et administratif produit un impact plus durable sur l'institution et sur la communauté étudiante.

En ce qui concerne les mécanismes d'internationalisation, on constate qu'ils sont presque exclusivement liés au flux de personnes et qu'aucune stratégie alternative n'est mise en évidence face à des situations de crise ou de restrictions de la mobilité à l'étranger. Cela constitue l'un des principaux défis que l'ESS et le gouvernement français ont dû corriger. L'absence de rapports théoriques sur l'internationalisation dans les pandémies est un véritable reflet de l'amnésie à laquelle les institutions éducatives et gouvernementales ont été soumises. Le manque de connaissances procédurales sur ce qui a été fait lors de pandémies précédentes est le facteur qui a conduit à la crise de l'internationalisation pendant la COVID-19.

Cela nous amène aux conclusions concernant la deuxième étape de l'étude, pendant la pandémie. La principale conclusion qui s'en dégage est que le changement de paradigme de l'Internationalisation de l'Enseignement Supérieur, fondé sur la mobilité des biens, des services et des personnes, se produit de manière rapide et concluante. L'IES traditionnel perd sa place dans un monde où la mobilité internationale n'est pas possible, mais l'idée de leur disparition jusqu'à la fin de la pandémie n'est pas une option. C'est pourquoi les institutions et

les acteurs gouvernementaux formulent des stratégies et des politiques d'internationalisation alternatives qu'ils n'avaient pas imaginées possibles au cours des décennies précédentes.

La stratégie “Bienvenue en France” est enrichie de stratégies supplémentaires et complémentaires pour que la France ne perde pas sa place dans la compétition internationale. Le gouvernement français encourage les établissements d'enseignement supérieur à poursuivre régulièrement leur internationalisation et à inciter les étudiants à venir dans le pays. Cependant, plusieurs de ces établissements décident de suspendre leurs échanges et se tournent vers la mobilité régionale et virtuelle. D'un point de vue de la promotion, on constate des progrès importants dans l'apprentissage et dans l'utilisation des nouveaux outils de communication virtuelle, qui, selon les personnes concernées, se poursuivront à long terme.

En ce qui concerne les stratégies d'internationalisation avec l'Amérique latine, on constate qu'il s'agit d'une zone géographique négligée et que, bien qu'il est un continent caractérisé par des crises cycliques, il n'y a pas de progrès dans la mise en œuvre des méthodes d'internationalisation pendant les crises.

De manière générale, nous pouvons souligner les politiques gouvernementales et législatives qui ont été mises en place pour consolider la France comme l'un des rares pays à garder ses frontières ouvertes aux étudiants et chercheurs internationaux. Toutefois, il convient de noter que ces réglementations interviennent à un moment où les EES ne disposent pas des ressources ou du savoir-faire technique nécessaires pour tirer parti de ces avantages. Face aux contraintes humaines et budgétaires, les EES gèrent de nouveaux partenariats qui leur permettent de remédier ces déficiences et de contenir leur communauté éducative. Les institutions ont connu des progrès sans précédent en termes d'accès à l'éducation et d'offre de formation numérique. Cependant, pour nos interlocuteurs semble impossible à court terme de s'appuyer sur le travail déjà accompli et de proposer de nouvelles formations en ligne.

La résistance au changement est remarquable et ceci est évident dans la dernière partie de cette étude. En ce qui concerne les conclusions qui émergent face à un scénario post-pandémique, nous soulignons que les personnes interrogées déclarent plus d'avantages que de défis dans ce nouveau paradigme d'internationalisation. Toutefois, lorsqu'il s'agit de définir une nouvelle façon de s'internationaliser, la réponse est claire : l'internationalisation reste la même.

Inévitablement, notre analyse montre que l'internationalisation a changé, parce que ses méthodes de conception ont évolué, parce que les publics touchés sont différents et parce que l'accès à l'enseignement supérieur s'est diversifié.

On peut observer que les référents mettent l'accent sur la fatigue de ce mode de travail virtuel et souhaitent un retour aux activités traditionnelles. Peu d'entre eux envisagent la possibilité d'adopter des formes hybrides d'internationalisation, qui pourraient permettre une nouvelle conception de l'éducation et de sa promotion dans le monde. L'enthousiasme pour un retour à l'ancien est tel que nous pensons que peu d'outils seront réutilisés et institutionnalisés à l'avenir. Cependant, il ne faut pas oublier que pour la première fois une nouvelle forme d'internationalisation est née et de manière globale, ce qui permettra que face à de nouvelles pandémies mondiales, la promotion et l'accès à l'éducation ne soient pas impactés de la même manière.

Nous pouvons affirmer que cette expérience a créé un précédent et que l'idée d'internationaliser en pandémie n'est plus seulement un scénario fantastique. L'internationalisation virtuelle est née et nous devons lui donner la place qu'elle mérite.

BIBLIOGRAPHIE

- ACURIO HIDALGO German, BOSQUEZ REMACHE Javier et CACPATA CALLE Wilson, "Análisis Pestel en el Impacto del COVID-19 en la educación superior", *Revista Conrado,* Universidad Regional Autónoma de los Andes, Ecuador, Vol. 17, 2021, pp. 440-448.
- AKKARI Adeljalil et SANTIAGO Mylène, "L'internationalisation des universités dans un contexte de crise", *Revista Espaço Pedagógico,* Vol.24, N°1 2017, pp. 98-109.
- ANTI PARTEY Peter, "L'impact du COVID-19 et d'autres épidémies de maladies infectieuses sur les étudiants internationaux", *GPE Transformer l'éducation,* 2020, [En ligne], https://www.globalpartnership.org/fr/blog/limpact-du-covid-19-et-dautres-epidemies-de-maladies-infectieuses-sur-les-etudiants, (Consulté 8 juillet 2021).
- AUST Jérôme, MAZOYER Harold et MUSSELIN Christine, "Se mettre à l'index ou être mis à l´index", *Presses de Sciences Po,* Vol. 7, 2018, pp. 9-37, [En ligne], https://www.cairn.info/revue-gouvernement-et-action-publique-2018-4-page-9.htm (Consulté 18 août 2021).
- CAMPUS FRANCE, "CHIFFRES CLES 2019", [En ligne] campusfrance.org (consulté le 10 juin 2021).
- CAMPUS FRANCE, "CHIFFRES CLES 2020", [En ligne] campusfrance.org (consulté le 10 juin 2021).
- CAMPUS FRANCE, "CHIFFRES CLES 2021", [En ligne] campusfrance.org (consulté le 10 juin 2021).
- CAMPUS FRANCE, "STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ POUR LES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX", *Bienvenue en France – Choose France Dossier de Presse,* France*, 2018.*
- DOS SANTOS FILHO José Camilo, "Internacionalización de la educación superior: redefiniciones, justificativas y estrategias", *Revue Espaco Pedagógico,* Universidade de Passo Fundo, vol. 25, n. 1, 2018, pp. 168-189.
- DIDOU AUPETIT Sylvie, "La crisis de la internacionalización: ¿una oportunidad de reconfiguración?", *EF EDUCACIÓN FUTURA,* 2020, [En ligne],

https://www.educacionfutura.org/la-crisis-de-la-internacionalizacion-una-oportunidad-de-reconfiguracion/ , (Consulté 12 juillet 2021).

- ECHEVARRIA-ZUNO Santiago, "Estrategia educativa en influenza A H1N1", *Revue APORTACIONES ORIGINALES*, (Instituto Mexicano del Seguro Social, Distrito Federal, México), N° 48, 2010, pp. 383-392.
- FERNÁNDEZ LAMARRA Norberto et GARCÍA Pablo, "Desafíos para la Internacionalización de la educación superior desde una perspectiva regional", (Universidad Nacional de Tres de Febrero, Buenos Aires, Argentine), N°4, 2016, pp. 13-25.
- GAETE QUEZADA Ricardo et BRATOS MARTIN Miguel. "A look to the university internationalization from the perspective of social responsibility: young researchers discourses", *Estudios pedagógicos Valdivia,* vol.38, N°1, 2012, pp.255-272 [En ligne]. http://dx.doi.org/10.4067/S0718-07052012000100015 ,(Consulté 8 juillet 2021).
- GACEL-AVILA Jocelyne, "COVID-19: Riesgos y Oportunidades para la internacionalización de la educación superior en México", *Revista de Educación Superior en América Latina*, Barranquilla, Colombia, 2020, pp. 37-40.
- GACEL-AVILA Jocelyne, "Internacionalización de la educación superior en México", *Banco Mundial*, Bogotá, Colombia, chapitre 8,2005, pp. 245-288.
- GOMEZ LOPEZ Pamela, "¿Qué sucederá con la internacionalización de la educación superior y la movilidad estudiantil después del COVID-19?", *Revista Digital de Investigación en Docencia Universitaria,* Vol. 14, N°2, pp. 2-32, 2020 [En ligne] https://dx.doi.org/10.19083/ridu.2020.1248 (consulté le 15 juin 2021).
- HAUG Guy, "¿Internacionalización, "quo vadis" en la próxima década?", *El blog de Studia XXI, Universidad, Una conversación pública sobre la universidad,* 2020, [En ligne], https://www.universidadsi.es/internacionalizacion-universitaria-2020/, (Consulté 13 juillet 2021).
- KNIGHT Jeane, "Un modelo de internacionalización: respuesta a nuevos retos, en La internacionalización de la educación superior: Paradigma para la ciudadanía global", *Banco Mundial*, Bogotá, Colombia, chapitre 1,2005, pp.1-38.
- *Les informations suivantes sont tirées de FERNÁNDEZ LÓPEZ Sara, RUZO SANMARTÍN Emilio, "LOS PROCESOS DE INTERNACIONALIZACIÓN Y GLOBALIZACIÓN EN LA EDUCACIÓN SUPERIOR: UN ANÁLISIS DE LOS*

PAÍSES OCDE", [En ligne] https://www.researchgate.net/publication/39212974 (consulté le 15 juin 2021).

- Les informations son tirées de l'entretien fait à CAI LIU Nian, *UNESCO,* [En ligne], https://es.unesco.org/news/clasificaciones-universitarias-llegaron-quedarse-%C2%BFc%C3%B3mo-podr%C3%ADamos-mejorarlas, (Consulté 21 juillet 2021).
- MUSSELIN Christine, "New forms of competition in higher education", *Socio-Economic Review,* (Sciences Po, France), Vol.16, N°3, 2018, pp.558-683.
- MUSSELIN Christine et MIGNOT-GÉRALD Stéphanie, "The recent evolution of french universities", *Governing Higher Education: National Perspectives on Institutional Governance*, (Kluwer Academic Publishers, The Netherlands), 2002, pp.1-24.
- NIETO GOLLER Rafael Andrés, "Educación virtual o virtualidad de la educación", *Rev. hist. edu. latinoam,* (Universidad Simón Bolivar, México), Vol. 14, No. 19, 2012, pp. 137-150.
- OREGIONI Maria Soledad, "La internacionalización universitaria desde una perspectiva situada: tensiones y desafíos para la región latinoamericana", *Rev. Inter. Educ. Sup.*, Vol.3, N°1, 2017, pp. 114-133, [En ligne]. https://doi.org/10.22348/riesup.v3i1.7667 , (Consulté 8 août 2021).
- PÉREZ-ESPARRELLS Carmen et GOMEZ-SANCHO Jose María, "Los rankings internacionales de las instituciones de educación superior y las clasificaciones universitarias en España: Visión panorámica y prospectivas de futuro", *Documento de Trabajo N°559/2010*, (Fundación Caja de Ahorros, España), 2010, pp. 1-54.
- POURCELOT Charlotte, "L'internationalisation de l´enseignement supérieur: le meilleur des mondes? Par Laurent Cosnefroy, Jean-Marie de Ketele, Bernard Hugonnier, Philippe Parmentier, Donatella Palombar et Stamenka Uvalic-Trumbic", *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur,* 2021, pp.1-7 [En ligne], http:// journals.openedition.org/ripes/3248 , (Consulté 20 août 2021).
- RAMA Claudio, "La internacionalización de la educación a distancia en América Latina", *Cuestiones de Sociología,* (Universidad Nacional de la Plata, Buenos Aires, Argentine), N°8, 2012, pp. 63-76.
- RODRIGUEZ Alejandro, "Internacionalización en Contexto de Crisis: Nuevos lineamientos y desafíos para las universidades del consejo de rectores de Chile", 2020,

[En ligne], https://issuu.com/rodriguezmusso/docs/internac_20en_20contextos_20de_20crisis_20disen_cc, (Consulté 15 juillet 2021).

- SCHLEICHER Andreas, "The impact of COVID-19 on Education", *Education at a glance 2020*, (OECD), 2020, pp. 1-30.
- SEBASTIÁN Jesús, "La internacionalización de las universidades como estrategia para el desarrollo institucional", *Revue Innovación Educativa*, Instituto Politécnico Nacional, vol. 5, núm. 26, Distrito Federal Mexique), 2005.
- SEBASTIÁN Jesús, "Dimensiones y métrica de la internacionalización de las universidades", *Revue Universidades,* Unión de Universidades de América Latina y el Caribe, n° 51, Distrito Federal (Mexique), 2011, pp. 3-16.
- SEBASTIAN Jesús, "Dilemas en torno a la internacionalización de la educación superior", *ESS Educación Superior y Sociedad*, (UNESCO IESALC), Colección 25° Aniversario, Vol.21, 2017, pp. 119-142.
- SEBASTIAN Jesús, Cooperación e Internacionalización de las Universidades. (Editorial Biblos, Buenos Aires. Argentina), N°1, 2004, pp. 13-19.
- SIUFI Gabriela, "Hacia la construcción de una política de cooperación internacional innovadora enfocada en la integración regional", in RINESI Eduardo (org), *"AHORA ES CUANDO.Internacionalización e integración regional universitaria en América Latina",* Buenos Aires (Argentine), Universidad Nacional de General Sarmiento, 2013.
- SIUFI Gabriela, "COOPERACIÓN INTERNACIONAL E INTERNACIONALIZACIÓN DE LA EDUCACIÓN SUPERIOR", *Revue Educación Superior y Sociedad* (Venezuela), n°1, 2009, pp. 123-145.
- UNESCO IESALC, "Toward universal Access to higher education: international trends", [En ligne] https://www.iesalc.unesco.org/en/2020/11/17/iesalc-launches-towards-universal-access-to-higher-education-international-trends-report/ (consulté le 10 août 2021).
- UNESCO IESALC, "COVID-19 y educación superior: De los efectos inmediato al día después, Análisis de impacto, respuestas políticas y recomendaciones", [En ligne], http://www.iesalc.unesco.org/wp-content/uploads/2020/05/COVID-19-ES-130520.pdf , (consulté le 10 août 2021).

- THÉRY Herve, “Classificações de universidades mundiais, “Xangai” e otras”, *Estudos Avançados 24,* (Universidade São Paulo, Brasil) 2010, pp.185-205.
- UNESCO IESALC, “SEGÚN TIMES HIGHER EDUCATION LAS MEJORES UNIVERSIDADES DE AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE ESTÁN EN CHILE, BRASIL Y MÉXICO”, 2019, [En ligne], https://www.iesalc.unesco.org/2019/09/03/segun-times-higher-education-las-mejores-universidades-de-america-latina-y-el-caribe-estan-en-chile-brasil-y-mexico/#.YOmwjNAzY2w , (Consulté 25 juillet 2021).

ANNEXES

MODÈLE N° 1

AVANT LA COVID-19 :

1) Comment définiriez-vous l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Quelles dimensions implique-t-elle ?

2) Quelle est la différence entre la politique d'internationalisation de l'Allemagne (un des pays les plus choisis) et celle de Bienvenue en France ? Comment définiriez-vous ce dernier ?

3) Avez-vous des stratégies IES orientées en fonction de la zone géographique ? Pensez-vous que l'internationalisation pour attirer les étudiants d'Amérique latine est différente ?

4) Sur quelle base soutenez-vous vos accords de partenariat pendant les crises ?

PENDANT LA COVID-19 :

5) Comment a été reçue la fermeture totale de l'institution ? Comment décririez-vous le processus de réorganisation institutionnelle que cela a impliqué ?

6) Quelles stratégies ont été mises en place pour assurer IES avec L.A. ?

7) Il y a une baisse de l'acceptation des candidatures des étudiants de l'Amérique, pourquoi? TABLEAU 1 Qu'a fait votre institution à ce sujet ?

8) Comment cette crise a-t-elle rapproché votre institution de la communauté éducative ?

POST COVID-19

9) Comment votre institution fait face à la réouverture des activités ? Quelles ont été les forces acquises et les faiblesses à améliorer ?

10) Avez-vous remarqué si de nouvelles institutions de formation privées ont émergé et gênent l'IES Française?

11) Que pensez-vous de l'internationalisation virtuelle? Est-elle prévue une politique de "Bienvenue en France" virtuelle ?

12) Compte tenu de ce qui a été dit dans cet entretien, comment (re)définiriez-vous l'IES ? De nouvelles dimensions sont-elles apparues ?

13) Qu'auriez-vous aimé que je vous demande ?

Références:
A.L: Amérique Latine
IES: Internationalisation de l'éducation supérieure

MODÈLE N°2

AVANT LA COVID-19 :

1) Comment définiriez-vous l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Quelles dimensions implique-t-elle ?

2) Comment pouvez vous définir la stratégie d'IES “Bienvenu en France”? Comment est sa mise en œuvre avec ?

3) Pensez-vous qu’il y a des stratégies IES orientées en fonction de la zone géographique pour laquelle vous travaillez ?

4) Quel pays envoie le plus d'étudiants/chercheurs en France ?

PENDANT LA COVID-19 :

5) Comment a été reçue la fermeture totale de l'institution ? Comment décririez-vous le processus de réorganisation institutionnelle que cela a impliqué ?

6) Quel a été l'impact de COVID-19 sur les étudiants/chercheurs ? Quelles stratégies ont été mises en place pour assurer IES avec L.A. ?

7) Quel est l'impact de la crise du COVID-19 sur l'égalité des chances dans l'accès à l'éducation de vos boursiers/chercheurs ? Qu' a fait votre institution à ce sujet ? Avez-vous eu des boursiers à distance?

8) Comment cette crise a-t-elle rapproché l'institution de la communauté éducative ?

POST COVID-19

9) Comment votre institution fait face à la réouverture des activités ? Avez-vous remarqué des changements par rapport à l’IES traditionnel? Quel pays s'est le mieux adapté et a renvoyé des boursiers ?

10) Avez-vous remarqué si de nouvelles institutions de formation privées ont émergé et gênent l'IES Française? Et en A.L ?

11) Que pensez-vous de l'internationalisation virtuelle? Elle va rester ?

12) Compte tenu de ce qui a été dit dans cet entretien, comment (re)définiriez-vous l'IES ? De nouvelles dimensions sont-elles apparues ?

13) Qu'auriez-vous aimé que je vous demande ?

Références:
A.L: Amérique Latine
IES: Internationalisation de l’éducation supérieure

MODÈLE N°3

AVANT LA COVID-19 :

1) Comment définiriez-vous l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Quelles dimensions implique-t-elle ?

2) Quelle est la différence entre la politique d'internationalisation de l'Allemagne (un des pays les plus choisis) et celle de Bienvenue en France ? Comment définiriez-vous ce dernier ?

3) Avez-vous des stratégies IES orientées en fonction de la zone géographique ? Des stratégies spécifiques pour A.L. ?

4) Sur quelle base soutenez-vous vos accords de partenariat pendant les crises ?

PENDANT LA COVID-19 :

5) Comment a été reçue la fermeture totale de l'institution ? Comment décririez-vous le processus de réorganisation institutionnelle que cela a impliqué ?

6) Quelles stratégies ont été mises en place pour assurer IES avec L.A. ?

7) Il y a une baisse de l'acceptation des candidatures des étudiants de l'AL, pourquoi? Qu' a fait votre institution à ce sujet ?

8) Comment cette crise a-t-elle rapproché votre institution de la communauté éducative ?

POST COVID-19

9) Comment votre institution fait face à la réouverture des activités ? Quelles ont été les forces acquises et les faiblesses à améliorer ?

10) Avez-vous remarqué si de nouvelles institutions de formation privées ont émergé et gênent l'IES Française?

11) Que pensez-vous de l'internationalisation virtuelle? Est-elle prévue une politique de "Bienvenue en France" virtuelle ?

12) Compte tenu de ce qui a été dit dans cet entretien, comment (re)définiriez-vous l'IES ? De nouvelles dimensions sont-elles apparues ?

13) Qu'auriez-vous aimé que je vous demande ?

Références:
A.L: Amérique Latine
IES: Internationalisation de l'éducation supérieure

MODÈLE N°4

AVANT LA COVID-19 :

1) Comment définiriez-vous l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Quelles dimensions implique-t-elle ?

2) Comment pouvez vous définir la stratégie d'IES “Bienvenu en France”? Comment est sa mise en œuvre avec les EES ?

3) Les stratégies IES des EES changent en fonction de la zone géographique ? Pensez-vous que l'internationalisation pour attirer les étudiants d'Amérique latine est différente ?

4) Quelles sont les dimensions impliquées dans l'adaptation des élèves au système éducatif français ?

PENDANT LA COVID-19 :

5) Comment ont réagi les EES à la fermeture ? Comment décririez-vous le processus de réorganisation institutionnelle que cela a impliqué avec campus France ?

6) Quelles stratégies ont été mises en place pour assurer l'IES avec les étudiants ?

7) Il y a une baisse de l'acceptation des candidatures des étudiants de l'AL, pourquoi?

8) Comment cette crise a-t-elle rapproché votre institution de la communauté éducative ?

POST COVID-19

9) Comment votre institution fait face à la réouverture des activités ? Quelles ont été les forces acquises et les faiblesses à améliorer ?

10) Avez-vous remarqué si de nouvelles institutions de formation privées ont émergé et gênent l'IES Française?

11) Que pensez-vous de l'internationalisation virtuelle? Est-elle prévue une politique de "Bienvenue en France" virtuelle ?

12) Compte tenu de ce qui a été dit dans cet entretien, comment (re)définiriez-vous l'IES ? De nouvelles dimensions sont-elles apparues ?

13) Qu'auriez-vous aimé que je vous demande ?

Références:
A.L: Amérique Latine
IES: Internationalisation de l’éducation supérieure

MODÈLE N°5

AVANT LA COVID-19 :

1) Comment définiriez-vous l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Quelles dimensions implique-t-elle ?

2) Quelle est la différence entre la politique d'internationalisation de l'Allemagne (un des pays les plus choisis) et celle de Bienvenue en France ? Comment définiriez-vous ce dernier ?

3) Quelle est la différence entre les stratégies d'IES vers les Amériques et vers les autres continents ? Qué buscan los socios latinoamericanos para hacer acuerdos?

4) Sur quelle base soutenez-vous vos accords de partenariat pendant les crises ?

PENDANT LA COVID-19 :

5) Comment a été reçue la fermeture totale de l'institution ? Comment décririez-vous le processus de réorganisation institutionnelle que cela a impliqué ?

6) Quelles stratégies ont été mises en place pour assurer IES avec L.A. ?

7) Il y a une baisse de l'acceptation des candidatures des étudiants de l'Amérique, pourquoi? Comme cela a été reflété dans leurs accords de partenariat?

8) Avez-vous géré des nouvelles types bourses?

POST COVID-19

9) Comment votre institution fait face à la réouverture des activités ? Quelles ont été les forces acquises et les faiblesses à améliorer ?

10) Avez-vous remarqué si de nouvelles institutions de formation privées ont émergé et gênent l'IES Française?

11) Que pensez-vous de l'internationalisation virtuelle? Est-elle prévue une politique de "Bienvenue en France" virtuelle ?

12) Compte tenu de ce qui a été dit dans cet entretien, comment (re)définiriez-vous l'IES ? De nouvelles dimensions sont-elles apparues ?

13) Qu'auriez-vous aimé que je vous demande ?

Références:
A.L: Amérique Latine
IES: Internationalisation de l'éducation supérieure

MODÈLE N°6

AVANT LA COVID-19 :

1) Comment définiriez-vous l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Quel est leur impact sur la scolarité ?

2) Comment le processus pédagogique vient-il renforcer l'internationalisation ? Quelles sont les stratégies pédagogiques à prendre en compte ?

3) Votre institution a beaucoup de chercheurs/étudiants étrangers? Quels sont les pays de l'AL qui envoient le plus nombre d'étudiants?

4) Comment mettez-vous en œuvre la stratégie "Bienvenue en France" ? Que pensez-vous des rankings internationaux des EES ?

PENDANT LA COVID-19 :

5) Comment a été reçue la fermeture totale de l'institution ? Comment décririez-vous le processus de réorganisation institutionnelle que cela a impliqué ?

6) Quelles stratégies ont été mises en place pour assurer le bien-être des étudiants? Comment ont vécu la fermeture les étudiants internationaux ?

7) Avez-vous eu des étudiants qui ont suivi les formations depuis leurs pays d'origine?

8) Quel est l'impact de COVID sur la rentrée 2020 ? Avez-vous proposé des formations complètement à distance étaient-ils proposés ? Les inscriptions ont-elles été retardées?

POST COVID-19

9) Comment votre institution fait face à la réouverture des activités ? Quelles ont été les forces acquises et les faiblesses à améliorer ?

10) Avez-vous remarqué si de nouvelles institutions de formation privées ont émergé et gênent l'IES de la votre?

11) Que pensez-vous de l'enseignement à distance ? Avez-vous ouvert des offres de formation en ligne?

12) Compte tenu de ce qui a été dit dans cet entretien, comment (re)définiriez-vous l'IES et l'enseignement supérieur?

13) Qu'auriez-vous aimé que je vous demande ?

Références:
A.L: Amérique Latine
IES: Internationalisation de l'éducation supérieure

MODÈLE N°7

AVANT LA COVID-19 :

1) Comment définiriez-vous l'internationalisation de l'enseignement supérieur ? Quelles dimensions implique-t-elle ?

2) Ces derniers temps, les écoles de commerce ont eu une forte politique d'internationalisation, comment cela s'inscrit-il dans la stratégie de Bienvenue En France ?

3) Avez-vous des stratégies IES orientées en fonction de la zone géographique ? Pensez-vous que l'internationalisation pour attirer les étudiants d'Amérique latine est différente ?

4) Sur quelle base soutenez-vous vos accords de partenariat pendant les crises (en règle générale)?

PENDANT LA COVID-19 :

5) Comment a été reçue la fermeture totale de l'institution ? Comment décririez-vous le processus de réorganisation institutionnelle que cela a impliqué ?

6) Quel a été l'impact de COVID-19 sur l'IES français, et quelles stratégies ont été mises en place pour assurer l'IES avec L.A. pendant la pandémie ?

7) Comment la crise du COVID-19 a-t-elle eu un impact sur l'égalité des chances dans l'accès à l'éducation en France ? Qu'a fait votre institution à ce sujet ?

POST COVID-19

9) Comment votre institution fait face à la réouverture des activités ? Quelles ont été les forces acquises et les faiblesses à améliorer ?

10) Avez-vous remarqué si de nouvelles institutions de formation privées ont émergé et gênent l'IES Française?

11) Que pensez-vous de l'internationalisation virtuelle? Est-elle prévue une politique de "Bienvenue en France" virtuelle ?

12) Compte tenu de ce qui a été dit dans cet entretien, comment (re)définiriez-vous l'IES ? De nouvelles dimensions sont-elles apparues ?

13) Qu'auriez-vous aimé que je vous demande ?

Références:
A.L: Amérique Latine
IES: Internationalisation de l'éducation supérieure